

Météo

Ciel ensoleillé
avec quelques
nuages
max 1 / min -5
page G12

Cinéma



Élisa: un film
sur mesure
pour Vanessa
page C1

Spectacles



La Bohème
à l'Opéra
de Montréal
page D1

875-BELL
La Presse

La question
du jour
page A2

Index

Annonces classées	
- immobilier	E1 à E7
- marchandises	E7 et E8
- emplois	E8 à E12 et G8
- automobiles	G8 et G9
- propositions d'affaires	F5
Arts et spectacles	
- informations	cahiers C et D
- ciné-horaires	C6
- télé-horaires	D2
- télévision	D3
Avis C10 et C11	
Bridge — Timbres A28	
Carrières-professions	cahiers I, J
Décès	G10 et G11
Économie	F1 à F8
Editorial	B2
Êtes-vous observateur?	E2
Féuilleton	J6
Habitat	cahier K
Horoscope	J6
Jardiner	K14
Le monde A23 à A26 et A30 à A32	
Loterie	G12
Maisons d'enseig.	A29 à A31
Mots croisés	E5 et J6
« Mot mystère »	E3
Restaurants	D18
Vacances/voyage	cahier H
Vins	D19

Fumer coûtera plus cher

17 cents de plus par paquet de cigarettes en raison de la hausse des taxes

GILLES CAUTHIER
du bureau de La Presse
OTTAWA

Estimant qu'une hausse relativement modeste du prix des cigarettes ne relancerait pas la contrebande, le gouvernement fédéral et le Québec ont augmenté, à minuit, les taxes de 1,37 \$ par cartouche, soit 17 cents par paquet. L'Ontario a simultanément annoncé une mesure semblable.

Voulant peut-être espacer les

mauvaises nouvelles, le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, n'a pas attendu le dépôt de son budget, prévu pour bientôt, pour faire part de cette hausse fiscale qui rapportera au moins 65 millions au fédéral au cours d'une année financière complète.

Ces augmentations « constituent une première étape », a rappelé M. Martin.

« Dans les circonstances actuelles, la hausse annoncée est raisonnable et n'est pas susceptible de relancer le phénomène de la con-

trebande », a déclaré le ministre des Finances du Québec, Jean Campeau.

Sa porte-parole, Linda Lévesque, précise que le prix moyen d'une cartouche dans la province passe de 21,72 \$ à 23,09 \$, ce qui comprend 7,87 \$ de taxes fédérales et 5,05 \$ de taxes provinciales. Le gouvernement du Québec récoltera 3 millions de plus, auxquels s'ajoute la TVQ, au cours de l'année financière qui se termine le 31 mars et 35 millions pendant la prochaine année.

« Nous croyons qu'il s'agit d'une taxe raisonnable et convenable sur un produit qui engendre des coûts importants au chapitre de la santé », a fait savoir le ministre des Finances de l'Ontario, Floyd Laughren.

Le Québec et l'Ontario présenteront au cours des mois qui viennent des budgets qui seront respectivement pré-référendaire et pré-électoral.

Les trois gouvernements ont annoncé en fait hier une augmen-

VOIR FUMER EN A 2

MORT MYSTÉRIEUSE D'UN QUÉBÉCOIS EN INDE



Les proches de Michel Tritten ont assisté à l'enterrement hier matin au cimetière de Sainte-Geneviève: Oleg Wilson, un ami; Silvana Tritten, l'épouse de l'ingénieur; Caroline Brunet, sa belle-fille; et Jean-Claude Tritten, le fils aîné. PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

La famille de Michel Tritten veut savoir dans quelles circonstances l'ingénieur a perdu la vie à Bombay

YANN PINEAU

Comment Michel Tritten est-il vraiment mort?

Sa famille est très troublée par les circonstances du décès de cet ingénieur de 60 ans dépeché en Inde par CAE Electronique. On avait d'abord annoncé à sa veuve que Michel Tritten était mort d'une crise cardiaque, le 9 février. Mais après avoir insisté pour que soit ouvert le cercueil, la famille a découvert que la tête de M. Tritten était horriblement déformée. Une autopsie a révélé qu'il avait eu la crâne fracturé et qu'il était mort d'une hémorragie cé-

rébrale. Toutefois, les circonstances de la mort de l'ingénieur sont encore un mystère total.

Michel Tritten avait été envoyé en Inde par CAE le 6 janvier pour assurer l'entretien d'un simulateur de vol vendu à la compagnie aérienne Air India. CAE, une firme canadienne qui possède d'importantes installations à Saint-Laurent, est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des simulateurs de vol civils.

Le séjour de M. Tritten en Inde semblait aller pour le mieux jusqu'à ce que CAE reçoive le 9 février une lettre d'Air India. Elle faisait état du décès de l'ingénieur à la suite d'une

crise cardiaque dans les toilettes du centre d'entraînement d'Air India à l'aéroport Santa Cruz de Bombay le 9 février, vers 12h30.

Dimanche dernier, le corps était rapatrié à Montréal et le salon funéraire Urgel Bourgie du 16114, boulevard Gouin ouest, à Sainte-Geneviève, était chargé par CAE d'organiser les funérailles.

« Le lendemain, raconte Silvana Tritten, l'épouse de Michel, j'ai demandé au directeur du salon d'ouvrir le cercueil afin de vérifier que c'était bien mon mari qui s'y trouvait. Il a refusé! »

Choquée par cette réponse,

Mme Tritten demande conseil à l'un de ses voisins qui lui dit d'avertir le bureau du coroner. Là, on lui assure qu'elle a tout à fait le droit d'obtenir l'ouverture du cercueil.

Mardi, au salon funéraire, Mme Tritten obtient le droit de vérifier l'identité de son mari. Elle est accompagnée de sa belle-fille Caroline Brunet, infirmière de profession, et de ses deux fils, Jean-Claude et Christian. La dépouille de M. Tritten repose bel et bien dans le cercueil, mais Caroline Brunet qui, comme les autres membres de la famille, croit toujours qu'il est mort d'une crise cardiaque,

VOIR INDE EN A 2

Québec s'apprête à lever le moratoire sur la construction des petites centrales privées

ANDRÉ NOËL

Le parti de René Lévesque — dont l'une des grandes réalisations a été la nationalisation d'Hydro-Québec — va suivre les traces du Parti libéral et permettre à de nouveaux promoteurs de se lancer dans la production privée d'électricité.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources, François Gendron, a déclaré hier qu'il s'apprêtait à lever le moratoire sur la construction de petites centrales privées. Mine de rien, depuis 1987, des chutes, des rapides et des sections de rivières passent sous le contrôle de compagnies, parfois étran-

Trois mois après son élection, le gouvernement péquiste avait annulé un contrat qu'Hydro-Québec venait de signer avec une multinationale française — les Grands Travaux de Marseille — pour construire un barrage sur la rivière Richelieu.

M. Gendron avait alors interdit à la société d'État de signer d'autres contrats de production privée. Mais il a subi de nombreuses pressions l'incitant à renverser sa décision. Au cours d'un entretien, hier, il a confié qu'il allait retirer son interdiction après la fin des travaux de la commission parlementaire sur Hydro-Québec, qui commencent mercredi.

« Des promoteurs négocient des

contrats depuis des années avec Hydro-Québec, a-t-il expliqué, au cours d'un entretien. Ces gens-là se sont qualifiés; le cheminement a été autorisé par mon ministère. Le gouvernement ne peut pas prendre des engagements, puis les renier. »

Six contrats seront signés à la suite d'un appel d'offres restreint lancé par Hydro-Québec en 1991. Le plus important est celui d'une centrale de 25 mégawatts pour la papetière Domtar, à Windsor, qui produira de l'électricité en brûlant du bois. Le second est une centrale hydro-électrique de 15 MW sur la chute Martine, un site touristique de la rivière Metabetchouane, au Lac-Saint-Jean.

Ce dernier projet est piloté par une compagnie américaine en association avec la Corporation régionale d'investissement Amisk inc., dont le président est Michel Belley. M. Belley est par ailleurs vice-président de la Commission sur l'avenir du Québec au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

En janvier, M. Belley écrivait d'ailleurs une lettre au maire de Chambord, Gaston Vallée, pour lui indiquer que « le ministre nous a assurés que suite à la commission parlementaire qui se tiendra en février, il autorisera la signature des contrats qui avaient fait l'objet de l'appel d'offres de 1991. Nous tenons à vous infor-

VOIR CENTRALES EN A 2

RÉFÉRENDUM 95

Lysiane Gagnon



La porte de sortie

Il est de plus en plus évident que les commissions régionales sur la souveraineté ne déclencheront pas le momentum sur lequel comptait le gouvernement Parizeau, à l'approche d'un référendum qui devait théoriquement avoir lieu avant l'été.

Cette vaste ronde de « consultation » pourrait toutefois fournir à M. Parizeau une porte de sortie, à supposer que les sondages — de plus en plus désastreux à mesure que l'échéance se rapproche — ne le force à reporter sine die ce référendum pourtant moult fois promis pour 1995.

Quel que soit le sentiment du premier ministre — qui pourrait bien être porté par tempérament à forcer de l'avant malgré tout —, il sera tôt ou tard forcé de reculer si son parti ne le suit pas. Or, les péquistes et leurs cousins du Bloc ont déjà commencé à chercher frénétiquement une façon de sauver la face.

Ils ne la trouveront pas, évidemment, car l'annulation du référendum sera un aveu de faiblesse aussi humiliant qu'une défaite aux urnes. Mais enfin, les choses étant ce qu'elles sont, M. Parizeau pourrait toujours, à défaut de solution miracle, se rabattre sur le « verdict » qui émergera des commissions itinérantes.

Quand viendra leur rapport final, en effet, ces commissions relateront les mémoires parlant de la pauvreté et de la piètre situation économique, de même que les inquiétudes des souverainistes, qui ont été assez nombreux à venir dire aux commissaires que le référendum devrait être retardé parce que « le peuple n'est pas prêt » et qu'une défaite référendaire affaiblirait irrémédiablement le Québec. (Qui sait même si certains de ces témoignages n'ont pas été télégraphiés, histoire d'ouvrir la voie à une éventuelle retraite?)

M. Parizeau pourrait alors proclamer, en grand seigneur, qu'il a entendu le peuple, qu'il respecte ses appréhensions et se soumet à sa volonté.

Ou alors, il pourrait se rabattre sur une autre constatation qui ressortira sans doute des rapports des commissions, soit que les gens sont nombreux à souhaiter une sorte de « nouvelle entente » qui permettrait au Québec de devenir un pays souverain à l'intérieur d'un Canada uni. Le référendum pourrait alors porter sur... un mandat pour négocier cette nouvelle entente, à défaut de quoi le Québec proclamerait éventuellement son indépendance. Cela serait un pari fort risqué, et qui irait en plus contre les convictions politiques les plus profondes du premier ministre, mais les choses étant ce qu'elles sont...

Il sera intéressant de voir ce qu'en dira Lucien Bouchard, qui doit revenir demain sur la scène publique. Il y a belle lurette que le chef bloquiste désapprouve la stratégie de M. Parizeau, et lui reproche de s'être « peinturé dans le coin » en s'engageant à tenir un référendum en 1995.

Ainsi, ironiquement, cette opération de consultation régionale qui devait être le majestueux tremplin vers la victoire référendaire pourrait devenir plutôt l'humble porte de sortie par laquelle on tentera de justifier le grand recul. □



■ Jacques Parizeau ouvre la porte à une modification de la question référendaire.
■ Deux étudiants proposent de recentrer le débat sur un projet de société.
■ Monique Simard garde le cap sur 1995.

Page A 21

79¢
+ taxes
(jusqu'au 30 avril)
750ml

MONTPELLIER
Eau minérale naturelle gazeifiée
Eau minérale naturelle gazeifiée

Eau minérale
naturelle gazeifiée

Provi-Soir
Des MINI-PRIX là où ça compte!



Demain dans La Presse



Santé

Avoir la forme sans quitter la maison

■ Tous les prétextes sont bons pour ne pas faire d'exercices physiques afin de garder la forme, et le plus populaire s'avère sans doute cette «répugnance» qu'entretiennent certaines personnes à s'astreindre à un horaire fixe en gymnase. Anne Saint-Denis, une spécialiste en conditionnement physique, croit avoir trouvé la solution: elle propose des exercices privés à la maison, parfaitement adaptés au rythme de vie trépidant de ses clients, souvent recrutés parmi les gens d'affaires. A lire dans le cahier Santé de dimanche.

Suite de la Une

FUMER

Fumer coûtera plus cher

tation de taxes de 60 cents pour le fédéral et autant pour les provinces. Cependant, à cause de la TPS et de la TVQ, qui, au Québec, s'ajoutent à la taxe d'accise fédérale et à la taxe provinciale sur les tabacs, la hausse rapporte 68 cents par cartouche au gouvernement Parizeau et 69 cents à celui de M. Chrétien.

M. Martin a déclaré que les hausses «constituent une première étape dans la restauration à long terme d'un taux uniforme de l'accise fédérale sur les produits du tabac dans toutes les régions du Canada». Un fonctionnaire de son ministère, Geoff Trueman, a précisé que l'accise s'élevait maintenant à 6,45\$ au Québec et à 10,85\$ dans les provinces où il

n'y pas eu de baisse l'an passé (Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique, Terre-Neuve). Il admet que le retour éventuel à un taux uniforme se traduira par une hausse de 4,40\$ au Québec, sans compter l'augmentation du gouvernement du Québec, la TPS et la TVQ.

Selon M. Trueman, une cartouche coûte une cinquantaine de dollars à Terre-Neuve et environ 45\$ en Colombie-Britannique.

Un porte-parole du siège social de la Société canadienne du cancer à Ottawa estime qu'il s'agit d'un premier pas qui se veut encourageant puisqu'il met un terme à la politique du tabac à bas prix du fédéral.

«Malheureusement, poursuit-il, un paquet de cigarettes demeure toujours moins cher en Ontario et au Québec que dans les États du Michigan et de New York».

La société demande à M. Martin d'établir un échéancier pour les prochaines augmentations de taxes sur les produits du tabac et d'étudier le rôle de l'industrie du tabac dans le développement de la contrebande qui a mené à la diminution des taxes l'an passé.

La ministre fédérale de la Santé, Diane Marleau, a félicité M. Martin d'avoir haussé cette taxe.

MM. Martin, Campeau et Laughton ont complété leurs négociations lors de la rencontre fédérale-provinciale des ministres des Finances qui s'est tenue à Ottawa mardi dernier.

C'est le premier ministre Chrétien qui avait annoncé la baisse de taxes dans la capitale fédérale le 8 février 1994, mais c'est son ministre des Finances qui a fait part de la hausse hier. □

Coûts du tabac

Augmentation des taxes sur le tabac annoncée par les gouvernements fédéral et provinciaux du Québec et de l'Ontario.

Prix de la cartouche de cigarettes par province

(en \$)	Prix actuel	Taxe féd.	Taxe prov.
T.-N.	49,12		
I.-P.-É.	29,41		
N.-É.	30,87		
N.-B.	32,06		
Qué.	21,30	+ 0,60	0,60*
		* Entrée en vigueur immédiate	
Ont.	23,00	+ 0,60	0,60**
		** Entrée en vigueur ultérieure	
Man.	41,03		
Sask.	41,25		
Alb.	35,88		
C.-B.	44,48		

Les prix peuvent varier selon les points de vente.

(PC)

L'État de Floride s'en prend aux fabricants de cigarettes

d'après AP
TALLAHASSEE

■ L'État de Floride intentera la semaine prochaine une poursuite contre les fabricants de cigarettes pour leur réclamer le remboursement des coûts des soins de santé découlant des maladies dues au tabagisme.

L'action en justice du gouverneur Lawton Chiles et de la direction des services de santé de Floride doit être déposée mardi devant le tribunal du comté de Palm Beach.

La poursuite réclamera au moins 1,43 milliard de dollars US de plusieurs fabricants de produits du tabac pour recouvrer ce qu'a coûté à l'État le traitement au titre du Medicaid des patients atteints de maladies causées par le tabagisme, révèle le *Palm Beach Post*, le journal local. Medicaid est le régime de soins de santé pour les indigents.

«Il s'agit d'une poursuite très importante», a déclaré Richard Daynard, président du Tobacco Products Liability Project de l'École de droit de l'Université Northeastern à Boston, qui est conseiller dans cette affaire.

Ce sera la première fois que sera invoquée la nouvelle loi portant sur la responsabilité des tiers, que le gouverneur Chiles a fait adopter par l'Assemblée législative de Floride l'année dernière. Trois autres États ont déjà intenté des poursuites contre les producteurs de tabac l'année dernière pour recouvrer les coûts des soins de santé, mais aucun ne pouvait s'appuyer sur les dispositions d'une loi d'État.

André Arthur et CHRC condamnés à payer 160 000 \$ à un avocat

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Dans une affaire datant de 1981 et découlant de la Commission d'enquête sur le crime organisé, l'animateur André Arthur et la station de radio CHRC viennent d'être condamnés à verser 160 000 \$, plus les intérêts courus depuis, à un ancien avocat de Québec, Louis Dorion.

Le tout résulte de propos tenus à l'époque par l'animateur sur les ondes de la station de radio.

À l'origine, M. Dorion réclama 1,8 million ainsi que la lecture intégrale du jugement, en ondes, à trois reprises.

Le juge Claude Rioux, de la

Cour supérieure, a toutefois rejeté cette dernière réclamation.

Le rapport de la Commission de police recommandait en 1980 que des poursuites criminelles soient intentées contre «certains individus».

Or, M. Dorion était l'une des sept personnes dont la commission avait examiné la conduite, son nom étant mentionné plus de 80 fois dans le rapport.

Le juge Rioux estime que l'animateur s'est livré avec hargne à une démolition systématique des réputations, dont celle de Dorion: «Il a employé des expressions démesurées et diffamatoires à leur endroit.»

INDE

Mort mystérieuse d'un Québécois en Inde

constate que la tête de l'ingénieur est très enflée.

Mme Tritten trouvera par ailleurs au salon funéraire une enveloppe destinée à la «succession de Michel Tritten» contenant les photocopies de documents officiels indiens qui expliquent que la mort a été provoquée par une hémorragie cérébrale dont la cause n'est pas naturelle...

Selon plusieurs témoins, le directeur du salon, Roger Corbeil, était furieux que Mme Tritten ait pris possession de l'enveloppe pour faire des copies des documents qui lui étaient destinés. Il a même réprimandé une employée qui n'avait pas empêché Mme Tritten de prendre ces documents.

Joint hier au téléphone, M. Corbeil justifie son refus d'ouvrir le cercueil par des contraintes techniques. Il faut en effet l'intervention de deux hommes pour forcer les soudures du scellé. Il explique également qu'il était mécontent de la disparition temporaire des documents parce qu'il ne les avait pas vus.

Abasourdi par ces nouveaux événements, Mme Tritten réclame aussitôt que l'on pratique une autopsie. Le corps de Michel Tritten a été transporté mardi, en fin d'après-midi, à la section de médecine légale du quartier général de la Sûreté du Québec, rue Parthenais, à Montréal.

Le rapport préliminaire de l'autopsie pratiquée mercredi sera catégorique. Michel Tritten a subi une importante fracture du crâne et une hémorragie cérébrale. Le docteur Claude Pothel, pathologiste, a également constaté des épanchements de sang et d'importants hématomes sur le dos du cadavre. Des ecchymoses sont aussi visibles sur ses deux avant-bras. Par contre, l'état de son cœur et de son appareil circulatoire est impeccable.

Serge Turmel, coronar en chef adjoint du Québec, a indiqué hier que le rapport d'autopsie final ne sera pas divulgué tant que le rapport de l'autopsie pratiquée à



Michel Tritten

Bombay ne sera pas disponible. Selon des informations recueillies par le consulat canadien à Bombay, les autorités indiennes ne comptent pas rendre public ce rapport avant 45 jours! Soit vers la fin du mois de mars.

Par ailleurs, le consulat canadien à Bombay fait état d'un rapport de police rédigé uniquement en hindi qui indique que la mort de Michel Tritten est «accidentelle plutôt que naturelle ou due à des causes suspectes». Jusqu'à présent, aucun document obtenu par *La Presse* ne ressemble à un rapport de police en bonne et due forme.

Même si le bureau du coronar est entré en contact avec le ministère canadien des Affaires étrangères pour tenter d'accélérer les procédures en Inde, «nous n'avons pas la certitude qu'il y a une investigation de la police indienne», a indiqué Serge Turmel. De plus, même si la thèse de l'accident semble retenue par la police indienne, rien ne permet d'écarter la possibilité d'un meurtre: «C'est la question que l'on doit se poser, a déclaré M. Turmel, mais on est dans le domaine des hypothèses».

Silvana Tritten affirme que les responsables de CAE lui ont assuré qu'ils n'étaient pas au courant des circonstances de la mort de son mari. Ils auraient appris à peu près en même temps qu'elle que

à des Américains, surtout qu'on n'a pas besoin de cette électricité-là.»

De son côté, M. Belley conteste que la centrale de la Chute Martine va nuire à la ouananiche. Il affirme que la construction va stimuler l'économie locale.

M. Gendron est sensible à ce dernier argument. En revanche, il reconnaît qu'Hydro-Québec n'a pas besoin, tout de suite, de nouvelles sources d'électricité. Au contraire, les surplus sont importants. Il admet aussi qu'on peut se poser des questions sur le prix versé par Hydro-Québec aux promoteurs privés.

Lorsqu'elle signe des contrats, la société d'État s'engage à acheter l'électricité pendant 20 ans, pour environ 5,4 cents le kilowattheure, dès la première année. En même temps, Hydro écoule ses surplus aux États-Unis parfois pour la moitié de ce prix, sans compter les prix encore plus bas consentis aux alumineries.

La production privée d'électricité suscite tout une controverse, non seulement chez les écologistes, mais aussi chez les syndicats. «Hydro-Québec prétend que ce n'est pas une quantité importante, mais au total, ça représente des centaines de millions de dollars donnés en pure perte à des promoteurs chaque année. On se trouve à payer trop cher pour quelque chose dont on n'a pas besoin», dit Louis Champagne, président du syndicat des ingénieurs d'Hydro-Québec.

CENTRALES

Québec s'apprête à lever le moratoire sur la construction des petites centrales privées

mer que cette commission est différente du Forum sur l'énergie qui a été annoncé pour plus tard dans l'année».

Au même moment que M. Gendron annonçait qu'il allait accepter le projet de M. Belley, son gouvernement indiquait qu'il rejetait un projet semblable de centrale hydro-électrique à Val-Jalbert, piloté par des libéraux notoires, Pierre Lajoie (actuellement en procès pour fraude) et l'ancien ministre Fernand Lalonde, avec des fonds provenant notamment de Lugano, en Suisse.

Des écologistes du Lac-Saint-Jean ont bondi en apprenant que M. Gendron allait accepter la centrale de Chute Martine. Selon eux, cette centrale menacerait la ouananiche, un poisson déjà en péril. La rivière Metabetchouane est la dernière rivière de la région où la ouananiche se trouve en quantité appréciable.

«Si l'autre façon de gouverner, c'est faire la même chose que le Parti libéral, on ne marche pas, a dit Bruno Laroche, du comité de sauvegarde de la rivière Metabetchouane. On est peut-être péquistes, ici, mais pas des intégristes qui se mettent les bras en croix à l'appel du PQ. René Lévesque se retournerait dans sa tombe s'il voyait qu'on redonne nos rivières

Question du jour

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour:

La hausse de taxes sur les cigarettes est-elle justifiée?

Pour faire connaître votre opinion, composez le: 875-Bell



La Presse

À la question de savoir si on devrait permettre le port du hijab dans les écoles du Québec, 85% des répondants ont dit non.

La quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

431

à quatre chiffres

4685

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		Décès, remerciements	285-6816
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7202
COMPTABILITÉ		National, Télé+	285-7306
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7265
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



07-6

CODE DU JOUR

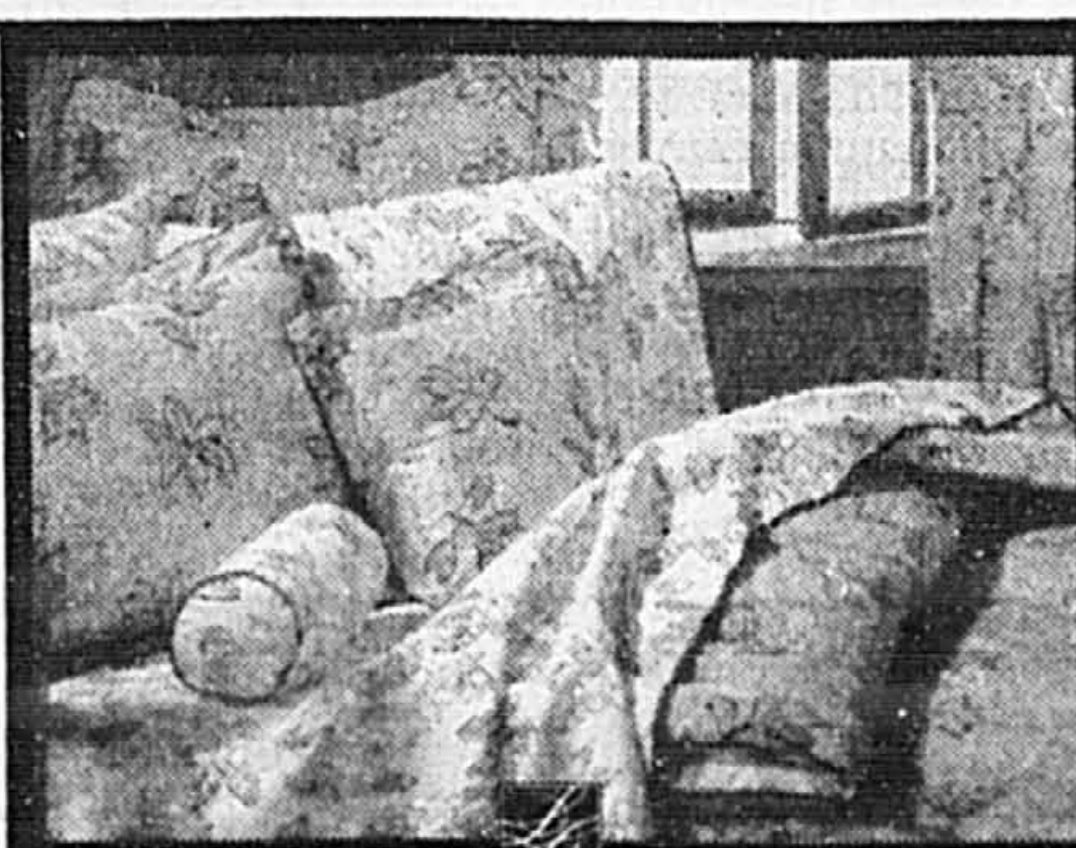
SAMEDI
18 FÉVRIER 1995

Ensembles de draps

Ensembles de draps en percale

180 fils po²

Simple.....	16,95 \$
Double.....	26,95 \$
Grand.....	32,95 \$
Très grand.....	47,95 \$



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST

Jusqu'à 60% de rabais sur nos draps de qualité. Choisissez parmi des centaines de styles, de couleurs, et de motifs!

Ensembles de draps en super percale

200 fils po²

Simple.....	24,95 \$
Double.....	34,95 \$
Grand.....	44,95 \$
Très grand.....	59,95 \$

les promenades de la
CATHÉDRALE 282-9525

341-7810

ROCKLAND

Il y a trop de corps policiers, disent les chefs de police

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ L'Association des directeurs de police et de pompiers du Québec (ADPPQ) soutient qu'il y a trop de corps de police municipaux et elle est d'avis que 80 d'entre eux devraient être abolis par le ministre de la Sécurité publique dans le cadre de la refonte de la carte policière au Québec.

Actuellement, la province compte 169 corps de police municipaux dont 80 p. cent ont 10 policiers ou moins. En Ontario, il y a seulement 35 corps de police municipaux.

Lors d'une entrevue avec *La Presse*, hier, le directeur général de l'ADPPQ, Jean Marc-Aurèle, a déclaré que ces petits corps de police ne pouvaient répondre adéquatement aux attentes de leur population et aux exigences de la loi en matière policière.

Afin de discuter de cette épineuse question, tous les directeurs de police municipaux ainsi que le directeur général de la Sûreté du Québec et ses adjoints sont convoqués à un symposium les 28 et 29 mars, à l'Institut de police de Québec, à Nicolet.

Vrais spécialistes

Dans la lettre d'invitation envoyée aux directeurs, le président de l'ADPPQ et directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, Jacques Duchesneau, écrit que la remise en question de la carte policière, les récentes modifications aux structures et surtout l'avenir de l'organisation de la police requièrent l'expertise et les connaissances des vrais spécialistes, pour déterminer des avenues qui assureront les meilleurs services possibles à la population du Québec.

Cette lettre a été envoyée le 10 février, trois jours après que M. Duchesneau et son exécutif eurent rencontré le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard.

« Il est évident, reprend M. Marc-Aurèle, que les petits corps de police ne peuvent pas être efficaces et les directeurs doivent se pencher sur ce problème. Il va falloir qu'ils comprennent que la population sera mieux servie avec le regroupement de certains corps de police qui pourraient ainsi offrir une meilleure expertise.

« Regardez seulement sur la Rive-Sud de Montréal le nombre de corps de police. Vous ne pensez pas qu'un seul service regroupant Longueuil, Saint-Lambert, Greenfield Parc, Saint-Hubert et Brossard ne serait pas meilleur pour la population. Les directeurs devront mettre de côté la menace de perdre leur emploi, leur propre sécurité, et penser plutôt au rôle que la police doit jouer auprès de la population. »

Lors de l'entrevue, M. Marc-Aurèle a aussi mentionné que les policiers — cadres et syndiqués — doivent arrêter de se battre entre eux sur des problèmes de juridiction. « Il ne faut pas oublier que notre rôle premier, précise-t-il, est de combattre des criminels. »

Pour ce qui est du symposium, les directeurs de police seront regroupés par région avec l'officier commandant de la SQ pour le district concerné. « Ils vont parler de leurs problèmes et mettre sur papier à la fin de la rencontre des suggestions pour améliorer le service offert à la population. Par la suite, l'ADPPQ fera une synthèse et remettra ses recommandations au ministre. »

Par contre, comme annoncé dans *La Presse* il y a quelques semaines, le ministre Ménard aurait arrêté son choix sur Marc Lizotte pour occuper le poste de responsable de l'inspectorat. M. Lizotte occupe un poste de directeur général adjoint à la SQ.

L'annonce doit être faite la semaine prochaine.

Serge Ménard supplie les juges d'emprisonner moins de gens

Le ministre sort secoué de sa visite à la prison de Bordeaux

ANDRÉ NOËL

■ Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, est sorti visiblement ébranlé de sa visite à la prison de Bordeaux, à Montréal, hier, et a supplié les juges d'incarcérer moins de criminels pendant un certain temps.

« J'ai vécu une des expériences les plus traumatisantes de ma vie, ce matin, a dit le ministre, avec beaucoup d'émotion dans la voix. C'était la première fois que je dépassais le parloir des avocats, sauf dans les pénitenciers fédéraux, qui ont beaucoup de moyens. Ce que j'ai vu ici, je veux le changer.

« Je pense qu'il va falloir demander aux tribunaux de nous envoyer moins de prisonniers pendant un certain temps, en attendant qu'on prenne un virage », a ajouté M. Ménard, un peu plus tard, au cours d'une rencontre avec les journalistes.

Le syndicat des gardiens a fait plusieurs révélations sur la prison de Bordeaux, ces derniers jours. La drogue, et surtout les armes, circulent librement dans ce vieil établissement construit en 1913. Des batailles surviennent tous les jours. Des détenus blessent leurs compagnons à coups de pics, de pied et de poing. Il leur arrive d'agresser les gardiens.

Dernièrement, la guerre que se livrent les motards, Hells Angels et Rock Machine, s'est étendue à la prison. La vente de drogue rapporte sept millions de dollars par année dans l'établissement, affirme Daniel Legault, vice-président du syndicat des agents de la paix. La prison est surpeuplée. Elle a été conçue pour 800 prisonniers : elle en accueille parfois plus de 1100.

M. Ménard a assuré que les autorités avaient pris les mesures nécessaires pour empêcher la situation de dégénérer. Des fouilles systématiques ont été faites. Des armes ont été saisies. Les leaders de gangs ont été isolés. Des groupes ont été séparés. Selon le ministre, il n'y a de crise majeure maintenant, mais plutôt une crise perpétuelle.

Car ce qui l'a choqué, ce n'est pas tant les histoires d'agression que l'at-



PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse
Le ministre Ménard et la ministre de l'Emploi, Louise Harel, à leur arrivée à la prison de Bordeaux.

mosphère sinistre de la prison. Des endroits semblables, a-t-il dit, ne peuvent faire autrement que d'instiller la violence.

« Je gère une crise qui provient de décisions qui ont été prises avant moi, a-t-il dit. Il est évident que cette prison, du moins la section des grandes ailes, est désuète, et que des transformations majeures doivent avoir lieu.

« Ou bien on va trouver d'autre chose que la prison pour punir certains délinquants qui sont moins dangereux. La demande de service correctionnels a augmenté de 45 p. cent en cinq ans, beaucoup plus que la véritable hausse de délinquance.

Modèle européen

« On est dans un tournant au Québec. Il faut se décider. Est-ce qu'on suit le modèle américain ? Est-ce qu'on construit des prisons de plus en plus

coûteuses, pour atteindre le niveau de quelque 530 détenus par 100 000 habitants comme aux États-Unis, alors que nous en avons environ 140 ? Ou on suit le modèle européen, où le niveau se situe, dans tous les pays, sous la barre des 100 détenus par 100 000 habitants ? »

Peu de gens savent que le Canada a le deuxième taux d'incarcération parmi les pays industrialisés, a dit M. Ménard. Le ministre n'a pas arrêté son idée, mais il croit qu'il faut rejeter le modèle américain et adopter le modèle européen.

« Je crois que la tendance américaine a prouvé son échec. Même si on a un taux d'incarcération beaucoup moins élevé, on est une société beaucoup moins violente. Si on gérait une population carcérale comparable à celles qu'on trouve en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, on pourrait fermer ces maudites ailes là (de la prison de Bordeaux). Actuellement, on ne peut pas, c'est toujours surpeuplé.

« Il faut qu'on trouve un moyen de punir les détenus non dangereux sans avoir recours à la prison, de façon à ce qu'on puisse mieux contrôler les criminels qu'on ne peut pas contrôler autrement. »

Automobilistes

À la prochaine session parlementaire, le gouvernement péquiste va proposer un amendement législatif pour éviter d'emprisonner les automobilistes qui ne paient pas leurs amendes. Les contrevenants verront tout simplement leur permis de conduire suspendu. Mais ce genre de détenus ne forment qu'une infime minorité dans les prisons provinciales comme celle de Bordeaux (les peines de deux ans et plus sont purgées dans des établissements fédéraux).

A court terme, M. Ménard ne croit pas qu'il faille régler les crises à Bordeaux en accroissant les mesures répressives. La répression risque seulement de provoquer une explosion, dit-il.

François Folchitto, le président du syndicat des agents de la paix, s'est dit déçu de sa rencontre avec M. Ménard. « Il n'a pris aucune décision, a-t-il dit. Il traduit tout en terme de coûts. Et le gouvernement n'a pas d'argent. »



PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

À dos de pompier

Le bris d'une conduite d'eau de 40 cm au coin des rues Clarke et Sherbrooke, à Westmount, a inondé le secteur pendant plusieurs heures, hier, et provoqué d'énormes problèmes de circulation. Deux écoles ont été fermées, des sous-sols ont été inondés et une douzaine de rues ont été fermées. L'affaire a incommodé beaucoup de citoyens, mais cette jeune femme a semblé apprécier son passage à dos de pompier. Le tuyau qui a éclaté vers 5 h 30 n'a été réparé que peu avant 13 h 00 par les employés du service des travaux publics de la ville de Montréal.

L'EXPRESS DU MATIN

GRÈVE REPORTÉE

■ Une éventuelle grève des pompiers des deux aéroports de Montréal a été reportée à plus tard, hier, après que le médiateur eût convié les parties à de nouvelles discussions. Quelque 60 pompiers de Mirabel et Dorval sont susceptibles de cesser le travail une fois que le médiateur, Marc Gravel, aura soumis son rapport et que le ministre fédéral du Développement des ressources humaines Lloyd Axworthy l'aura rendu public. Un porte-parole des Aéroports de Montréal (ADM), Pierre Desjardins, a indiqué qu'il est peu probable que les services aéroportuaires et les vols soient affectés par une grève. Pour sa part, le porte-parole syndical Jean Morin a estimé qu'un conflit de travail perturberait les activités parce que les pilotes, les contrôleurs aériens et les employés des douanes, tous syndiqués, respecteraient le piquet de grève.

TROIS MORTS EN ABITIBI

■ Un accident de la route a fait trois morts hier sur la route 111, près de La Sarre, en Abitibi. Les victimes sont un homme de 75 ans, Donat Racicot, de Saint-Rose-de-Poularies, une jeune femme de 18 ans, Julie Boissonneault, de Macamic et le bébé qui se trouvait avec elle mais dont on ignorait l'identité hier soir. Deux véhicules sont entrés en collision et un troisième a plongé dans le fossé pour éviter les deux premiers.

RIMOUSKI EN VEDETTE

■ La carte santé à microprocesseur qui est présentée à l'essai à Rimouski sera présentée à la réunion ministérielle du G-7 (les sept plus grands pays industrialisés) en fin de semaine à Bruxelles. La délégation québécoise ira démontrer comment il est possible de concilier l'utilisation de cette technologie nouvelle avec la protection des renseignements personnels et de la vie privée. Depuis maintenant plus de 18 mois, environ 9 000 personnes, à Rimouski et Saint-Fabien, utilisent une carte santé à microprocesseur (smart card) lorsqu'elles sollicitent des soins. Cette expérience québécoise a déjà retenu l'attention des autorités de l'Union européenne, en raison de ses qualités intrinsèques et de son encadrement juridique. Un groupe de travail, où se retrouvent des chercheurs et praticiens européens, québécois et canadiens, s'est vu confier le mandat, par la Commission européenne, d'étudier plus en détail toute la dynamique des relations entre patients et professionnels de la santé par rapport à ce dossier médical portable.

MEURTRIÈRE ARRÊTÉE

■ Une jeune femme recherchée pour meurtre et tentative de meurtre à Hong-Kong a été arrêtée hier dans le quartier chinois de Montréal, a annoncé un porte-parole de la police de la Communauté urbaine de Montréal. Chu Mai Chan, 24 ans, a été appréhendée au terme d'une longue enquête menée par une équipe de policiers spécialisés dans la criminalité asiatique à Montréal. La jeune femme a été placée en garde à vue en attendant son extradition vers Hong-Kong, a déclaré le lieutenant détective André Lapointe. Chu Mai Chan est recherchée depuis le 10 novembre 1991 par la police de Hong-Kong pour avoir assassiné un client qui l'avait giflée dans un restaurant où elle travaillait comme serveuse. Peu de temps après, Chu Mai Chan était entrée illégalement au Canada, avec l'aide d'une organisation criminelle asiatique, a précisé M. Lapointe.

« Jouez pour Walt Disney World à CKMF »

LE CONCOURS LE PLUS « PLANANT » EN VILLE



Tous les détails à l'émission « Un matin n'attend pas l'autre »

À GAGNER :

L'un des quatre voyages pour quatre personnes à Walt Disney World Resort, comprenant :

- Transport aérien aller-retour avec Delta Air Lines, le transporteur officiel de Walt Disney World;
- Hébergement six jours et cinq nuits au Disney's All-Star Resorts;
- Passeports quotidiens pour Magic Kingdom, Epcot '95 et Disney-MGM Studios;
- Coupons pour les déjeuners, dîners et soupers.

Pour participer, c'est simple : il vous suffit de remplir, avec votre enfant âgé de 15 ans ou moins, le bulletin de participation ci-contre et de le faire parvenir à CKMF 94.3. Des chanceux choisis au hasard seront invités à se rendre à CKMF afin de se mesurer à d'autres enfants dans une compétition de jeux vidéo. Le gagnant de cette compétition verra ensuite son nom déposé dans la boîte de tirage pour le grand prix hebdomadaire, soit un voyage pour quatre personnes à Walt Disney World. Un grand tirage par semaine, jusqu'au 24 février prochain.

BULLETIN DE PARTICIPATION

« Jouez pour Walt Disney World à CKMF »

Concours « JOUEZ POUR WALT DISNEY WORLD À CKMF »
CKMF 94.3, C.P. 3094, Succursale C
Montréal (Québec) H2L 4K6

Nom de l'enfant : Âge :

Adresse : App. :

Ville : Code postal :

Téléphone :

Signature d'un parent :

Nom de l'école de l'enfant :

(Fac-simile non reproduit mécaniquement accepté)
Ce concours s'adresse uniquement aux résidents du Québec, âgés de 15 ans ou moins.
Détails et règlement du concours disponibles à CKMF 94.3.
Les bulletins de participation sont publiés les samedis, lundis et mercredis,
et sont admissibles jusqu'au 22 février 1995.



La population de Saint-Jean parvient à sauver les meubles, au défunt Collège militaire royal

GILLES PAQUIN

Lorsque le Collège militaire royal de Saint-Jean fermera ses portes, en juin prochain, il sera remplacé par une maison d'enseignement comptant la moitié moins d'étudiants, un groupe très restreint de professeurs et un budget sept fois moins important.

C'est ce qui ressort des renseignements obtenus hier lors du dévoilement de l'entente intervenue entre le gouvernement fédéral et le Conseil économique du Haut-Richelieu sur la nouvelle vocation des installations du Collège militaire.

Visiblement heureux de ce dénouement, le ministre des Affaires intergouvernementales Marcel Massé s'est réjoui du fait que cette entente respecte celle qu'il avait signée avec le gouvernement Johnson, en juillet 1994.

Il a rendu hommage à la détermination des gens du milieu et affirmé que, sans leur intervention, il aurait été impossible de dénouer l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations avec le Québec.

L'accord entre Ottawa et le Conseil prévoit que celui-ci louera la plupart des installations du Collège pour la somme symbolique de un dollar par année. La nouvelle institution recevra 25 millions sur cinq ans pour aider à son lancement.

En retour, le nouveau collège civil donnera des cours pré-universitaires à une centaine d'élèves officiers par année et enseignera les langues à une centaine d'autres étudiants provenant des Forces armées et de la fonction publique.

Certains des immeubles qui ne font pas partie de l'entente seront détruits à dit le colonel P.J. Holt. Il a laissé entendre que la salle d'exercice des militaires, l'ancien mess des officiers et un pavillon de logement étaient déjà condamnés. Les édifices historiques seront pour leur part confiés à Héritage Canada.

Le président du Conseil économique du Haut-Richelieu, Robert Blanchard, a indiqué que le collège sera d'une taille réduite au minimum lors de son inauguration, en septembre prochain. Il est demeuré très vague sur la nature des programmes universitaires qui viendront éventuellement s'ajouter à ceux d'Ottawa.

Le groupe a demandé à l'Université de Sherbrooke de lui prêter main forte et c'est elle qui sera

maître d'oeuvre du projet académique du nouveau collège. Le recteur de Sherbrooke, Pierre Reed, a dit qu'il était impossible d'entreprendre des programmes universitaires l'automne prochain.

Selon lui le collège devra être très prudent avant de lancer ses nouveaux programmes car il sera forcé de s'autofinancer. Une réalité également évoquée par M. Blanchard qui croit que «les vrais défis sont à venir».

Si le ministre est demeuré très vague sur l'avenir des 174 employés du Collège militaire qui perdent leurs emplois, il a cependant soutenu que l'abandon de la vocation militaire ouvrait des perspectives plus intéressantes pour les étudiants.

Ces remarques ont soulevé des murmures réprobateurs de la part des employés qui assistaient à la conférence de presse. Environ 90 d'entre eux ont déjà remis leur démission, 34 iront travailler au Collège militaire de Kingston et 44 autres sont en disponibilité.

Insatisfait des explications fournies par le ministre et de la compensation offerte au Conseil économique, le député de Saint-Jean, Claude Bachand, a dit qu'il s'agissait d'un retour à la case départ pour sa ville.

«La communauté de Saint-Jean a sauvé les meubles, mais je n'ai pas l'habitude de remercier mes tortionnaires», a dit M. Bachand. Le ministre vient de fermer une université et il nous laisse un collège de taille réduite, il n'y a pas matière à se réjouir, a-t-il dit.

Pour le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Louise Beaudoin, la fermeture du Collège militaire demeure une injustice. Ce collège est essentiel pour assurer le recrutement et la promotion des francophones au sein des Forces armées, a-t-elle déclaré dans un communiqué.

Grande absente de la rencontre de vendredi, Mme Beaudoin ajoute que le versement d'une compensation identique à Saint-Jean et à Royal Roads, en Colombie-Britannique, était une deuxième injustice. Le Collège de Saint-Jean recevait 615 étudiants et avait des frais d'exploitation de 37 millions pendant que l'autre avait 325 et des frais de 19 millions.

À son avis, Ottawa devrait tenir compte de la différence dans le versement de la compensation puisque le nouveau collège aura des frais d'exploitation plus élevés et que le retrait des militaires prive la ville de revenus plus importants.



Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Marcel Massé, s'est entretenu quelques instants avec le président du Conseil économique du Haut-Richelieu, Robert Blanchard, durant la conférence de presse.

PHOTO PC



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

Appui syndical

Une manifestation d'appui aux grévistes d'Ogilvie à laquelle prenaient part, tôt hier matin, des membres du syndicat des journalistes de Radio-Canada affiliés à la CSN, s'est tenue devant la minoterie Ogilvie, rue Mill, dans le Vieux-Montréal.

Le parc du P'tit train du Nord est très recherché

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Attendu depuis des années, le parc du P'tit train du Nord, dans les Laurentides, fait son chemin sans faire trop de bruit en devenant de plus en plus l'un des endroits les plus recherchés pour la pratique du ski de randonnée.

L'emprise appartenant au Canadien pacifique a été achetée par le gouvernement provincial et, hier, le ministre d'État au développement des régions, et aussi ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette, a remis au CP un chèque d'un million de dollars. Il s'agit du dernier versement d'un montant total de 3,5 millions pour ce couloir qui va de Saint-Jérôme à Mont-Laurier.

Ce montant provient du Fonds d'interventions régionales de la Corporation de développement des Laurentides (CDL), présidé par Yvan Patry, maire de la paroisse d'Oka.

Le tronçon Saint-Jérôme-Sainte-Agathe — une distance de 45 kilomètres — est entièrement consacré en hiver au ski de fond. Les montoneiges sont complètement interdites. Ces engins peuvent circuler sur l'emprise entre Sainte-Agathe et Mont-Laurier.

Pour aider au financement de l'entretien de la piste, des macarons au coût de 10 \$ l'unité sont vendus aux fondateurs. «Jusqu'à présent, nous en avons vendu entre 700 et 800», a expliqué Jacques Allard, responsable du dossier pour le CDL.

À chaque week-end, il y a près de 1000 personnes qui partent, soit de Piedmont, de Mont-Rolland ou d'ailleurs pour aller respirer l'air pur en pratiquant leur sport favori. «On calcule qu'à la fin de saison 60 000 personnes auront fait une journée de ski ici», a ajouté M. Allard.

«Nous voyons souvent la famille au complet, y compris le bébé et les grands-parents, les fins de semaine sur le sentier», a poursuivi Martin Guindon, à la tête d'une équipe de bénévoles qui assurent la sécurité sur le parcours.

Pour l'an prochain, on songe à offrir des billets de saison ou à faire payer chaque utilisateur pour financer les travaux d'entretien. On veut s'inspirer de la tarification demandée par les clubs de motoneige. «Pour gérer une telle piste, il en coûte entre 35 000 \$ et 60 000 \$ par année. Tout dépend de la saison et des utilisateurs», précise M. Allard.

Pour lui, il s'agit du plus grand centre de ski de fond au Québec. «C'est la relance de la région des Laurentides, nous avons une belle structure de restaurants, d'hôtels et de stations de ski alpin, mais à part ça il y avait peu de choses à faire. L'hiver ça va être le ski de fond et, l'été, le vélo. En hiver, nous offrons un nouveau marché pour les skieurs de fond : le pas de patin», ajoute M. Allard qui est aussi secrétaire exécutif de l'Association des centres de ski de fond du Québec.

La majorité des gares ont été démolies ou abandonnées. Celle de Prévost, a été convertie en aire de repos.

Une autre école risque de fermer ses portes

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Les parents, les enseignants et les écoliers de l'école secondaire de premier cycle Lac-des-Deux-Montagnes, dans la municipalité du même nom, s'insurgent contre la volonté de la Commission scolaire des Patriotes de fermer cet établissement, qui accueille 430 élèves.

La porte-parole des parents, Josée Chartrand, a déclaré hier que la décision finale doit être prise mardi par l'assemblée des commissaires. «Dans cette école, précise Mme Chartrand, il n'y pas de drogue, pas de violence. Les enfants connaissent les professeurs, c'est un excellent tremplin pour nos enfants avant de les envoyer dans les grosses polyvalentes. Les commissaires ont parlé de fermer notre petite école, sans nous en aviser.»

Advenant la fermeture de cette école, les enfants seront envoyés à Saint-Eustache et à Oka. «Ça n'a aucun sens. Ces écoles sont déjà remplies à pleine capacité. Les casiers sont pleins. Il n'est pas question que mon garçon aille dans ces manufactures l'an prochain», a ajouté cette mère de famille.

La Commission scolaire veut déloger les enfants du premier cycle du secondaire afin de faire place à l'école alternative. «Je ne suis pas, reprend Mme Char-

trand, contre l'école alternative, elle a sa place. Ce n'est pas de notre faute si elle grossit.»

Les enseignants et les parents se sont adressés au maire de Deux-Montagnes, Pierre-Benoît Forget, et au ministre de l'Éducation, Jean Garon, pour leur demander d'intervenir auprès des autorités scolaires afin de sauver la petite école jaune.

Il est expliqué dans la missive au maire Forget que cette école, ouverte en septembre 1988, permettait pour la première fois en plus de 20 ans aux élèves de cette municipalité de fréquenter une école locale en première et deuxième secondaire.

On signale aussi que l'aménagement d'une école alternative primaire va signifier que des enfants d'autres municipalités seront favorisés.

Au ministre Garon, il est écrit que LDM est une belle école de transition. «Nous accueillons ainsi les jeunes du primaire et nous les aidons à s'adapter, en douceur, à la vie au secondaire. Nous avons le temps de nous occuper de notre clientèle en lui offrant des services personnalisés. Voyez-vous, ici l'humain, c'est ce qui est le plus important!» souligne une jeune enseignante de cinq ans d'expérience.

Depuis quelques jours, les parents sont invités à signer une pétition dénonçant les intentions de la commission scolaire.



ADRIEN ARPEL®
Soins du visage et des mains,
à l'européenne, plus un léger
maquillage. Ord. 57 \$.
Maintenant 25 \$

Nous vous recevons dans notre cabine d'esthétique, aussi discrète que luxueuse. Là, nous vous inviterons à la détente et nous nous occuperons de votre peau en lui donnant ce dont elle a tant besoin : des PROTÉINES, des PROTÉINES...

Notre esthéticienne massera votre visage à l'aide d'une crème lyophilisée, qui pénétrera lentement dans votre épiderme. Elle portera une attention particulière aux rides et aux régions grasses ou sèches. Il va de soi que ses soins seront adaptés à votre type de peau.

VOS SOINS DU VISAGE...

- Nettoyage en profondeur des pores
- Traitement à la vapeur
- Désincrustation au miel et aux amandes
- Electro-aspiration de la peau
- Massage relaxant à l'aide d'une crème protéique lyophilisée
- Soin raffermissant protéique, avec élastine et collagène, pour le cou et la gorge
- Soin protéique du contour des yeux, pour atténuer les poches et les ridules
- Masque à base végétale, adapté à votre peau

VOS SOINS DES MAINS...

- Exfoliation à l'aide d'un produit à base végétale pour enlever cals et peaux mortes
- Massage avec un hydratant à base d'herbe
- Traitement chaud scellant, avec élastine et collagène

ENFIN, NOTRE ESTHÉTICIENNE VOUS FERA UN MAQUILLAGE DISCRET ET VOUS DONNERA QUELQUES TRUCS DE BEAUTÉ

Le tout : ord. 57 \$. Solde 25 \$.
Réservez votre place en portant les frais à votre compte de crédit.



LA BAIE

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®



TÉLÉPHONEZ DES AUJOURD'HUI POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS!

Rue Sainte-Catherine Ouest : 281-4781
Centre Rockland : 739-5521, poste 259
Promenades Saint-Bruno : 653-4455, poste 2243
Galeries d'Anjou : 353-3300, poste 3312
Carrefour Laval : 687-1540, poste 3210
Mail Champlain : 466-3220, poste 215

Veuillez noter que nous ne donnerons qu'un nombre limité de rendez-vous.
Offre en vigueur jusqu'au samedi 25 février 1995.

Compagnie de la Baie d'Hudson

HONNÊTÉTÉ
ET
SERVICE

ST-LÉONARD
TOYOTA

20 voitures de remplacement

Magasin des pièces
et service d'entretien
Ouvert de 7 h 30 à 3 h du matin

Ateliers de carrosserie
et de mécanique

7665, boul. Lacordaire
(coin bd Métropolitain)
252-1373

Première crise au sein de Vision-Montréal

Les membres de la base veulent former un comité de «chiens de garde»

ANDRÉ PÉPIN

■ Le parti Vision-Montréal, qui a porté Pierre Bourque aux commandes, vit sa première crise de croissance. Le directeur général Jean-Guy Gagnon et plusieurs membres de la base vont exiger aujourd'hui qu'un «comité de chiens de garde» soit créé pour veiller au respect des engagements électoraux.

«Pierre Bourque va devoir montrer qu'il n'est pas uniquement maire de Montréal, mais aussi chef du parti. Nous devons rendre des comptes à l'égard de nos engagements électoraux», a indiqué le directeur général Gagnon, au cours d'un entretien avec *La Presse*.

«Je vais me battre sur le plancher du conseil pour que ce comité de vigilance ne soit pas composé d'élus. Des membres de l'exécutif vont me

livrer une bataille rangée, mais j'ai l'appui de la base», explique M. Gagnon, un organisateur qui a permis à Pierre Bourque de prendre le pouvoir, le 6 novembre dernier.

«Plusieurs membres de la base me téléphonent et s'inquiètent du sort réservé aux engagements électoraux. La base, c'est 6000 membres, c'est un parti vigoureux qui ne se laissera pas obnubilé par les élus», poursuit-il.

Le directeur général, connu pour son franc-parler, n'hésitera pas à croiser le fer avec son chef si c'est nécessaire. «L'avenir du parti me tient à cœur. Nous avons construit Vision-Montréal à la force des bras et nous voulons que la marchandise soit livrée», plaide-t-il.

Cinglant, il soutient que le maire de Montréal ne peut conduire les affaires politiques comme à l'époque de Jean Drapeau. «La base d'un parti municipal, c'est une force vive qu'il

faut respecter, consulter. Nous allons veiller au grain, ce cela plaise ou non à des membres de l'exécutif», insiste-t-il, visant notamment le conseiller Pierre Goyer, de l'exécutif, qui souhaite que des élus siègent au comité du suivi des engagements.

Gagnon exhorte le chef Pierre Bourque à une action rapide pour éviter que le mécontentement gagne la base de la formation. «M. Bourque doit composer avec les médias d'information qui ne lui donneront aucune chance. S'il doit effectuer des changements à l'exécutif, qu'il le fasse», tranche le directeur, une allusion directe aux faiblesses soulignées par les médias au sujet de l'exécutif.

La démarche de M. Gagnon risque de provoquer un bon «brassage d'idées», au sein de la jeune formation politique. Le refus d'accepter des élus au sein d'un comité de surveillance est important. En clair, cela signifie que le chef Bourque serait lui-même exclu d'un tel comité. Ce n'est pas une remise en question

du leadership, mais c'est une sonnette d'alarme déclenchée par la base, qui souhaite la plus complète transparence.

C'est l'abandon forcé de plusieurs engagements électoraux, dans le premier budget, qui suscite plusieurs réactions au sein de Vision-Montréal. Le budget Forcillo n'a pas comblé les attentes. Le conseil général se tient justement au moment où les contribuables montréalais reçoivent un premier compte de taxes signé Bourque-Forcillo. Rappelons que plus de 80 pour cent des petits contribuables subissent des augmentations, légères, mais réelles.

Le conseil général, qui se tient au Centre Saint-Pierre, ne dure qu'une journée. Des élections sont prévues pour la composition d'un exécutif du parti. Le chef Pierre Bourque doit prendre la parole en fin de journée pour souder les rangs. On dit qu'il a travaillé plusieurs heures à la préparation de son discours, conscient que des poches de résistance à ses politiques se forment depuis quelques semaines.



Pierre Foglia

La vie mon vieux

Comme je le dis souvent aux étudiantes en communication qui viennent m'interviewer: une chronique est une tranche de vie.

Mais qu'est-ce que la vie? Ah ça, mesdemoiselles. La vie c'est... c'est la vie, mon vieux.

— Pardon? Pourquoi je dis toujours «mon vieux»?

Préférez-vous que je dise «la vie, mon aîné»? La vie mon néné? La vie, mon tonton? Je respecte trop mes lecteurs.

La vie mon vieux, donc.

Disons d'abord que la vie est un cadeau, comme cette chronique, mais plus gros. Et qu'elle se présente différemment. Vous avez sans doute noté que cette chronique se présente souvent comme un enchaînement de petits flashs, de petites histoires, séparés par des petites étoiles.

Pas la vie. La vie est une concrétion, un agrégat de choses hétéroclites et indissociables. Si vous voulez, la vie est comme le catalogue que je viens de trouver dans mon courrier. En première page on m'annonce que je viens de gagner deux magnifiques lampes à l'huile qui ajouteront le romantisme à mes soirées intimes. Ces lampes me seront remises gratuitement pour tout achat de 35\$ ou plus.

Eh bien la vie est ainsi. Un magnifique cadeau qui vient avec tout achat de 35\$ et plus. La difficulté est de choisir, dans le catalogue de la vie, ce que l'on achètera pour 35\$ et plus.

La boucle d'oreille amaigrissante à 9,95\$, qui neutralise la faim, en agissant, par acupuncture magnétique, sur le système nerveux?

Le Whisper XL à 24,95\$. Comme son nom le suggère, le chuchotement (whisper) extra-large (XL) est un appareil auditif qui permet d'entendre un chuchotement à 100 pieds. Je vous laisse imaginer l'usage que les journalistes malhonnêtes font de ce diabolique appareil.

Des éléphants en céramique à 29,95\$?

Résumons-nous, la vie est un catalogue dans lequel il est parfois bien difficile de choisir. C'est pourtant le choix, qui fait que l'homme est un homme. *When a man cannot choose he ceases to be a man.* Shakespeare. On rit pu. Mais il y a un truc. Et c'est une chose qu'il faut toujours garder à l'esprit: la vie est pleine de trucs. When a man cannot choose, y peut toujours passer le catalogue à sa fiancée.

Reconnaissons-le: la vie est terriblement domestique. Et si le choix fait de l'homme un homme, il ne fait pas nécessairement de la femme une ménagère bien équipée. Ainsi il n'est pas question de choisir entre une râpe multi-usages à 24,95\$ et un coupe-pâte à 7,99\$ pour denteler le dessus des tartes. Cela prend les deux. Comme cela prend un ouvre-pot pour dévisser le bouchon des tubes de vernis à ongles.

J'allais oublier la quick-mop à 9,99\$, à fibres de chamois qui absorbent jusqu'à 13 fois leur poids en eau. Vous savez, vous, qu'il y avait des chamois à fibres? Avouez: vous étiez certain qu'ils avaient tous des poils? C'est une autre chose qu'il faut se rappeler sans cesse: la vie elle est pleine de surprises, et il faut se garder des certitudes.

J'allais oublier, enfin, tout aussi indispensable, la gaine invisible, garantie à vie, qui rajoint la silhouette à 14,95\$.

Ce qui me fait me souvenir, et c'est la dernière chose que je vous dirai de la vie mon vieux pour aujourd'hui, ce qui me fait me souvenir, que, comme les gaines invisibles, la vie aussi est garantie à vie.

De Singapour à Matane

■ Un type m'appelle l'autre jour au bureau:

— Savez-vous quelle hauteur atteindrait la dette canadienne, en billets de 100\$, entassés les uns sur les autres? Je vous donne un indice: 100 billets de 100\$ font un centimètre d'épaisseur. Alors, 500 milliards d'après vous?

— Je ne sais pas, répondis-je.

— 500 kilomètres!

Mais c'est peut-être 5000 kilomètres. Je ne me souviens plus si le type a dit 500 ou 5000. Cela arrive souvent avec les chiffres trop grands. Ils m'indiffèrent. Le type était silencieux au bout de la ligne, attendant que je ne sais quoi, que je m'évanouisse, que je m'exclame.

— 500 kilomètres, répéta-t-il. Ou 5000. Et je devinais qu'il allait ajouter que c'était 50 fois l'Everest.

Je ne sais pas pourquoi, je pensais à ce moment-là à une truite grise de vingt livres, que des Américains, voisins de notre chalet, avaient pêchée un jour, dans le réservoir du Kabonga. Je dis 20 livres c'était peut-être 40. La bête était énorme, bouffée de vers, elle-même immangeable. Trop vieille pour se battre, elle s'était laissée sortir de l'eau comme un billot.

20 livres, ou 40. Elle n'avait vécu, me semblait-il, que pour devenir ce chiffre-là.

— 5000 kilomètres répéta le type au bout de la ligne. Rendez-vous compte, c'est la distance entre Singapour et Matane.

Le pire

■ Les grands vents des derniers jours ont fait tomber, de leurs poteaux, les affiches de Jean-François Bertrand, le candidat bloquiste battu dans Brome-Missisquoi. Défaite que j'avais prédite, mais beaucoup plus large, il est vrai, que ces honorables 2700 voix qui le séparent du libéral Denis Paradis.

Là où je me suis trompé dans les grandes largeurs, dans mes prédictions, c'est en accordant quelques milliers de voix à la candidate du Reform Party, Mme Line Maheux, qui n'a pas même franchi le cap des 500 voix.

Polarisation.

Le mot est tombé comme une tonne de briques sur tous les candidats à l'exception du libéral et du bloquiste. Polarisation, un mot manichéen, un mot plébiscite. Dites oui au Canada. Quel Canada? On ne le précisait nulle part. Le Canada du libéral Denis Paradis, qui vient de gagner dans Brome-Missisquoi, est exactement le même Canada que celui du conservateur Ralph Klein au pouvoir en Alberta, lui-même émule de Preston Manning.

Paradis est déjà rentré dans le rang, obscur soldat de la relance économique, cette tarte à la crème, ce tube vide, ce degré zéro de l'imagination politique.

C'est ainsi que les États à force de monotonie et de platitude attrapent le cancer. Ralph Klein justement.

S'il lit ces lignes, Paradis dira on sait bien, c'est un séparatiste, il a voté Bertrand. Soyons clairs, je suis séparatiste, mais je n'ai pas voté Bertrand. J'ai voté NPD.

J'ai voté contre la polarisation.

Si Bertrand lit ces lignes, il doit se dire: non mais quel con ce type, quel nul politique.

Je l'admets, en terme d'efficacité, de rentabilité, de stratégie politique, j'ai voté le pire.

Mais je me suis dit que le pire qu'on choisit vaut mieux que le meilleur qu'on vous impose.

O.J. Simpson avait bel et bien réclamé des précisions

Associated Press
LOS ANGELES

■ Un détective, qui avait auparavant affirmé qu'O.J. Simpson n'avait posé aucune question lorsqu'on l'avait informé de la mort de son ex-épouse, est revenu sur ses déclarations au cours d'un contre-interrogatoire de la défense, hier, admettant que Simpson s'était écrié: «Que voulez-vous dire par elle a été tuée?»

Le détective Ronald Phillips — confronté à son propre rapport par l'avocat défenseur Johnnie Cochran — a dit qu'il se rappelait que Simpson lui avait posé la question durant une conversation téléphonique, tôt le matin du 13 juin.

Le détective a ajouté que la conversation n'avait pas duré plus d'une minute et que Simpson, qui se trouvait à Chicago, a par la suite essayé de le rappeler au poste de police.

Me Cochran a aussi fait remarquer que Simpson, qui avait pris un vol en soirée à destination de Chicago, dormait lorsqu'il a reçu l'appel à 6h05, heure de Los Angeles, le matin suivant la découverte des cadavres de Nicole Brown Simpson et de l'ami de celle-ci, Ronald Goldman. Tous deux avaient été poignardés à mort à l'extérieur de la maison de ville de Mme Simpson.

Jeudi, M. Phillips a témoigné que Simpson «a été bouleversé» en apprenant que son ex-épouse avait été tuée mais qu'il n'avait pas demandé quand, où ou comment. M. Phillips a répondu «non» lorsque le procureur Marcia Clark lui a demandé: «Vous a-t-il demandé quelque chose au sujet des circonstances dans lesquelles son ex-épouse avait été tuée?»

Mais, hier, Me Cochran a lu des extraits du rapport de police établi par le détective en juin.

— M. Simpson a répondu: Que

voulez-vous dire par elle a été tuée? a lui Me Cochran à M. Phillips.

— Vous rappelez-vous qu'il a dit ça, vous l'avez écrit dans votre rapport?

— OK, a admis le témoin.

— Vous en rappelez-vous?

— Oui.

M. Phillips a dit qu'il «n'avait pas eu l'occasion» de répondre parce que Simpson était tout chaviré et n'arrêtait pas de répéter: «Oh, mon Dieu, Nicole est morte.»

Plus tard, hier, interrogé de nouveau par Me Cochran, M. Phillips a dit que Simpson n'avait posé la question qu'une seule fois et qu'il n'avait pas attendu assez longtemps pour une réponse.

«N'oubliez pas que cette conversation n'a pas duré très longtemps», a fait remarquer M. Phillips.

«Il parlait et je parlais et tout le monde était un peu excité.»

Me Cochran semblait résolu à décamorcer l'impact du témoignage de jeudi, au cours duquel les procureurs avaient essayé de laisser le jury sous l'impression que Simpson n'avait pas posé de questions au sujet de la mort de son ex-épouse parce qu'il connaissait déjà les réponses.

Me Cochran a noté que la conduite de Simpson était conséquente avec celle d'un homme réveillé après seulement une heure de sommeil et confronté à des nouvelles aussi atroces.

D'autre part, l'avocat défenseur Robert Shapiro a déclaré que Rosa Lopez, un témoin clé de la défense, est aux États-Unis. Plus tôt cette semaine, la défense avait indiqué qu'elle était partie au Salvador parce qu'elle était harcelée.

La défense a dit que Mme Lopez avait déclaré à la police avoir vu la Bronco de Simpson stationnée devant sa maison à l'heure où les crimes ont été commis.

Puissance 486

BORÉAL

l'ordinateur très abordable:

888\$

(moniteur en sus: 165 \$ monochrome, 275 \$ couleur)

- 486/33mhz
- Disque rigide 250 Mo
- Mémoire 4 Mo
- Garantie 2 ans

Gamme complète d'ordinateurs disponibles en magasin:

Slc66 + 420 Mo
+ couleur: 1399 \$
Dx2-66: 1795 \$
Pentium: 2595 \$

Les ordinateurs BORÉAL sont assemblés au Québec

SPECIAL "WINDOW 3.1 ET SOURIS" 1195\$

Spécial: CLARIS WORKS français pour Windows 69 \$ (rég: 89 \$)
Logiciel intégré: traitement de texte/tableur/Bdse de données/graphiques

Imprimante à jet d'encre BJ-100 Canon

- 140 caractères/sec
- 3 pages/minute
- Résolution 360 dpi
- Qualité laser.

299\$

Version couleur disponible: 529 \$

SPECIAL FAX MODEM 14400 BAUDS • Éclair: 149 \$ 99\$

Dumoulin

INFORMATIQUE

MONTREAL • 8251 St-Hubert 385-1777
LAVAL • 1533 Autoroute 440 ouest 688-1001
LONGUEUIL • 2203 chemin de Chambly 468-5651

Musique...

ENERGY

1 ECC 1 ENERGY

Haut-parleur central ENERGY à 2 voies de qualité pour des dialogues clairs et précis

2 EXCEL ENERGY - Enceintes 2 voies

H-p de haute fréquence de 1 1/2" en titane - H-p de graves de 5 1/4" - Capacité max 80 watts

Effet Surround de qualité (2 paires)

L'ensemble

999\$

Comprenant 6 morceaux

DENON

3 Récepteur DENON AVR-800

Dolby Surround Pro-Logic - Syntonisateur digital - Puissance AVANT: 2 x 60 watts

CENTRE: 60 watts - ARRIERE: 2 x 15 watts

6 modes Surround - Contrôle à distance

Promotion

5 disques gratuits

Détails en magasin

Dumoulin

Électronique

OUVERT Dimanches 12h à 17h

MONTREAL • 8390 St-Hubert 388-4777
LAVAL • 1599 Autoroute 440 ouest 681-7770
LONGUEUIL • 2203 chemin de Chambly 468-1993

RENSEIGNEZ-VOUS!

Satisfaction totale

- Plan de protection
- Meilleurs prix garantis
- Satisfaction Totale
- Assurance anti-citron

Un taux qui grimpe grimpe grimpe

12%
8,25%
8%
7,75%
7,5%

Le REER ÉVOLUTAX

Un REER à taux fixe non rachetable dont le taux grimpe et grimpe pendant 5 ans! Le REER ÉVOLUTAX est aussi offert pour un terme de trois ans. Contribuez dès maintenant en composant le 1 800 463-REER (7337) ou passez nous voir.

Également disponible dans les succursales du Trust Général



BANQUE NATIONALE

Notre banque nationale

Taux sujets à changement sans préavis.

Le F-27 reprend du service

Presse Canadienne
QUÉBEC

■ L'appareil de type F-27 qui a connu des ennuis techniques, jeudi soir, alors que le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, était à bord, a subi une batterie de tests hier et a repris le service en fin d'après-midi.

La décision de remettre l'appareil en service a été prise après que des tests dans le hangar et des vols d'essai eurent permis de confirmer qu'il était tout à fait sécuritaire.

Le personnel du service aérien gouvernemental a travaillé toute la nuit et une bonne partie de la journée d'hier pour vérifier les composants électriques et mécaniques de l'appareil.

L'avion avait quitté Québec pour Montréal, jeudi à 17h30, avec onze personnes à bord, soit le premier ministre Parizeau, son épouse Lisette Lapointe, trois adjoints de M. Parizeau, deux adjoints du ministre Pauline Marois, le ministre des Ressources naturelles François Gendron, un garde du corps et trois membres d'équipage.

Après dix minutes de vol, le capitaine Roger Garant a décidé de retourner à Québec après avoir constaté une anomalie au train d'atterrissage: la roue avant était tournée d'un angle de 70 degrés.

Après avoir survolé la région pendant deux heures pour brûler son carburant, l'avion a atterri sans incident.

M. Garant possède 27 ans d'expérience comme pilote. Il dit avoir une grande confiance en l'appareil, qui compte 25 000 heures de vol et qui est entretenu d'après les critères les plus rigoureux.

Le ministre responsable du service aérien et président du Conseil du Trésor, Pauline Marois, a rendu hommage au pilote Garant, au co-pilote Serge Côté et à l'agent de bord André Brousseau pour la façon dont ils se sont comportés en ces circonstances.

Le gouvernement du Québec possède deux appareils de type F-27; l'un compte 30 sièges et l'autre est aménagé en salon avec 19 fauteuils.

Un rapport de Transports Canada datant de 1993 avait relevé certaines anomalies dans le service aérien du gouvernement du Québec. On y avait noté certaines situations qui augmentaient les risques d'accident. Soixante mesures correctrices ont été apportées depuis ce rapport.

Dans le communiqué annonçant la remise en service du F-27, la direction générale des services du Conseil du Trésor responsable des avions mis à la disposition du gouvernement a mentionné, hier, qu'un examen minutieux aux plans mécanique et électrique a été effectué.

Selon les inspecteurs, c'est probablement un court-circuit intermittent dans le système électrique ou un problème avec le centralisateur du train avant qui a causé le bris mécanique et empêché la roue avant de se déployer correctement.

L'examen a permis de remplacer un fil défectueux et le centralisateur de la roue.

Le F-27 impliqué dans l'incident a une vie normale de 100 000 heures. Il sert principalement au transport des membres du gouvernement du Québec et de groupes de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Ebénisterie Yvon Basilières
VENTE D'INVENTAIRE

ARMOIRE en pin massif
à partir de
649\$

Reproduction authentique du 18e siècle. Choix de 6 couleurs.

**37, boul. Sainte-Rose
Sainte-Rose (Laval)
628-8323**

Aussi: Mobilier de chambre, salle à manger et meuble pour téléviseur.

OUVERT DIMANCHE de 11 h à 17 h.

PAS DE T.P.S.

(détails en magasin)

sur articles sélectionnés en magasin, **SAMEDI** le 18 février et **DIMANCHE** le 19 février

CLUB ULTIMA

0% INTÉRÊT

Pour un temps limité (détails en magasin)

Pas de paiement avant août '95 sur les matelas et les lits.

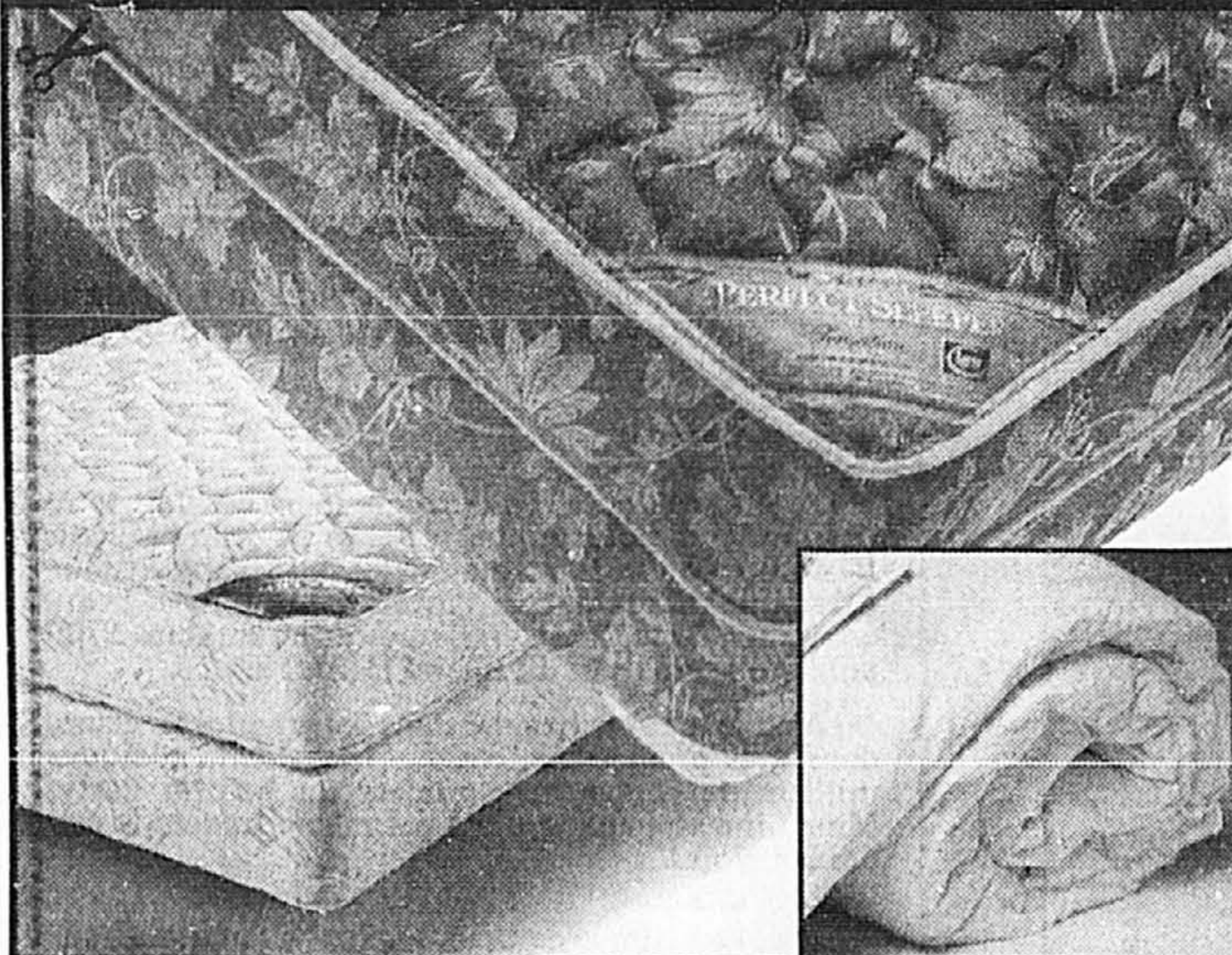
GARANTIE DE PRIX
200% DE LA DIFFÉRENCE EN \$SS

(voir détails en magasin)

TOUT POUR LE LIT!

SUR NOS BAS PRIX JOUR APRÈS JOUR

DUVET GRATUIT AVEC L'ACHAT DE CET ENSEMBLE DE MATELAS



Serta PERFECT SLEEPER SENSATION

672 ressorts, garantie de 15 ans Matelas et sommier

BAS PRIX JOUR APRÈS JOUR

JUMEAU **559⁹⁸**

DEUX PLACES **699⁹⁸**

GRAND **799⁹⁸**

TRÈS GRAND **1079⁹⁷**

RECEVEZ CE DUVET* GRATUIT!

Imperial OPULENCE
DUVET D'OIE DE CANARD CANADIEN

Construction piquée en diamant, 230 fils au pouce

Valeur: Jumeau, 18 oz. 69⁹⁹

Deux places, 23 oz. 89⁹⁹

Grand, 25 oz. 99⁹⁹

Très Grand, 30 oz. 119⁹⁹

* MÊME GRANDEUR QUE LE MATELAS OFFRE SE TERMINANT LE 24 FÉVRIER 1995

Serta PERFECT SLEEPER CASHMERE

672 ressorts, garantie de 15 ans Recouvert d'un tissu damassé. Matelas et sommier

BAS PRIX JOUR APRÈS JOUR

JUMEAU **699⁹⁸**

DEUX PLACES **939⁹⁸**

GRAND **1069⁹⁸**

TRÈS GRAND **1459⁹⁷**

RECEVEZ CE DUVET* GRATUIT!

Cuddle Down ST-ANTON
DUVET D'OIE BLANCHE

Batiste 100% coton. Construction en canaux 10", 260 fils au pouce

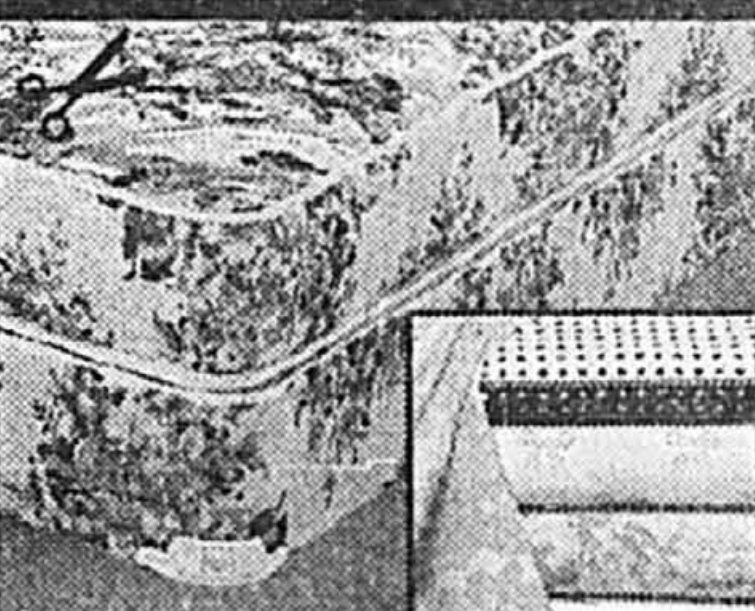
Valeur: Jumeau, 21 oz. 99⁹⁹

Deux places, 27 oz. 139⁹⁹

Grand, 30 oz. 159⁹⁹ Très Grand, 34 oz. 199⁹⁹

* MÊME GRANDEUR QUE LE MATELAS OFFRE SE TERMINANT LE 24 FÉVRIER 1995

ENSEMBLE DE DRAPS GRATUIT AVEC CE MATELAS



Serta PERFECT SLEEPER ULTIMA II

442 ressorts, garantie de 15 ans BAS PRIX JOUR APRÈS JOUR

JUMEAU **249⁹⁹**

DEUX PLACES **329⁹⁹**

GRAND **369⁹⁹**

TRÈS GRAND **539⁹⁹**

* MÊME GRANDEUR QUE LE MATELAS OFFRE SE TERMINANT LE 24 FÉVRIER 1995

RECEVEZ UN ENSEMBLE DE DRAPS GRATUITS*!

Springmaid CANNON. MAREX STEVENS

ENSEMBLE DE DRAPS ASSORTIS (INCLUS: DRAPS PLAT ET COUTURE PLUS TAILLÉE D'OREILLER)

VALEUR: JUMEAU **19⁹⁹**

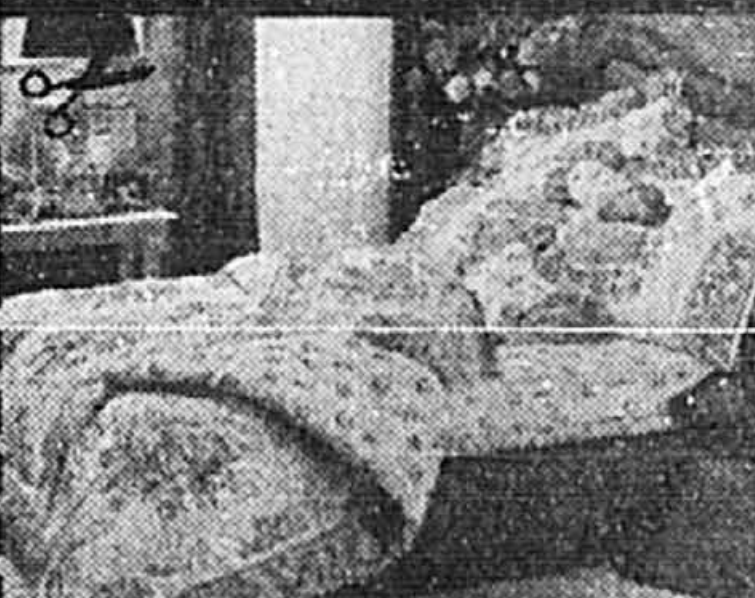
DEUX PLACES **34⁹⁹**

GRAND **44⁹⁹**

TRÈS GRAND **54⁹⁹**

(En plus, un jour après (jour de Club Ultimo) le drap assorti offert se terminant le 24 février 1995)

\$50 EN CERTIFICATS-CADEAUX



AVEC L'ACHAT DE \$250 DE LITERIE SUR MESURE PAR

Québec Draco PARO

Housses de couette, douillettes, jupes de lit, couvre-oreillers, coussins, jets et beaucoup plus!

Recevez \$50 en CERTIFICATS-CADEAUX*

(*POUR ACHATS DANS NOTRE DÉPARTEMENT DE LITERIE) OFFRE SE TERMINANT LE 24 FÉVRIER 1995

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50%

Superior KWILT-KRAFT PLUME

OREILLERS

Choisissez parmi notre vaste assortiment d'oreillers synthétiques, en plumes et en duvet.

Disponible en grandeur régulier, grand et très grand.

DE **6⁹⁹ À 69⁹⁹**

(COMPARABLE DE 9.99 À 140.00 • ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50%)

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 38%

KWILT-KRAFT Standard

COUVRE-MATELAS

Choisissez parmi notre grande sélection de couvre-matelas de qualité.

Disponible pour lit jumeau, deux-places, grand et très grand.

DE **4⁹⁹ À 77⁹⁹**

(COMPARABLE DE 7.99 À 89.99 • ÉCONOMISEZ JUSQU'À 38%)

SUPERBES MOTIFS À PRIX IMBATTABLES!

Springmaid EILEEN WEST *John Richard Bill Shaw*

CARRINGTON *Coswell Redmar* ADRIENNE VITTADINI LAURA ASHLEY

Royal Doulton by *Vansutta* **DRAPS COORDONNÉS DESIGNER**

Draps plat ou contour pour lit jumeau, deux places, grand et très grand

DE **9⁹⁹ À 154⁹⁹**

LES ACCESSOIRES COORDONNÉS SONT AUSSI DISPONIBLES

MARCHANDISE EN VOGUE

SHAWTEX SHEETEX *Leyschandra*

Fuldar **KARENTEX**

SURE FIT

ENSEMBLES DE DOUILLETES

(Inclus: Douillette, jupe de lit et couvre-oreiller(s))

DE **79⁹⁹ À 329⁹⁹**

NOUVEAU!

Amisco TRILLIUM

VOYEZ NOTRE NOUVELLE COLLECTION DE LITS POUR LE PRINTEMPS

Bas Prix Jour après Jour

DE **299⁹⁹ À 859⁹⁹**



COORDONNÉS



& ACCESSOIRES



DE CUISINE

ST-LÉONARD

6755 Métropolitain Est

(coin Longueuil nord)

Tél.: 322-2000

WEST ISLAND

3205 Boul. des Sources

(Galerie des Sources)

Tél.: 685-6565



et chèques personnels.

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE!



CADEAUX



SERVICE À DOMICILE



& LITS

Les producteurs de lait seront défendus

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le gouvernement canadien entend défendre ses producteurs laitiers et de volaille, advenant une guerre commerciale avec les États-Unis, soutient le ministre de l'Agriculture, Ralph Goodale.

Ottawa adoptera des mesures légales favorables au Canada pour faire échec à toute tentative américaine visant à détruire les offices de mise en marché, a dit hier M. Goodale.

Aux Communes, le critique bloquiste en matière d'Agriculture, Jean-Guy Chrétien, a pour sa part affirmé ne pas être persuadé de la réelle volonté du ministre Goodale.

M. Chrétien a indiqué que la crème glacée et le yogourt seront probablement sacrifiés sur l'autel de l'accord sur le blé de l'Ouest convenu avec les États-Unis l'été dernier. Près de la moitié des producteurs laitiers se trouvent au Québec.

Du reste, le GATT avait interdit en 1989 les tarifs sur la crème glacée et le yogourt, ces deux produits — qui représentent 15 pour cent de l'industrie laitière canadienne de 3,4 milliards —

risquent de faire les frais des plaintes américaines.

Le secrétaire américain au Commerce, Mickey Kantor, a indiqué à Ottawa qu'il croyait que le Canada violait l'Accord de libre-échange nord-américain en imposant des tarifs variant entre 100 et 300 pour cent sur la crème glacée, le yogourt, les oeufs et le poulet importés des États-Unis.

En vertu du GATT, les tarifs douaniers sont censés disparaître graduellement d'ici six ans, mais les Américains estiment que ce sont les règles de l'Aléna qui devraient être en vigueur, accélérant du coup l'élimination des tarifs.

Le système de gestion de l'approvisionnement du Canada, dont dépend les offices de mise en marché de la volaille et du lait qui assurent la stabilité des prix, a vivement agacé les États-Unis au cours des négociations sur le libre-échange.

Les producteurs laitiers du Canada se sont opposés à toute discussion pouvant mener à des concessions aux Américains.

« Nous ne voulons pas entreprendre un processus au cours duquel nous renégocierions un contrat signé », a dit le président des PLC, Elvin Hauptstein.

Pollution: dilemme des agriculteurs

Presse Canadienne

SAINT-MARIE-DE-MONNOIR

■ À la suite de pressions exercées par toutes les instances de l'Union des producteurs agricoles (UPA), le gouvernement a demandé au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) de voir comment pourrait être protégé le droit de produire des agriculteurs. Car de plus en plus de municipalités rurales adoptent des règlements contre les odeurs, le bruit, les pesticides... et les agriculteurs en subissent les conséquences, ne se sentent plus chez eux.

Prosperer, produire en paix et protéger l'environnement, est-ce possible?

Les membres de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de Rouville ont débattu de cette

question lors de leur assemblée annuelle à Sainte-Marie-de-Monnoir, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Montréal. Une question qui soulève les passions dans le monde agricole.

Assez c'est assez, ont-ils réaffirmé. « L'agriculture est la base de notre économie, et ça va être l'enfer si ça continue », indique le préfet de la MRC Rouville et maire de Saint-Ange-Gardien, Rosaire Houle. « Si le gouvernement n'a pas le courage de prendre une décision, il devra donner les pouvoirs aux MRC. On s'en va vers ça je crois. »

Produire en paix, voilà un principe qui fait l'unanimité dans le monde agricole. Protéger l'environnement aussi. Mais les cultivateurs peuvent-ils y parvenir seuls? Chose certaine, ils ne veulent pas voir le gouvernement se fourrer le nez dans leurs champs de maïs et de patates.

« Ils sont d'accord avec un minimum de règlements, mais ils ne veulent pas se faire imposer des choses », explique Linda Dufault, agent d'information à l'UPA de Saint-Hyacinthe.

Surtout par des fonctionnaires. Par eux-mêmes, les cultivateurs croient être en mesure de se diriger lentement, mais sûrement, vers la pratique d'une « agriculture durable », plus respectueuse de l'environnement, moins « laborieuse » de terre.

« Ça coûte cher à toute la société, des inspecteurs qui pénalisent », a indiqué le directeur de la Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe, Jean-Gilles Frenière. « Ça peut avoir une certaine efficacité, mais ce n'est vraiment pas la meilleure méthode. Il faut éduquer les agriculteurs, les sensibiliser. Si on leur dit que ça va leur rapporter, ils vont changer leurs habitudes. »

SOLITAIRE À DIAMANT

À PRIX JAMAIS VU !

RIEN À PAYER AVANT JUIN '95*



Garantie de 3 ans contre la perte de vos diamants**

À PARTIR DE
189 \$

SOLITAIRE À DIAMANT OR 14K	Prix CM
Points total	189 \$
0.10	279 \$
0.15	369 \$
0.20	499 \$
0.25	649 \$
0.30	



SOLITAIRE À DIAMANT OR 14K	Prix CM
Points total	749 \$
0.35	999 \$
0.50	1 449 \$
0.60	1 799 \$
0.75	2 899 \$
1.00	

* Achat minimum de 250 \$ excluant les taxes. Sur acceptation du crédit, ne payer que les taxes.
** Seul sur les pierres de 0.50 points et plus, certaines conditions s'appliquent à cette garantie.

937, RUE BELANGER, MONTRÉAL 948-1212

Collège Notre-Dame

AVIS AUX ANCIEN(NE)S

Conventum
des
ancien(ne)s

Ne manquez pas

Gala de fin
d'année

(salle Maisonneuve)

Samedi 1^{er} avril
18 heures

25^e
NOTRE-DAME

Mardi 13 juin
20 heures

réservation obligatoire : 739-3371

JUGEMENT DE LA COUR PROVINCIALE DE L'ONTARIO

ENCAN PUBLIC

À la suite d'une enquête du Bureau fédéral de la politique de la concurrence du ministère de l'Industrie du Canada, la Cour provinciale de l'Ontario a rendu jugement et imposé de multiples amendes en vertu de l'article 52 (1) (a) — 52 (5) de la Loi sur la concurrence, forçant en conséquence

ZAKKO ORIENTAL RUG CORP. À CÉDER TOUS SES BIENS
À FEDERAL LIQUIDATORS

POUR LIQUIDATION IMMÉDIATE PAR ENCAN
VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

TAPIS DE PERSE ET MAGNIFIQUES PIÈCES
NOUÉES À LA MAIN

Tapis anciens et antiques, tapis d'exposition et de prière, pièces de grande valeur en pure soie et pièces de maîtres tisserands. Des centaines de pièces de 2' x 3' à 12' x 16', comprenant des tapis de passage allant de 2' x 6' à 3,6' x 25', tous noués à la main et importés d'Iran, de Turquie, de Russie, d'Afghanistan, etc.

Inscription et dépôt remboursable de 50 \$ exigés à l'entrée. Commission d'achat de 10%.

Endroit: Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie
Date: le dimanche 19 février 1995
Encan: 14 h Inspection: 13 h

FEDERAL LIQUIDATORS (DIVISION DE B & B) Permis # 251517

Dan Howard's MATERNITE

"factory outlet"

**30% À 70%
DE RABAIS**

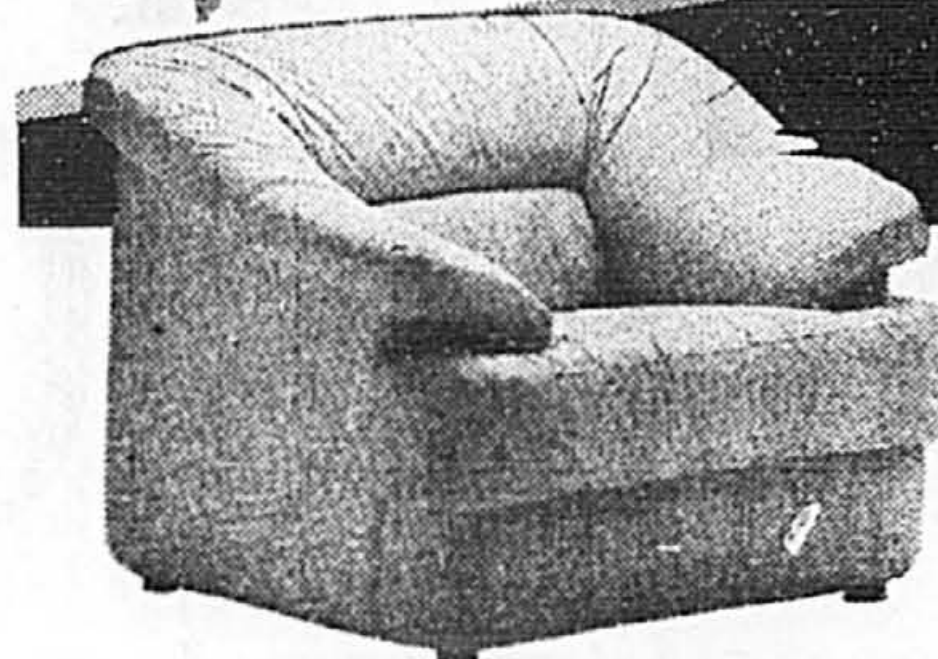
Vêtements de maternité
à prix incroyablement réduits !
Dernière occasion d'économiser sur toute
la marchandise automne/hiver et
première occasion d'économiser sur une
sélection de pantalons, robes, ensembles,
corsages et robes chasubles pour le
printemps.

18 au 24 février

LAVAL 973-2772, 2600, boulevard Daniel-Johnson
POINTE-CLAIRE 695-4144, Complexe Pointe-Clare,
6321, aut. Transcanadienne, local 133
lundi, mardi, mercredi 10h-18h;
jeudi et vendredi 10h-21h;
samedi 9h30-17h; dimanche 12h-17h
BELLS CORNERS, OTTAWA 613/596-1912,
Barron's Plaza, 3710 Richmond Road,
2 km à l'ouest de Bayshore,
à côté du Barron's Motor Inn
lundi, mardi, mercredi, vendredi,
samedi 10h-18h; jeudi 10h-21h;
dimanche 12h-17h

Composez 1-800-966-6847 pour recevoir un catalogue GRATUIT. Non valable pour les articles en solde, la lingerie, les crédits du magasin et les articles déjà achetés. Ne peut être combiné à aucun autre rabais.

GRAND SOLDE !

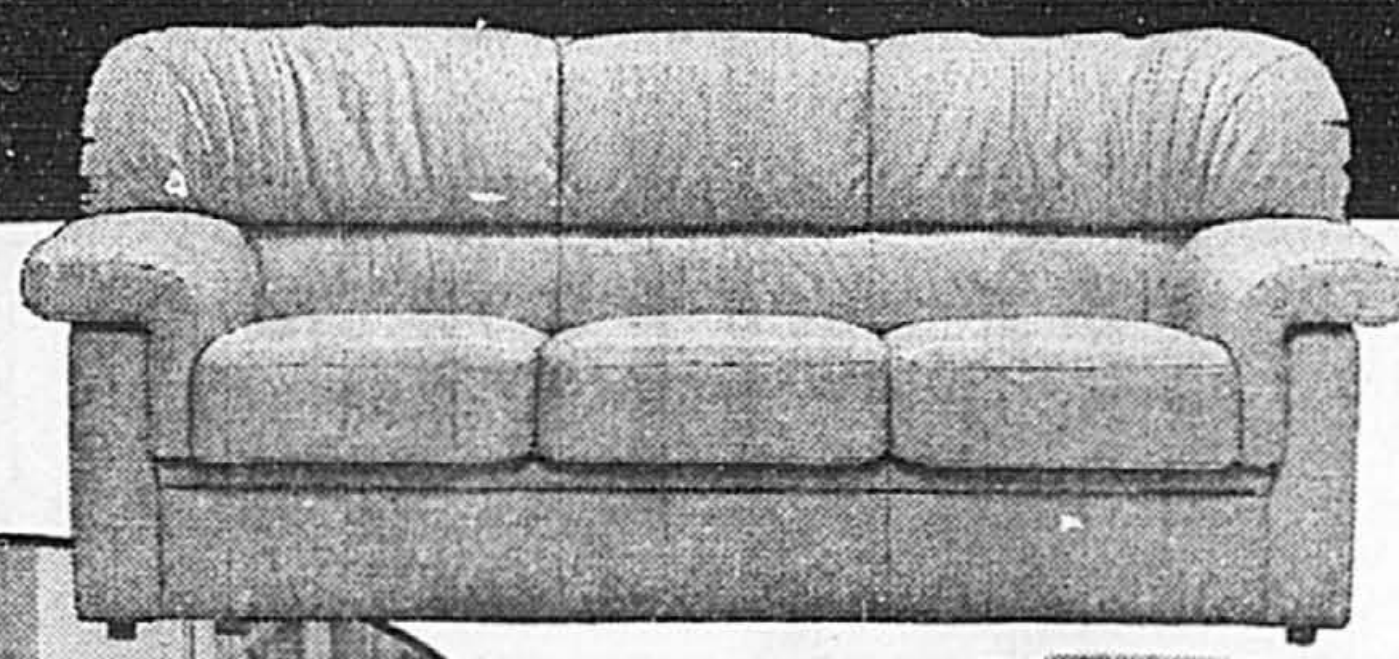


Fauteuil de cuir

Seulement **399\$**
taxes incluses

Chaise longue
style art déco
en cuir italien
Design original
de Le Corbusier
1929.
Seulement **489\$**
taxes incluses

Canapé 3 places
en cuir italien
Seulement **959\$**
taxes incluses



Élégance et confort
Fauteuil inclinable, berçant
et pivotant en cuir italien

Seulement **899\$**
taxes incluses

Élégant mobilier
de chambre
9 pièces en acajou
Seulement **1 885\$**
taxes incluses

Visitez notre salle d'exposition pour avoir un choix plus grand de meubles superbes.

Saint-Laurent
3440, boul. Côte-Vertu
(face à Place Vertu)
335-9481

MEUBLES VANLIAN

Brossard
8085, boul. Taschereau
(1/2 mille à l'ouest du pont Champlain)
656-6868

VISEZ PLUS HAUT AVEC LE MBA DES HEC...

OPTIONS

Finance
Gestion de projets
Gestion des opérations et de la production
Gestion des PME
Gestion des ressources humaines
Gestion internationale
Marketing
Systèmes d'information
Options mixtes
Option libre

ADMISSION

Trimestre d'automne 1995
Date limite : 1^{er} avril.
60 crédits. Temps plein ou partiel.

**LA
GESTION,
LAISSEZ-NOUS VOUS
EN PARLER !**

SÉANCES D'INFORMATION

21 et 23 février, à 18 h 30
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles, Montréal
Renseignements : (514) 340-6151

Présentation par le directeur du programme, Alain A. Noël.
Cas animé par le professeur Guy Archambault. Conseillers sur place.

Venez aussi rencontrer des diplômés MBA-HEC :

MICHELLE AYOTTE, vice-présidente et associée, Bourbonnais groupe conseil;
NICOLE BEAUDOIN, présidente-directrice générale, Association des femmes d'affaires du Québec;
RÉJEAN BÉLANGER, directeur général, expansion du marché, Canac International;
BENOÎT CYR, associé, Mallette Maheu;
JACQUES DORION, président, Stratégem;
ANDRÉ DÔSTIE, vice-président exécutif et chef de l'exploitation, Henry Birks et Fils;
JEAN-FRANÇOIS VILLION, vice-président, Cabinet National;
PASCALINE YEPEZ, vice-présidente adjointe, Services télébancaires, Banque Laurentienne

HEC
L'esprit d'entreprise

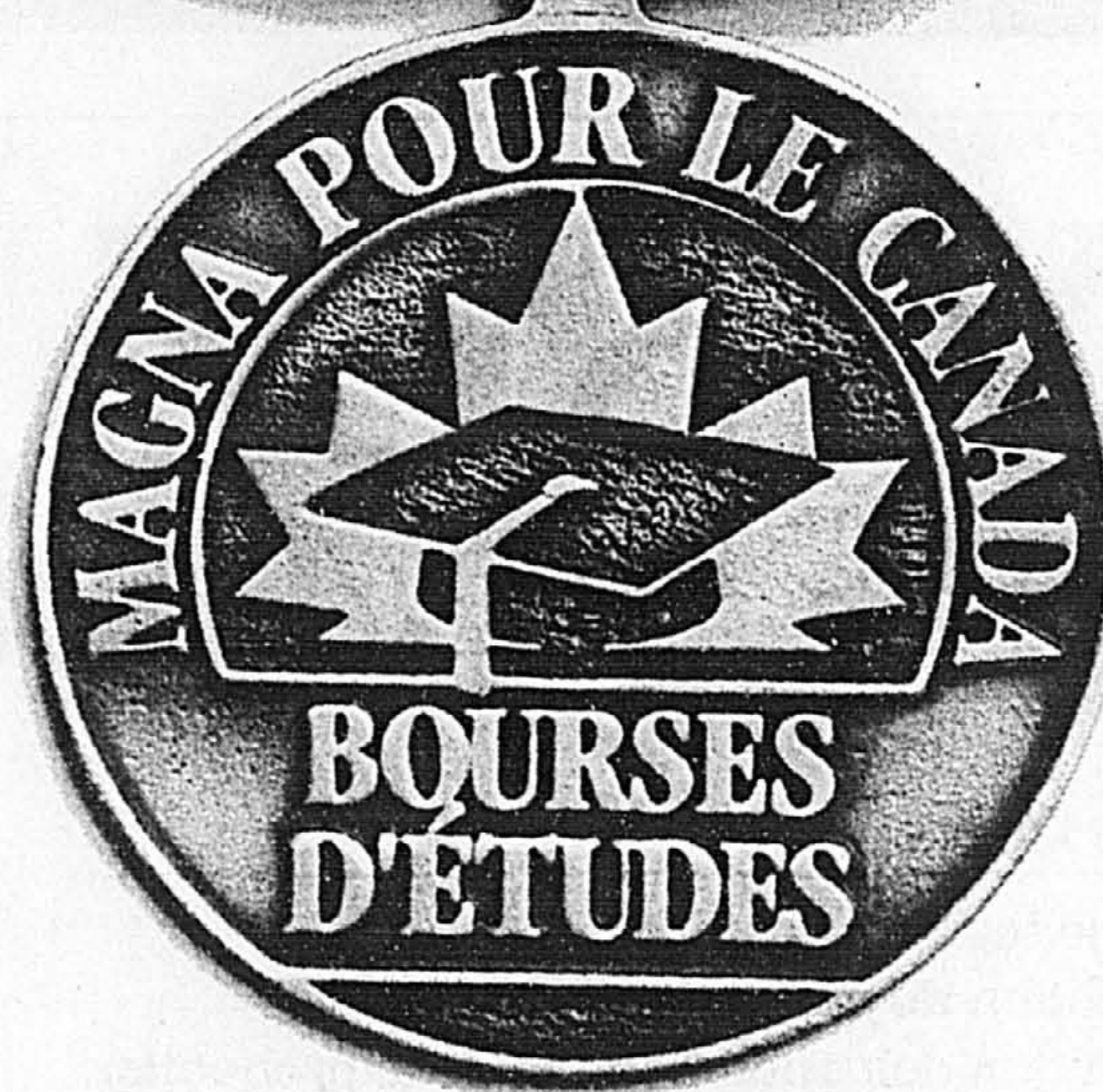
MAGNA POUR LE CANADA BOURSES D'ÉTUDES

Si vous étiez
le premier ministre du Canada,
que feriez-vous pour améliorer
le niveau de vie des Canadiens
et favoriser
l'unité du pays?

Votre réponse innovatrice à cette question pourrait vous mériter les honneurs dans le cadre d'un nouveau programme national de bourses d'études.

Un montant total de 1 000 000 \$ est réservé à la création du Fonds de bourses d'études Magna pour le Canada, un programme de récompense annuelle pour les étudiants et étudiantes des niveaux collégial et universitaire du Canada.

Inspiré par la génération de demain et par son ingéniosité, ce programme se voudra également un forum national pour accueillir de nouvelles idées en vue de favoriser la prospérité du Canada.



RÉCOMPENSES MONÉTAIRES ET STAGES

Un montant de 5 000 \$ sera attribué à chaque gagnant régional et une somme supplémentaire de 5 000 \$ au gagnant à l'échelle nationale. De plus, 10 000 \$ seront versés à l'université ou au collège du gagnant national.

Une fois diplômé, le gagnant national se verra offrir un stage rémunéré d'une durée d'un an auprès du p.-d.g. de Magna International Inc. et les gagnants régionaux, des stages d'été rémunérés au sein de la compagnie.

CATÉGORIE INVITATION

En plus des étudiants participants, jusqu'à dix Canadiens reconnus seront invités à soumettre des propositions. Parmi eux, il y aura un gagnant catégorie invitation à qui l'on remettra la somme de 20 000 \$.

DÎNER-GALA D'ATTRIBUTION DES RÉCOMPENSES

Le nom du gagnant national sera divulgué lors d'une cérémonie d'attribution de récompenses et il sera honoré aux côtés des autres gagnants. Une publication commémorative contenant les propositions des récipiendaires des bourses et des participants de la catégorie invitation sera présentée dans le cadre de la soirée.

Les gagnants régionaux auront droit à un voyage toutes dépenses payées pour se rendre assister au dîner de gala qui aura lieu à l'automne 1995.

LE FONDS DE BOURSES D'ÉTUDES

Le fonds de bourses d'études sera attribué à partir de cette année à 10 gagnants régionaux de tous les coins du pays, parmi lesquels on choisira un gagnant national.

Ce programme a été établi par Magna International Inc., le fournisseur de systèmes et de composantes d'automobile le plus important au Canada, en collaboration avec le Fair Enterprise Institute, un organisme apolitique et sans but lucratif fondé en vue de favoriser un meilleur niveau de vie pour les Canadiens.

CRITÈRES DE SÉLECTION

Une tribune nationale de juges choisira les gagnants en fonction du caractère innovateur de la réponse et de son aptitude à être mise en pratique. Les activités parascolaires et les notes seront prises en considération.

Les finalistes devront faire la présentation orale de leur proposition.

Les candidats doivent être des étudiants à temps plein inscrits dans un collège ou une université accrédité.

POUR PARTICIPER

Il faut soumettre:

1. Une proposition dactylographiée comptant au plus 2 500 mots (papier 8 1/2 po par 11 po) dans une des deux langues officielles, répondant à la question: *"Si vous étiez le premier ministre du Canada, que feriez-vous pour améliorer le niveau de vie des Canadiens et favoriser l'unité du pays?"*
2. Sur une feuille séparée de 8 1/2 po par 11 po dactylographiée, fournir les renseignements suivants, dans l'ordre:
 - Nom, adresse et numéro de téléphone
 - Collège ou université fréquenté, endroit et année d'étude
 - Activités parascolaires
 - Description d'au plus 30 mots expliquant pourquoi vous désirez participer au concours
3. Un relevé de notes officiel

Faites parvenir votre proposition, les renseignements personnels et le relevé de notes à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 30 juin 1995.

**Magna pour le Canada
Bourses d'études**
36, boul. Apple Creek
Markham Ontario
L3R 4Y4

Note: Les soumissions ne seront pas retournées.

La soumission de la proposition en autorisera sa publication en tout ou en partie.

Si vous avez des questions, appelez le 1-800-976-2462.

Une loi spéciale pourrait être adoptée en cas de grève du rail

Presse Canadienne
BATHURST, N.-B.

■ Le ministre fédéral des Transports, Doug Young, a prévenu les travailleurs du rail que le gouvernement adopterait vraisemblablement une loi forçant leur retour au travail advenant le déclenchement d'une grève.

M. Young a lancé cet avertissement à l'issue d'une rencontre avec le président des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), Buzz Hargrove, qui a demandé en vain au ministre d'obliger le CP, le CN et Via Rail à reprendre les négociations.

Les trois sociétés ferroviaires tentent d'obtenir des concessions de la part de leurs employés. Menées sous l'égide d'un conciliateur, les négociations ont échoué sur l'élimination de la sécurité d'emploi, en vertu de laquelle certains travailleurs mis à pied obtiennent soit un poste, soit un salaire à vie.

Les TCA pourront déclencher une grève légale sept jours après le dépôt — probablement autour du 24 février — du rapport du conciliateur par le ministre du Développement des ressources humaines, Lloyd Axworthy.

Enquête sur les ceintures de 600 000 voitures japonaises

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Quelque 600 000 voitures de fabrication japonaise vendues au Canada entre 1986 et 1991 font actuellement l'objet d'une enquête. On soupçonne que les ceintures de sécurité de ces véhicules puissent se déboucler lors d'un accident.

Cette vérification fait suite à 18 plaintes déposées par des automobilistes, a indiqué hier à Ottawa un responsable du ministère fédéral des Transports, Paul Marriner, précisant que personne n'avait été blessé ou impliqué dans un accident.

Selon M. Marriner, 12 de ces

plaintes étaient relatives à un bris de boucle, les six autres concernant le mécanisme de verrouillage de la ceinture. Dans ces derniers cas, a-t-il précisé, la boucle semblait bien bloquée mais, en fait, ne l'était pas.

« S'il y a un problème de verrouillage et que vous êtes impliqué dans un accident, il est clair que le système ne fonctionnera pas comme il se doit », a dit M. Marriner.

Les véhicules concernés ont été fabriqués et vendus par Honda, Nissan, Mazda, Mitsubishi, Subaru, Suzuki et Isuzu, d'autres, également de fabrication japonaise, ayant été mis en marché par General Motors et Chrysler. Leurs propriétaires

peuvent vérifier l'état des ceintures de sécurité en s'assurant qu'elles sont bien bloquées une fois leur verrou enclenché, a indiqué le responsable fédéral.

Selon le quotidien *Detroit News*, les ceintures ont été fabriquées par la firme Takata et ont été installées dans six millions d'automobiles, fourgonnettes, camionnettes et véhicules de sport vendus au Canada et aux États-Unis.

Selon M. Marriner, si l'enquête permet d'identifier un défaut de fabrication, les véhicules concernés feront vraisemblablement l'objet d'un rappel.

Une telle mesure coûterait un milliard de dollars US au fabricant, a estimé le *Detroit News*.

Transport maritime : le retrait fédéral force le Québec à mettre les bouchées doubles

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Le retrait du gouvernement fédéral du transport maritime force le Québec à mettre rapidement en place sa propre politique de développement dans ce secteur névralgique, a annoncé hier le ministre québécois des Transports, Jacques Léonard.

Devant une centaine de membres de la Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES), le ministre a rappelé l'intention d'Ottawa de se retirer des secteurs maritimes tels le système portuaire, les ac-

tivités de la garde côtière, la Voie maritime du Saint-Laurent et Ports Canada, en plus de couper toutes ses subventions aux transports.

D'ici deux ans, selon les pronostics, le budget fédéral passera de 2 milliards de dollars à 500 millions.

M. Léonard s'est demandé comment Ottawa a pu entreprendre ce désengagement sans en mesurer les conséquences immédiates sur les régions.

Sans trop insister, devant cet auditoire plutôt froid face au débat constitutionnel en cours, le ministre a noté que sa position « est pleinement compatible avec la démarche constitutionnelle du

gouvernement auquel j'appartiens ».

Le ministre est allé jusqu'à prétendre que la faillite du fédéral dans le secteur du transport est peut-être une bonne chose pour le Québec.

« Nous croyons que c'est une chance pour le Québec que le gouvernement fédéral se retire de ces secteurs, a-t-il conclu. Force nous est de constater que dans les domaines jusque-là de prédominance fédérale — le ferroviaire, l'aérien et le maritime — nous souffrons d'une absence de vision et de graves difficultés d'adaptation aux exigences de l'économie moderne. »

ET SI VOUS ÉTIEZ TRADUCTEUR...

Utilisez-vous plus d'une langue au travail? La traduction fait-elle partie de vos tâches?

Si la réponse à ces questions est affirmative et que vous envisagiez d'améliorer vos aptitudes afin de répondre au besoin croissant en professionnels du langage,

... venez rencontrer des traducteurs professionnels, des chargés de cours et des administrateurs universitaires, qui vous renseigneront sur les avantages et les défis qui attendent le professionnel du langage spécialisé en traduction.

Nous vous invitons à
Date et heure:
Lieu:

UNE SÉANCE D'INFORMATION
Le mercredi 22 février à 17 h 45
Salle 312
770, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél.: 398-6160 Télécopieur: 398-4448



McGill

Centre
d'éducation
permanente

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, NOUS VOUS REMBOURSERONS jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 1-613-749-9551

Nom _____
Adresse _____
Ville / Prov. _____
Code postal _____

L'ÉCOLE DE
RÉDACTION
38, ave. McArthur
Bureau 358
Ottawa, Ontario K1L 6R2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

TAPIS ORIENTAUX TOLA
Sélection comprenant:
Heriz, Bakhtiari, Kashan, Kerman, Tabriz
et de nombreux autres

Qualité-prix garantie

Voyez par vous-même

80 TAPIS DE PERSE GRANDEUR DE 8 X 10 À 10 X 14 À LIQUIDER IMMÉDIATEMENT
Prix ord. 3 000\$ - 7 000\$
Prix spécial **750\$ à 3 000\$**

2 JOURS SEULEMENT
Samedi 18 février 1995
Dimanche 19 février 1995
SOYEZ-Y!

Dimensions: de 8 x 11 à 10 x 14
Également offert:
Tapis choisis de grandes dimensions, à prix réduit
EXTRA:
12 tapis de Perse environ 3' x 10'
Prix **199\$**

1451, Sherbrooke Ouest 989-7537
(angle Redpath)

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

POURQUOI ATTENDRE À L'AUTOMNE ?

LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL COMMENCE DÈS LE PRINTEMPS !

INSCRIPTION
La plupart des cours de nos 26 certificats offerts le soir, et regroupés sous trois grands axes, vous sont ouverts. Inscrivez-vous dès à présent à un ou deux cours dans le domaine de votre choix :

Langue et communications appliquées
Publicité • Relations publiques • Communication appliquée • Information et journalisme • Rédaction • Traduction I et II • Animation des groupes et des organisations • Créativité • Études individualisées

Ressources humaines, travail et droit
Relations industrielles I et II • Santé et sécurité du travail • Droit

Santé, affaires sociales et intervention
Santé mentale • Gérontologie • Gestion des services de santé I et II • Toxicomanies • Santé communautaire • Inhalothérapie • Toxicologie éco-industrielle • Criminologie • Intervention auprès des jeunes • Intervention en milieu multiethnique

Ces crédits acquis au printemps à titre d'étudiant libre vous seront reconnus lors de votre admission dans votre programme d'études.

ADMISSION
Vous pouvez aussi être admis à l'un des certificats suivants au printemps-été 1995 :

ANIMATION DES GROUPES ET DES ORGANISATIONS • ÉTUDES INDIVIDUALISÉES • GÉRONTOLOGIE • GESTION DES SERVICES DE SANTÉ I ET II • RELATIONS INDUSTRIELLES I ET II • SANTÉ COMMUNAUTAIRE • SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL • TRADUCTION II • MICROPROGRAMME MICRO-INFORMATIQUE

Programmes non contingents.

Trois certificats vous conduisent à un baccalauréat. Ce grade peut être composé de deux certificats de l'Université de Montréal et d'un certificat d'une autre université.

DATE LIMITE D'ADMISSION AUX PROGRAMMES : LE 1^{er} MARS 1995

Demandez nos brochures
Conseils en formation
(sur rendez-vous, sans frais) : 343-6982

RENSEIGNEMENTS :
Faculté de l'éducation permanente
3744, rue Jean-Brillant, 3^e étage
Métro Côte-des-Neiges

Montréal : (514) 343-6090
Extérieur : 1 800 363-8876

LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

Pare-brise blessé?

Souriez!

En tout temps avec l'assurance auto Desjardins

Lorsqu'un remplacement n'est pas nécessaire, vous pouvez faire réparer votre pare-brise sans frais et sans subir d'augmentation de prime*.

On vous en donne plus pour votre argent !

JUSQU'AU 15 MARS FAITES RÉPARER VOTRE PARE-BRIS CHEZ VITROPLUS ET RECEVEZ EN PLUS 10 \$ COMPTANT!

Passez à votre caisse Desjardins
OU
téléphonez au 1 800 567-2423
du lundi au vendredi de 8 h à 20 h,
et le samedi de 8 h à 16 h.

Assurances générales des caisses Desjardins

* Certaines conditions s'appliquent. Valable pour les clients de Desjardins assurés contre le bris des vitres.

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

ENCAN

H
O
R
A
I
R
E

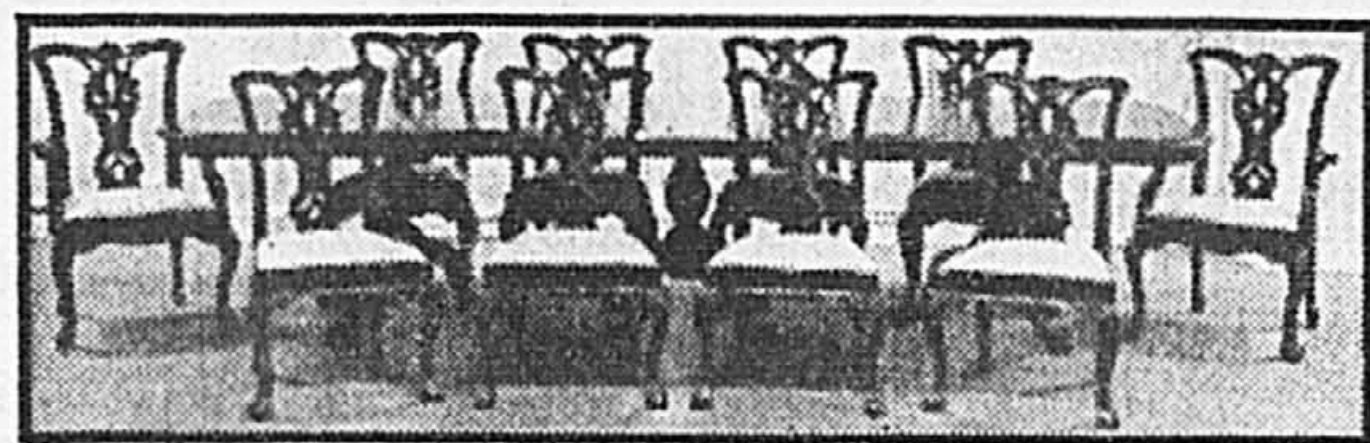
EXPOSITION
Aujourd'hui et demain
Les sam. et dim. 18 et 19 fév.
10 h à 17 h
ENCAN
Dimanche 19 fév., 13h
Lundi 20 fév., 19h
Mardi 21 fév., 19h
Mercredi 22 fév., 19h
Jeudi 23 fév., 19h

LES ENCANS EMPIRE vendront par encan public: tableaux d'artistes canadiens, oeuvres d'artistes étrangers, bijoux anciens et bijouterie fine, argenterie, pièces en cristal, porcelaines, figurines, objets de collection, tapis persans, bronzes, monnaies rares, et articles de sport (de collection) pour plusieurs intérêts privés et commerciaux; de nombreux lots seront vendus (peu importe le prix)

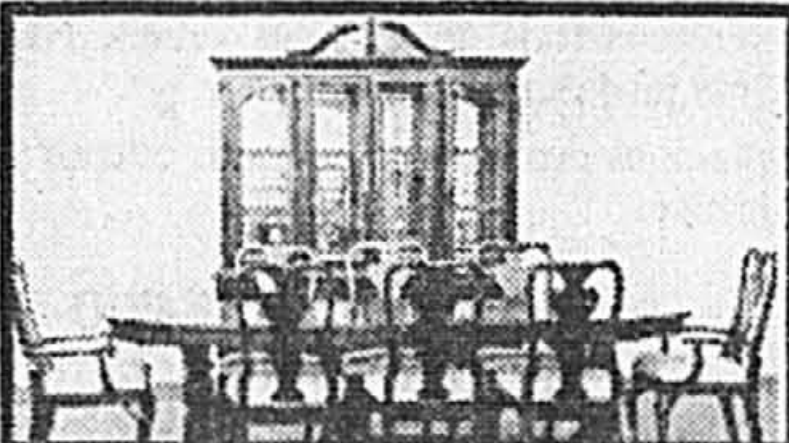
SANS RÉSERVE - SANS MINIMUM



J. Roybal
"Four boys playing Rugby"
Huile sur toile
24" x 20"



Sélection de meubles de salle à manger



Mobilier de salle à manger



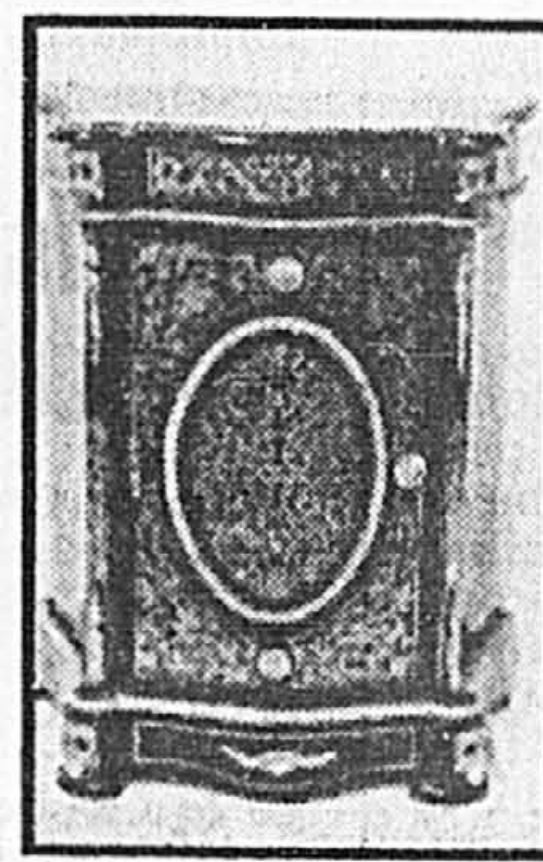
Montre-bracelet
Patek Philippe pour homme
faite d'or 18ct



Jean Paul Riopelle
"Nadaka"
Huile sur toile, 30" x 36"



Marc-Aurèle Fortin, "Ste-Rose",
Aquarelle, 22" x 27"



Commode style
Louis XV



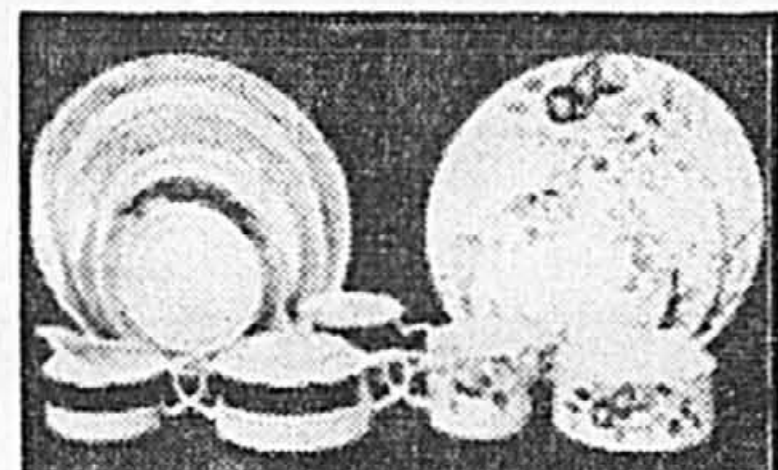
Globe terrestre
ancien



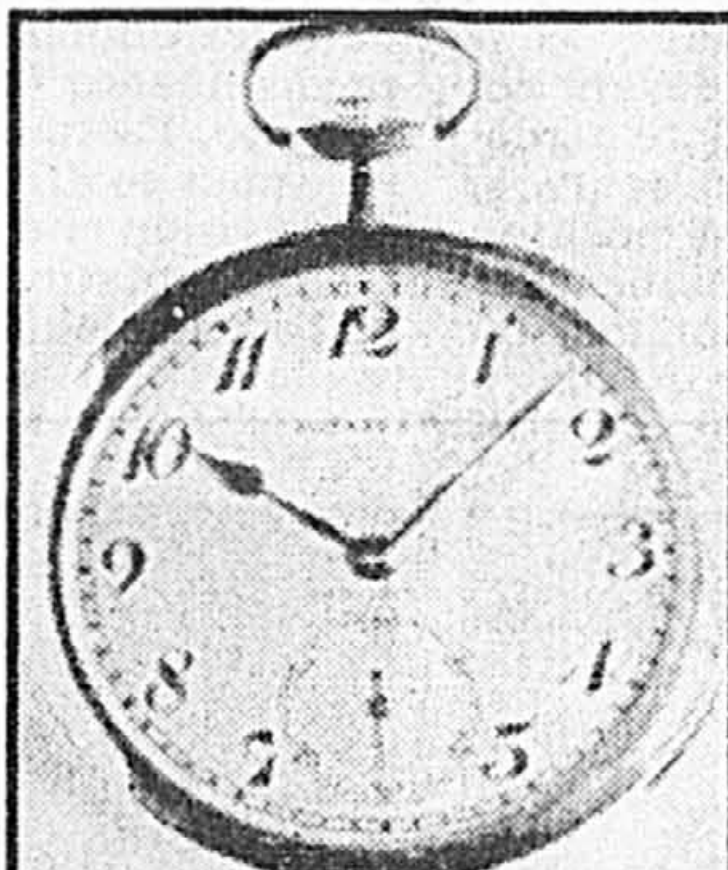
Art style européen



Fontaine de
jardin en bronze



Sélection de services de table



Tiffany & Co. - Patek Philippe
Montre de poche à répétition
(5 minutes)



Urne couverte
ancienne en
porcelaine de Sèvres



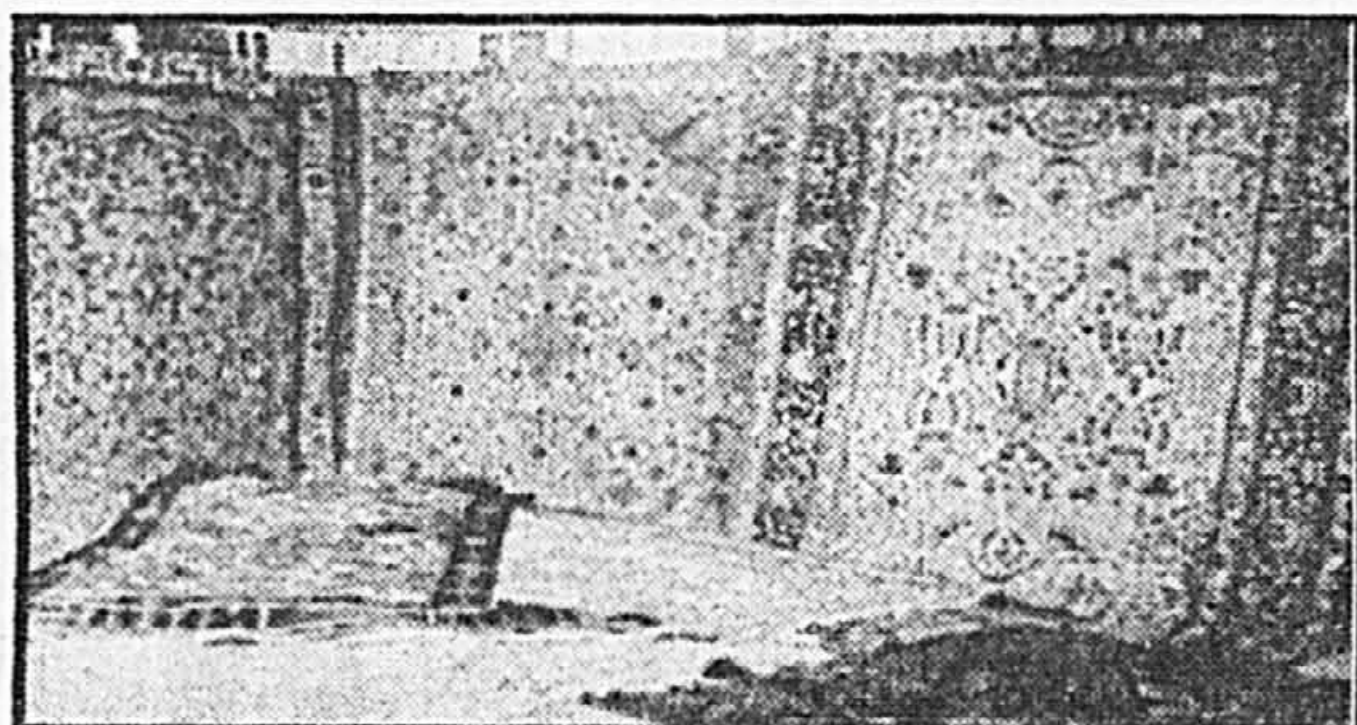
Sélection de figurines en porcelaine incl.:
Royal Doulton, Hummel, etc.



Judaïca



Fauteuil à oreilles du 18e siècle
(d'époque George III)



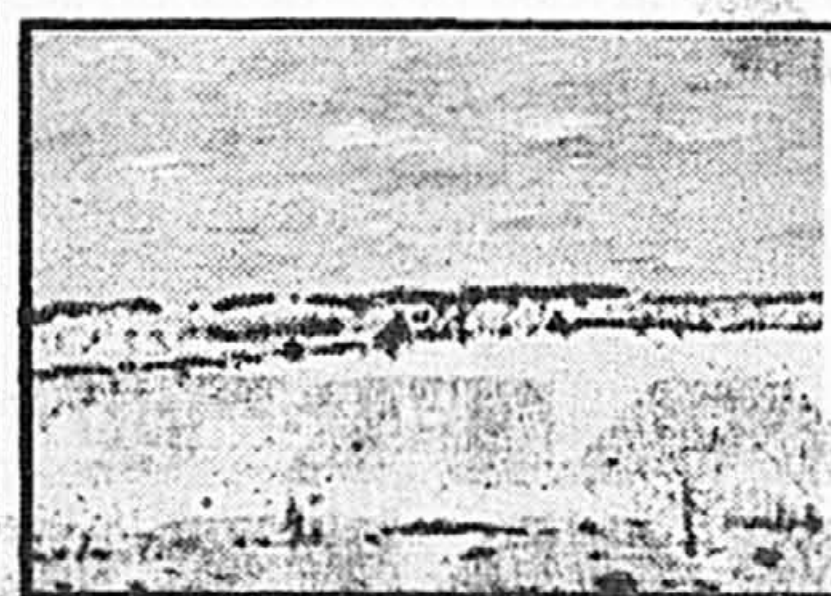
Grand choix de tapis persans de qualité
(tissés à la main) à vendre sans prix minimum



Fauteuil à oreilles recouvert
de cuir



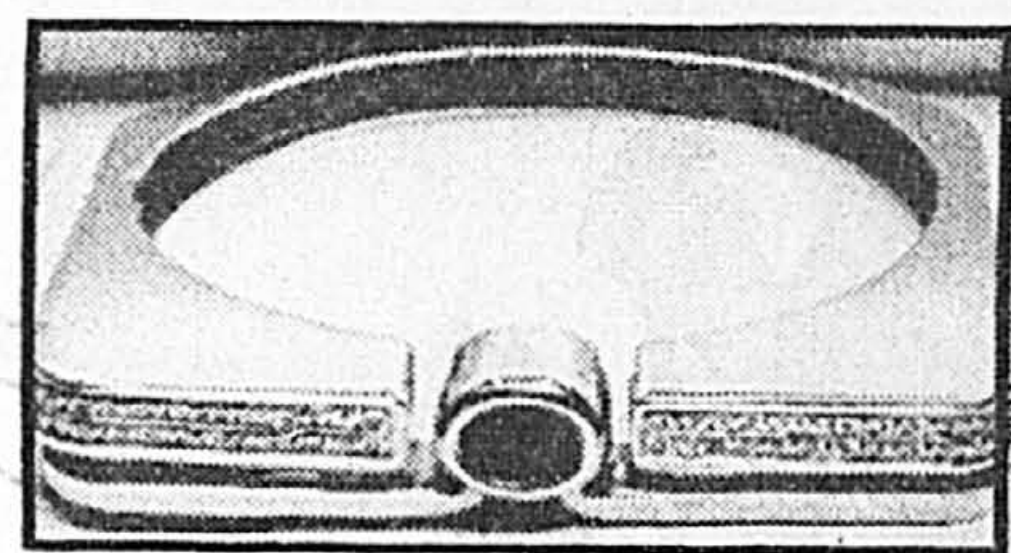
Superbe pendule de
cheminée style Boule,
haute de 43"



Stanley Cosgrove
Paysage hivernal, H/t, 25" x 32"



Beau vase ancien en
porcelaine, il représente
une urne à deux
poignées, et est orné de
figures peintes à la
main. Signé "Masan,
Aigora", hauteur: 18"



Bracelet serti d'une émeraude ovale (2.25cts)
et de 80 diamants ronds



Cartes de sports



Couverts en argent sterling
américain et anglais
d'époque georgienne



Lampe à personnage
faite de bronze avec un
abat-jour style Tiffany



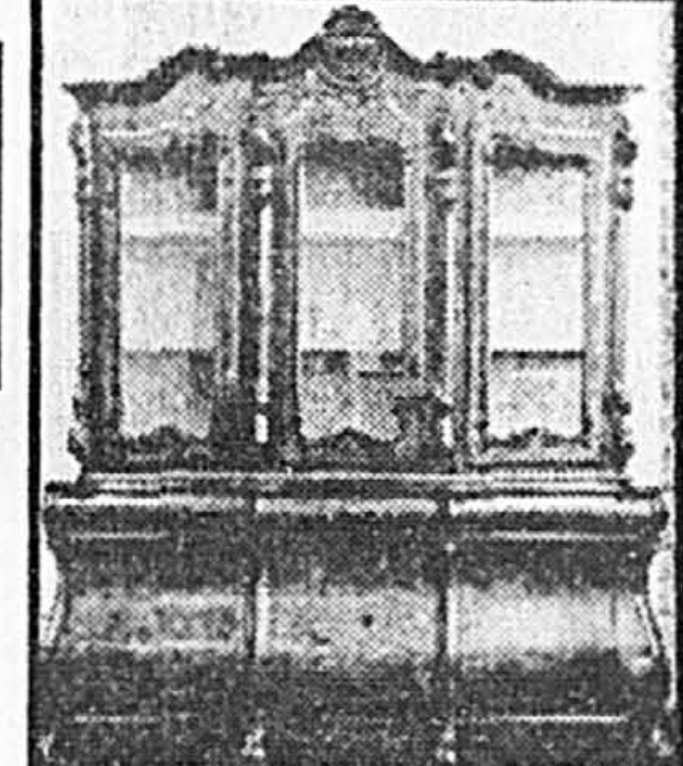
Sélection de bijoux



Oeuvres originales
de bandes dessinées
incl.: Superman &
Spiderman



Bague style moderne
pour dame, en or
jaune et blanc 14
carats serti de 41
diamants et d'une
émeraude ovale
pesant 1ct.



Magnifique vaisselier
bombé (style hollandais)
marqueté



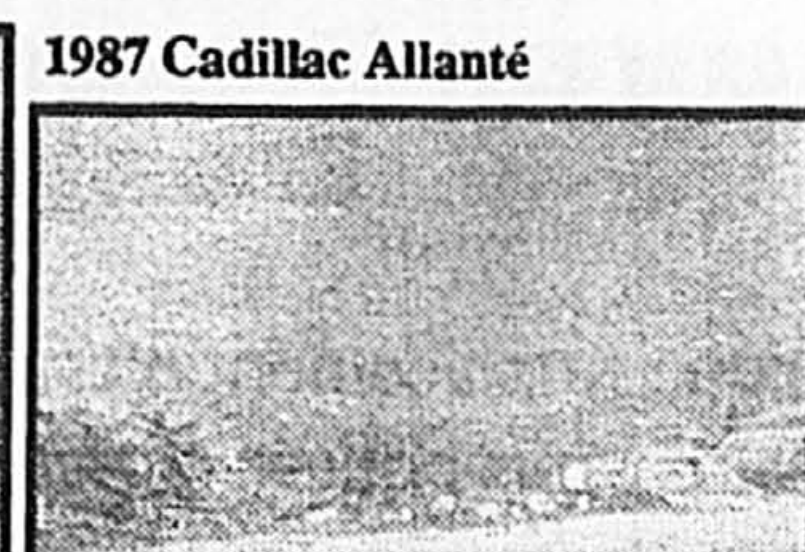
Collection de sculptures en ivoire



Collection d'objets en verre
moulé français incl.: Gallé



Sélection d'estampes
Louis icart



Tom Thomson "Evening Farm"
Huile sur panneau, 8" x 10"



Ancienne pompe
à essence



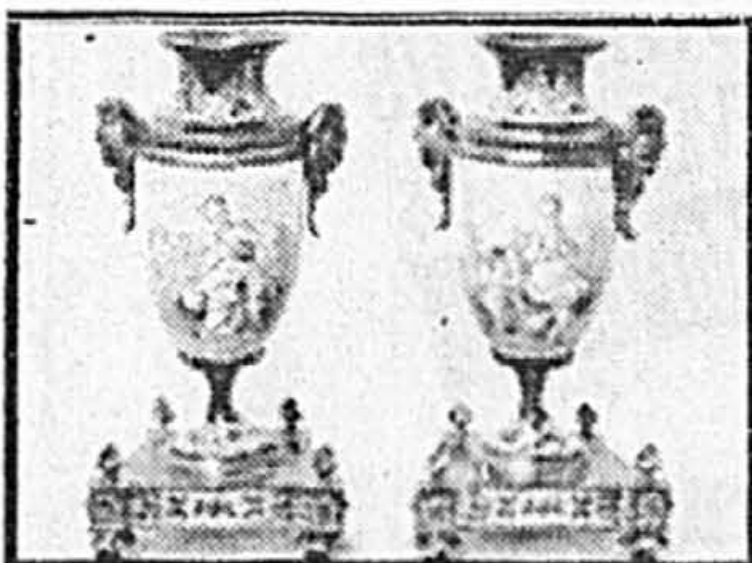
Bureau ministre en acajou



Superbe mobilier de chambre à coucher
(Provincial) style Louis XV en fer et pin



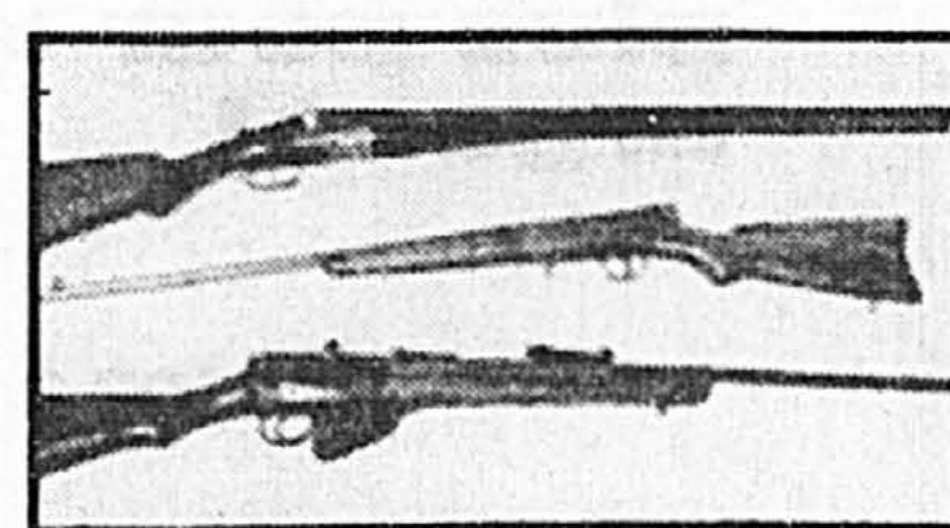
Erté "Aphrodite"
Bronze, 300/375
haut de 19"



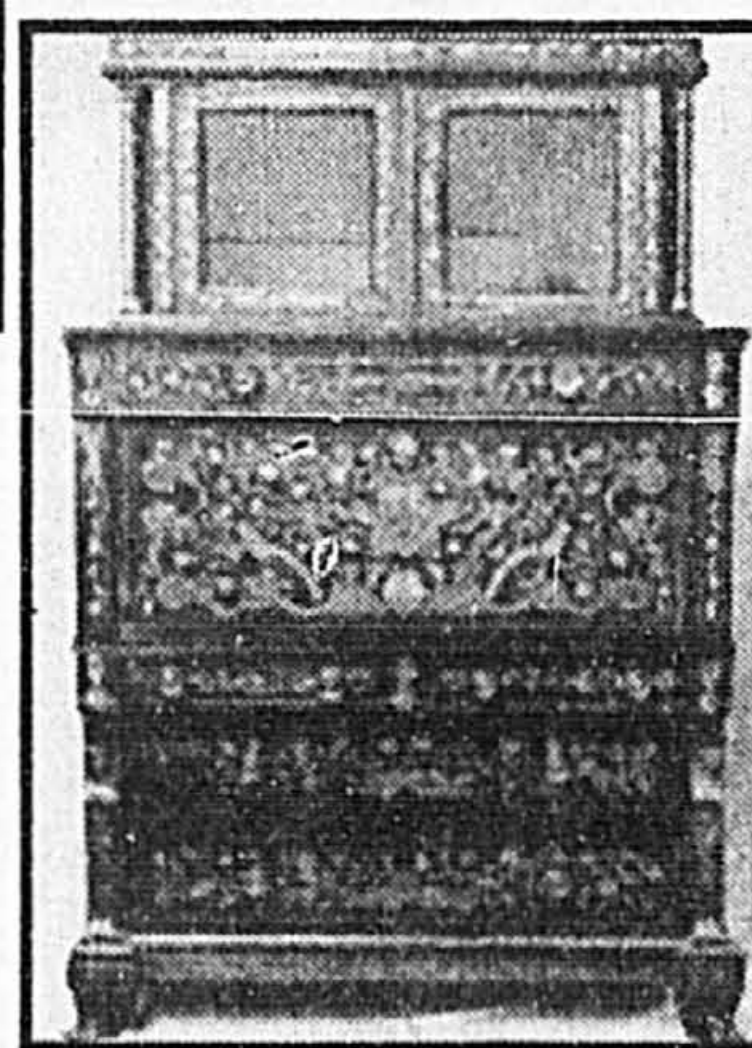
Paire d'urnes françaises anciennes
en porcelaine et ormlu bronze à
décor peint à la main et émail
cloisonné



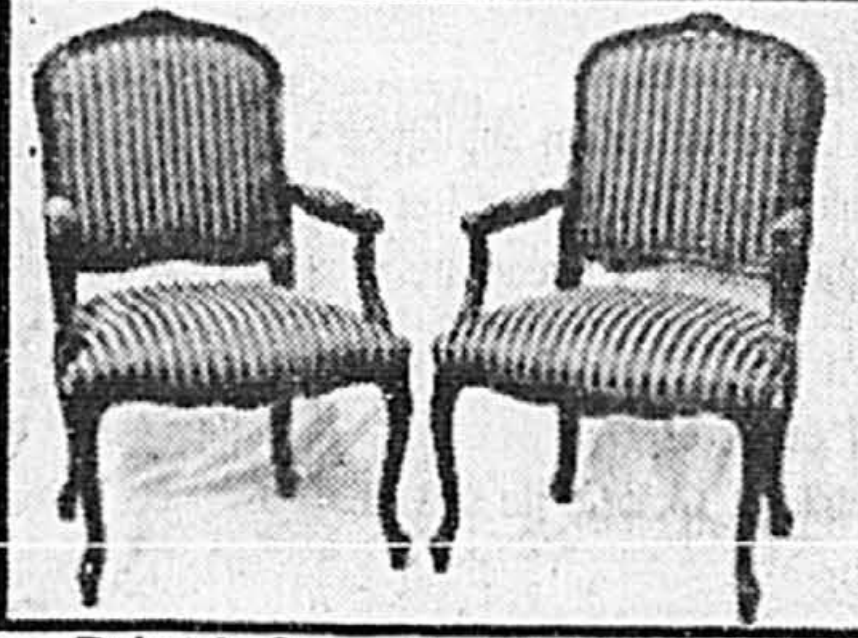
Art africain



Armes à feu



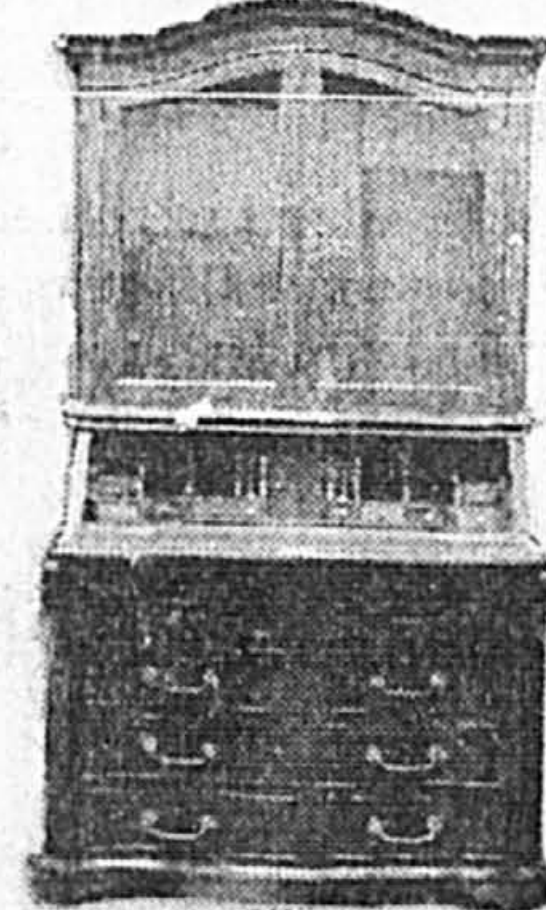
Superbe secrétaire hollandais
ancien (marqueté)



Paire de fauteuils style Louis XV
recouverts de satin vert



Important service à thé
7 mcs en argent sterling dont
un plateau



Magnifique
secrétaire bibliothèque
en acajou

OFFRANT:

Plus de 3000 articles, à vendre au plus offrant par encan public, incluant : oeuvres d'artistes canadiens et européens, meubles (de salle à manger, de chambre à coucher et de salon), tapis, porcelaines, horloges, articles en argent, bijoux, bronzes, lustres, lampes, monnaies, pièces de vaisselle, antiquités, pièces de collection, miroirs, etc. NE MANQUEZ PAS CETTE IMPORANTE OCCASION D'OBTENIR CET ARTICLE SPÉCIAL AU PRIX QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU PAYER
ADMISSION LIBRE - STATIONNEMENT GRATUIT

Prime d'acheteur: 10%

NOUS ACCEPTONS TOUJOURS LES
CONSIGNATIONS. PROFITEZ DE NOTRE SERVICE
D'ÉVALUATION GRATUIT OFFERT SUR PLACE.

ENCANS EMPIRE

5500 rue Paré, à l'ouest de Décarie [9]NAMUR Tél.: (514) 737-6586

Un médecin doit verser 160 000 \$ pour avoir endommagé le cerveau de sa patiente

YVES BOISVERT

■ Un médecin de l'hôpital Royal Victoria vient d'être condamné à payer 160 000 \$ pour avoir endommagé le cerveau d'une patiente à l'occasion d'une opération aux sinus.

Dans une décision qui vient d'être rendue publique, le juge André Rochon, de la Cour supérieure, a conclu que le Dr William H. Novick avait commis une faute lors de l'opération de sa patiente, en janvier 1983.

La patiente, Carole H., avait subi une première opération aux sinus en 1969. En 1982, ses sinus bloquent à nouveau, et l'on découvre un kyste dans l'un d'eux.

L'opération est jugée inévitable. Elle consiste, en pratiquant une ouverture à la base de l'oeil, à enlever le kyste. L'opération est très délicate et se fait sous vision microscopique.

L'opération, apparemment, se passe sans incident. Elle reçoit son congé de l'hôpital le 30 janvier 1983.

Le 10 février, toutefois, elle commence à souffrir de maux de tête. Le Dr Novick la réopère le 11 février, après avoir constaté que le sinus s'est encore bloqué.

C'est cette deuxième opération, où le microscope n'a pas été utilisé, qui est au centre du litige.

Dès le 12 février, en effet, Carole H. se sent désorientée complètement. Elle a même oublié avoir été opérée.

Des examens au scanner démontrent qu'une partie du cerveau a été atteinte, et qu'un peu d'air s'est introduit au niveau des cellules responsables de la mémoire récente.

Depuis ce temps, Carole H. n'a aucune mémoire des faits récents.

Le Dr Novick, oto-rhino-laryngologiste, a rédigé un protocole opératoire de ses opérations, mais seulement 15 mois après les faits, à la demande des responsables de l'hôpital. Il a dit qu'il pensait qu'un assistant le rédigerait. Il y écrit que tout s'est bien déroulé.

Les experts entendus pour Carole H. sont venus dire à la cour que le Dr Novick avait forcément commis une faute. Jamais dans la littérature médicale n'a-t-on vu de telles conséquences pour ce genre d'opération, observe le juge. Il faut bien que quelque chose se soit mal passé.

La défense, qui admet volontiers les dommages subis par Carole H., estime pour sa part qu'ils sont le fruit d'une chirurgie tout à fait correcte. Les séquelles sont un risque « inhérent » à ce genre de chirurgie.

Le juge Rochon se demande comment des dommages jamais répertoriés dans les annales pourraient être « des risques inhérents ».

Le juge s'étonne d'autre part que les qua-

tre experts de la défense aient modifié leur opinion une fois devant le tribunal... et se soient tous mis au diapason. Dans leur rapport, ils disaient que le médecin pouvait avoir commis une erreur par le « dépassement d'un instrument hors du champ opératoire », mais que cela faisait partie des « risques inhérents » à l'intervention.

Une fois devant le juge, ces experts ont tous exclu cette hypothèse.

Il en ont émis une nouvelle (réfutée) pour expliquer les troubles de Carole H.. Bizarrement, jamais dans leurs rapports, déposés par l'avocat du médecin (Me Daniel Payette, de McCarthy Tétrault) n'avait-il été question de cette hypothèse.

Un de ces experts a expliqué au juge qu'ils s'étaient tous rencontrés avant le procès, avaient « réanalysé » la situation et s'étaient fait « une conviction commune »!

Le juge conclut que le médecin a commis une faute professionnelle, selon toute probabilité, et qu'il doit verser 160 000 \$ à sa patiente, plus 20 000 \$ en remboursement de frais d'expertise pour préparer la cause.

Carole H. en demandait beaucoup plus, mais le juge considère que les frais étaient exagérés. Par exemple, un expert de la demanderesse facturait 500 \$ U.S. l'heure. Cela est « tout à fait inacceptable », d'autant plus que les justifications de ses factures sont plutôt faibles, estime le juge Rochon.

LIQUIDATION !

**DERNIERS JOURS
SOLDE SE POURSUIVANT
JUSQU'AU LUNDI
20 FÉVRIER !**

VASTE SÉLECTION DE CHAUSSURES HABILÉES
ET TOUT-ALLER, ET DE BOTTES ÉLEGANTES POUR ELLE ET LUI.
PROFITEZ D'ÉCONOMIES AVANTAGEUSES SUR DES VÊTEMENTS PLEIN AIR.
SACS À MAIN ET ACCESSOIRES EN CUIR.

**30 %-70 %
de rabais**

sur nos prix de détail courants

**AU CENTRE DE LIQUIDATION
BALLY SEULEMENT.**

BALLY

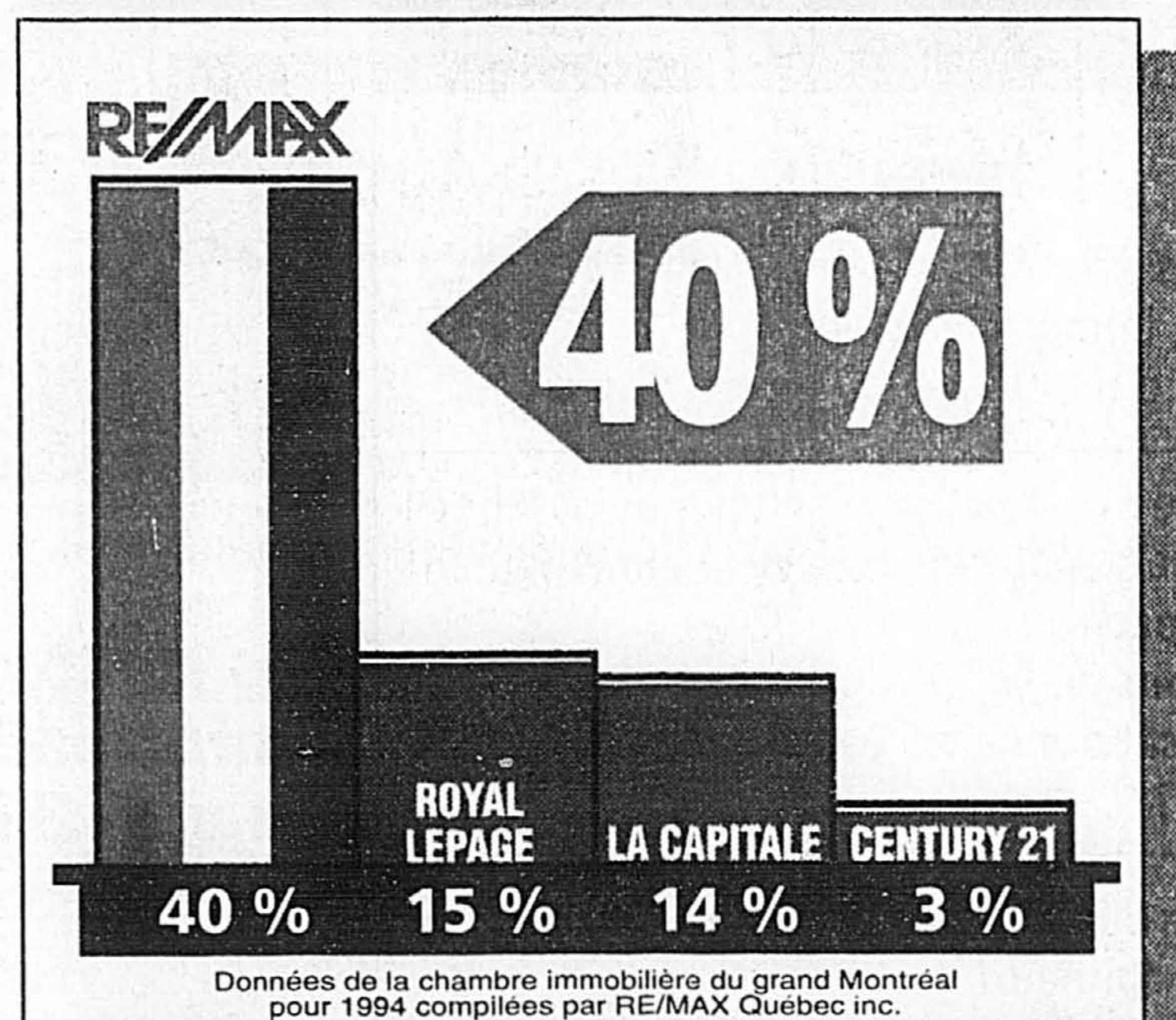
POINT DE VENTE

CENTRE DE LIQUIDATION
PLACE MONTRÉAL TRUST
1500 av MCGILL COLLEGE, MONTRÉAL QC H3A 3J5
(514) 499-9766

Tous les modèles et couleurs sont offerts en quantité limitée.
Magasinez tôt et souvent pour bénéficier d'un meilleur choix. Nous acceptons Visa, MasterCard et American Express.

RE/MAX

PART DE MARCHÉ

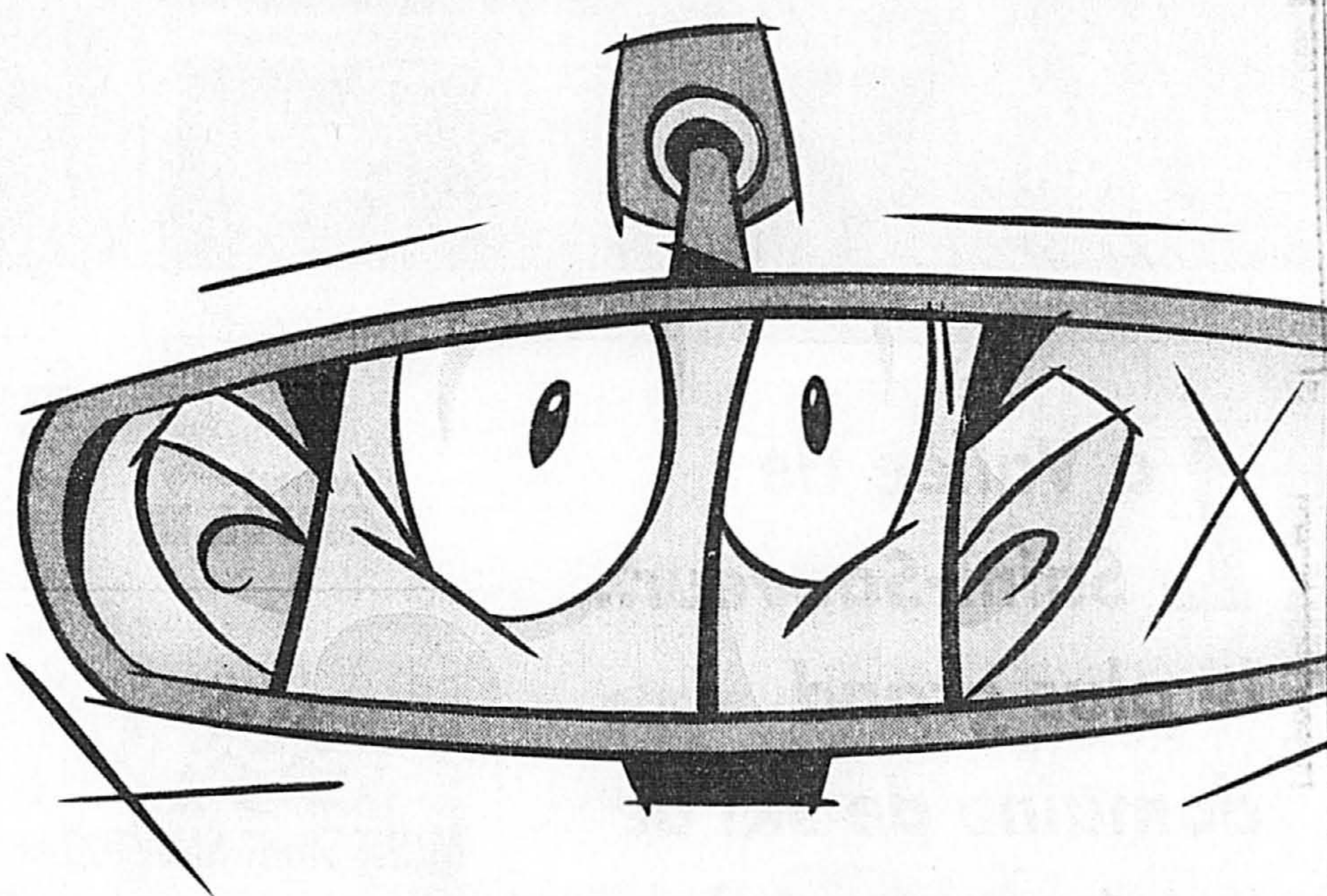


**Merci de faire
du réseau
RE/MAX
le #1 de
l'immobilier
au Québec**



PREMIER DEVANT VOTRE MAISON

Coffre enfoncé?



Souriez!

**En tout temps
avec l'assurance auto
Desjardins**

- vous ne payez pas pour les erreurs des autres si vous êtes victime d'un accident dont vous n'êtes aucunement responsable;
- absolument rien à payer : aucune franchise², aucune augmentation de prime.

**On vous en donne plus
pour votre argent !**

Passez à votre caisse Desjardins

OU

téléphonez au 1 800 567-2423

du lundi au vendredi de 8 h à 20 h,
et le samedi de 8 h à 16 h.

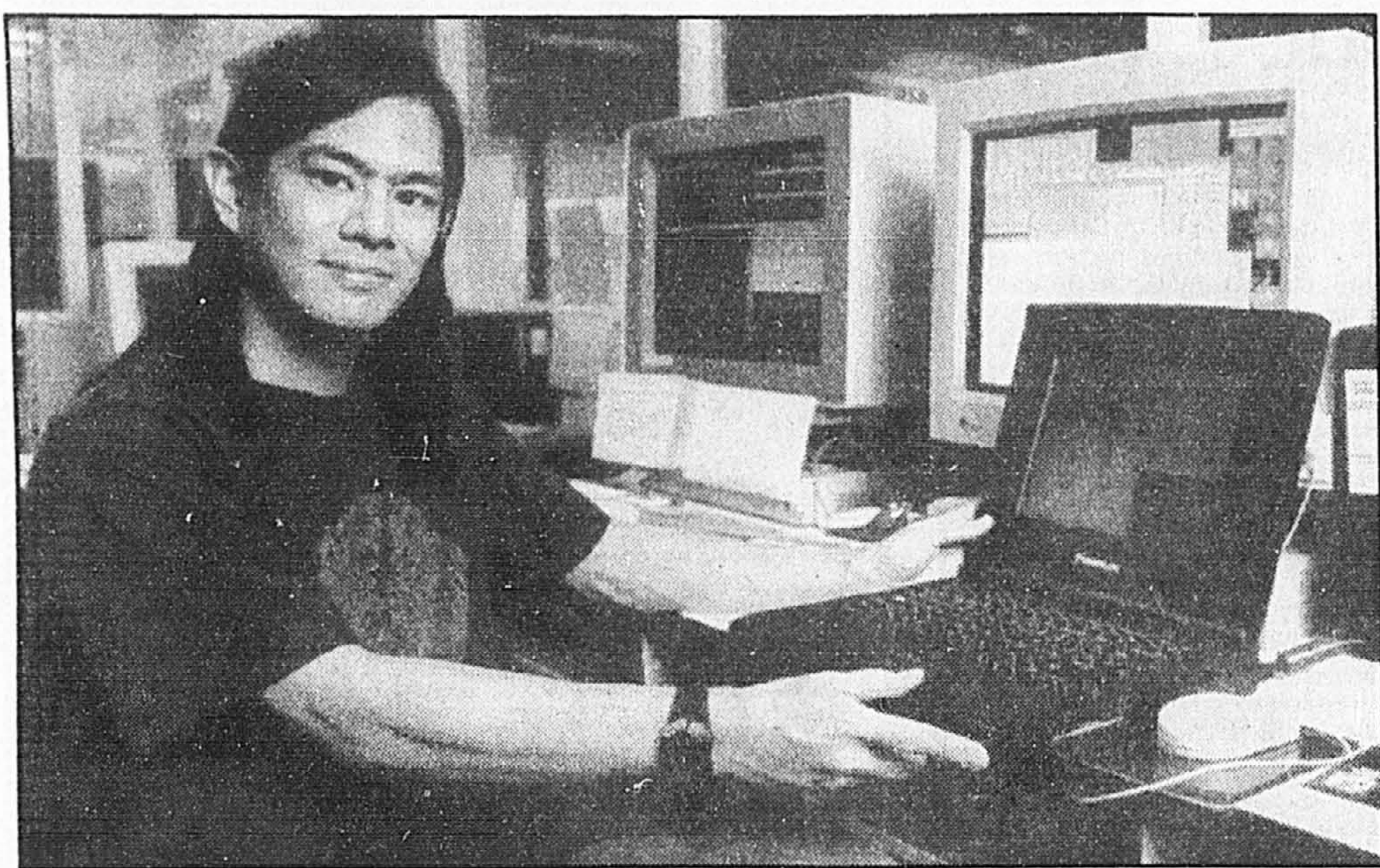


**Assurances générales
des caisses Desjardins**

1. Au moment de l'accident impliquant un autre véhicule, vous devez être assuré chez Desjardins et aucune responsabilité ne doit vous avoir été attribuée.
2. En cas de délit de fuite, la franchise s'applique.



Desjardins — L'incroyable force de la coopération.



Tsutomu Shimomura, un autre crack de l'informatique, a réussi à retracer Kevin Mitnick, en fuite depuis plus de deux ans.

Le plus dangereux «pirate» de l'informatique enfin capturé

Associated Press
RALEIGH, Caroline du Nord

La police américaine le considérait comme l'un des pirates informatiques les plus dangereux du monde, avec à son actif plusieurs milliers de systèmes violés et pillés. Son ancien psychanalyste ne voit en Kevin Mitnick, 31 ans, qu'un «garçon triste, solitaire, et isolé» qui passait plus de temps sur son ordinateur qu'avec des gens.

La police fédérale a arrêté Kevin Mitnick, mercredi, dans son appartement de Raleigh (Caroline du Nord) après une longue traque qui a commencé en 1992. Inculpé de «fraude informatique» et de piratage de réseau téléphonique, il risque une peine cumulée de 35 ans de prison et des amendes pouvant s'élever à 500 000 dollars.

Mitnick, qui s'était illustré durant son adolescence en pénétrant un système militaire ultra-secret, aurait également réussi à mettre la main sur les codes de quelque 20 000 cartes de crédit.

Jeudi, le procureur fédéral adjoint Kent Walker a déclaré à San Francisco que son arrestation a été l'aboutissement «d'une chasse à l'homme électronique qui a impliqué des dizaines d'agents dans tout le pays».

De son côté, son ancien psychanalyste, Harriet Rossetto, a déclaré dans une interview au *Los Angeles Times* qu'elle ne pensait pas qu'il soit «une personne importante»: «Il est devenu un mythe. Il y a de quoi quand on pense qu'il a été considéré comme l'ennemi public numéro un. S'il avait pu trouver un moyen de s'insérer dans la société, il l'aurait fait. Tout ce que je vois, c'est un garçon triste, solitaire, en colère et isolé.»

En 1989, dans une décision du juge Mariana Pfaelzer, il a été admis que Mitnick, qui en était à sa quatrième condamnation, était «dépendant» du piratage tout comme on peut l'être de l'alcool ou de la drogue. Le juge avait conclu qu'il ne pouvait constituer un danger que lorsqu'il était «armé» d'un ordinateur et d'un téléphone. Elle l'avait condamné à suivre une psychothérapie et à une peine de prison.

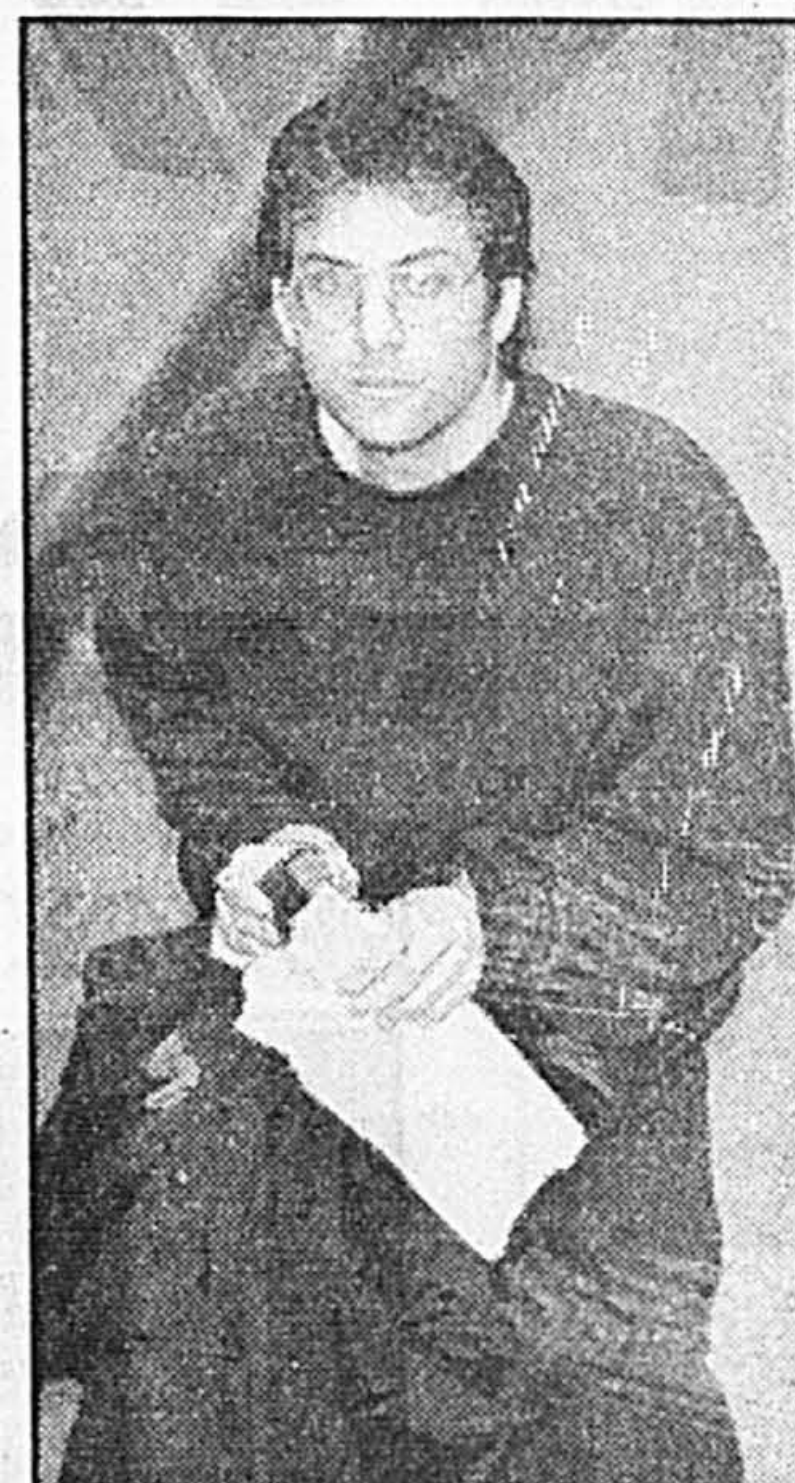
En liberté conditionnelle, Mitnick a disparu sans laisser de trace. Jusqu'à Noël dernier où le roi des pirates est tombé sur plus fort que lui: Tsutomu Shinomura, un spécialiste de la sécurité informatique de San Diego qui a réussi à conduire la police jusque dans son repaire.

Interrogé jeudi, Shinomura a précisé que, dès l'intrusion de Mitnick, il avait ajouté des sécurités supplémentaires à son système et est content que son travail ait abouti. «Kevin (Mitnick) a fait beaucoup de mal à beaucoup de gens», a-t-il dit.

Le jour même de Noël, Shinomura s'est aperçu qu'un pirate avait réussi à violer la sécurité de son ordinateur personnel à son domicile. Passablement irrité, il a annulé ses vacances de neige et a réuni une équipe d'experts pour se lancer à la poursuite du pirate. Ils ont réussi à remonter à Mitnick grâce au réseau Netcom, un réseau d'accès au réseau Internet. Les relevés téléphoniques ont montré qu'il se servait d'un téléphone cellulaire installé à proximité de l'aéroport de Raleigh-Durham.

Lundi matin, Shinomura s'est rendu à Raleigh où, aidé d'un technicien de la compagnie du téléphone, il a sillonné les rues de la ville pour tenter de localiser le téléphone cellulaire de Mitnick.

La police a arrêté Mitnick après une surveillance de 24 heures.



Kevin Mitnick, le pirate «solitaire» fait face à de lourdes peines.

Les pirates de l'informatique, un vrai fléau

Agence France-Presse
WASHINGTON

Les pirates de l'informatique représentent un véritable fléau pour un réseau comme Internet qui relie des millions d'inconnus dans le monde.

Le problème de la sécurité, soulignent les experts, est une barrière qui retient encore de grosses entreprises, pourtant persuadées de l'intérêt de disposer d'une vitrine sur ce réseau en pleine expansion, de se connecter à Internet.

Ce réseau informatique mondial n'a pas d'existence à proprement parler. Il n'existe que par les gens qu'il relie et sa valeur est la somme de celles des personnes — individus, entreprises et autres entités publiques ou privées — qui proposent et échangent des informations sur cette toile d'araignée.

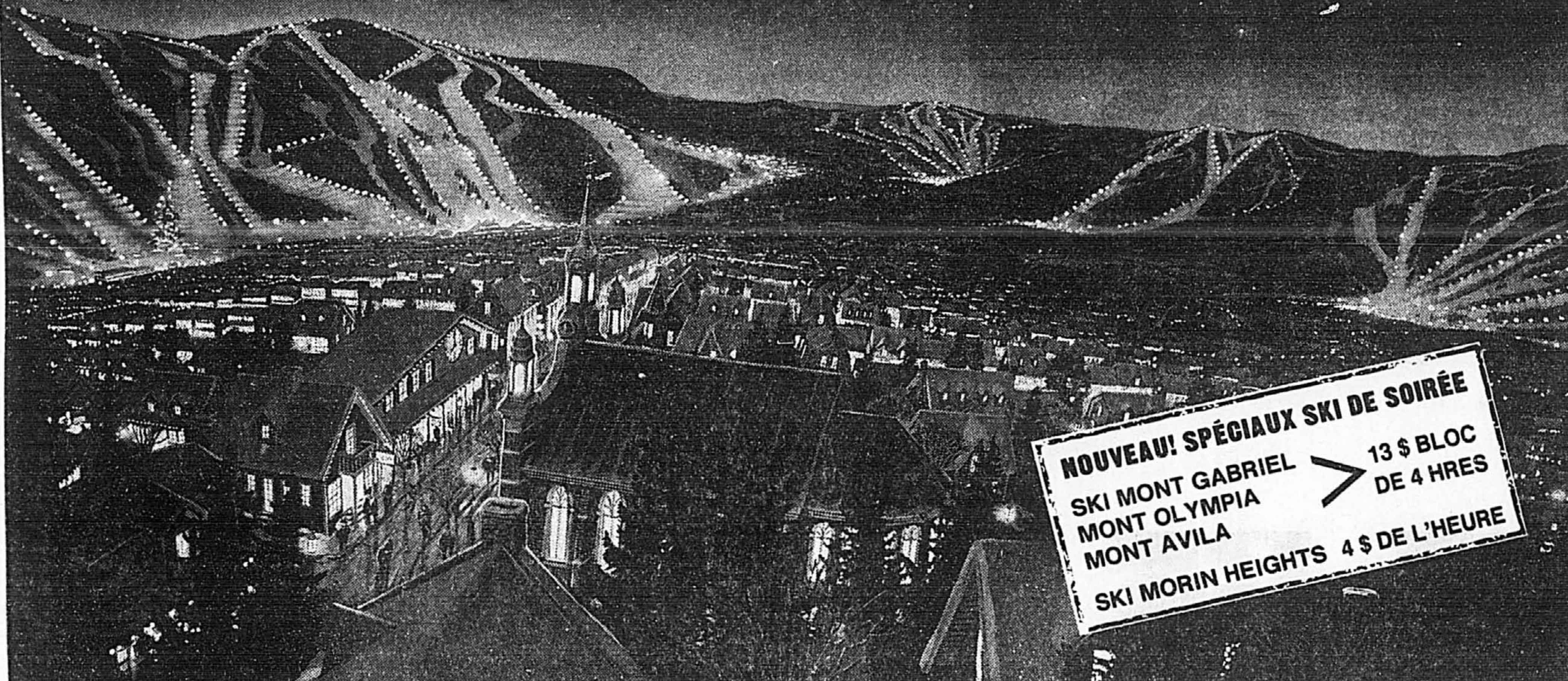
N'importe qui peut y accéder, à condition de disposer d'un micro-ordinateur et d'un modem (appareil qui permet de transmettre et de recevoir des données informatiques par lignes téléphoniques). Sauf à accéder par l'intermédiaire d'Internet à un service commercial, la navigation sur le réseau ne coûte que le prix d'une communication téléphonique locale.

Fin janvier, le CERT (Computer Emergency Response Team), un groupe d'experts créé par l'administration américaine, avait mis en garde contre les méthodes de plus en plus sophistiquées employées par les pirates de l'informatique, qui se servent des connexions à Internet pour pénétrer dans des systèmes pourtant ultra-protégés.

Des effractions sur le système informatique interne de grosses entreprises comme General Electric, Sprint ou IBM ont été décelées récemment.

Des logiciels dont le seul but est de briser les protections des réseaux internes sont même proposés sur Internet.

Skiez la Vallée de Saint-Sauveur !



NOUVEAU! SPÉCIAUX SKI DE SOIRÉE
SKI MONT GABRIEL > 13 \$ BLOC
MONT OLYMPIA DE 4 HRES
MONT AVILA
SKI MORIN HEIGHTS 4 \$ DE L'HEURE

La Vallée de Saint-Sauveur...
le plus grand domaine de ski de soirée au monde,
un service sans pareil, et de la neige tant que vous en voulez ! Profitez des rabais chaque fois que vous venez !



- * Le ski le plus économique de la Vallée !
- * En semaine, le jour et 7 soirs - 13 \$ le bloc de 4 heures !



- * La station de ski la plus dynamique au Québec !
- * Télésièges débrayables, système d'enneigement de haute capacité !
- * Des conditions de ski exceptionnelles !
- * Le billet de ski donne accès aux 5 stations de la Vallée !



- * Ski à l'heure du lundi au vendredi et 7 soirs... seulement 5 \$ l'heure !
- * Idéal pour la famille... halte-garderie gratuite !



- * Une montagne toute ensoleillée !
- * Du fun à plein dans les bosses !
- * Mettez-vous au défi dans la Tamarack et dans la piste Coupe du Monde !



- * Le ski qu'on «déguste» !
- * Pistes larges et confortables
- * Apprenez à skier ou à faire de la planche à neige en 1 heure - garanti !

227-4671 (Montréal et région de Saint-Sauveur)
871-0101 (Rive Sud, Rive Nord de Montréal et Laval)
1-800-363-2426 (Ailleurs au Québec)

Station touristique Mont Saint-Sauveur
350, rue Saint-Denis
Saint-Sauveur-des-Monts (Québec) J0R 1R3
Sortie 60 - Autoroute des Laurentides (15)

10\$ SPÉCIAL ENFANTS 6 À 12 ANS RELÂCHE SCOLAIRE!

Pour profiter du prix spécial de 10\$, découper, remplir et présenter ce bon à votre station de ski de la Vallée de Saint-Sauveur.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Province : _____
Ville : _____ Téléphone : () _____
Code postal : _____

Valable du 27 février au 3 mars 1995 incl. pour billet «Journée ou soirée complète» enfants 6 à 12 ans. Ne peut être jumelé à d'autres rabais ou promotions. Non valable sur le forfait «famille», la catégorie des 5 ans et moins et celle des débutants. Limite d'un bon par personne, par visite.

B

Un fun blanc !

L'avocat Martin Tremblay se défend de mériter les reproches du juge Boilard

■ L'avocat saguenéen Martin Tremblay s'en est pris au juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, qui a critiqué le criminaliste par avocat interposé, jeudi, et qui a laissé entendre qu'il méritait d'être « sanctionné ».

Interrogé par Radiomédia à Chicoutimi, Me Tremblay a dit qu'effectivement la requête émanant de son bureau qui a été présentée devant le juge Boilard au nom de deux de ses clients est « un torchon ». Il a dit que son associé Louis Belliard l'a préparée, et que lui n'a rien eu à voir avec cela.

La requête qui a soulevé l'indignation du juge Boilard s'en prenait de façon gratuite au juge Jean-Pierre Bonin, de la Cour du Québec. Le juge Bonin ordonnait la saisie des biens des deux clients de Me Tremblay qui sont accusés dans une affaire de blan-

chiment d'argent. Me Tremblay a dit que, contrairement à ce que disait la requête, le juge Bonin avait été tout à fait correct dans ce dossier, et qu'il n'avait absolument rien à lui reprocher.

Me Tremblay a dit que son associé Belliard manque d'expérience en droit criminel et qu'il lui avait conseillé de ne pas déposer cette requête au nom de ses clients — une suggestion qui n'a pas porté fruit.

Le juge Boilard, après lecture de la requête, avait dit que le port de la toge n'est pas « une licence pour le libelle et les injures ». Il disait que « des sanctions » devraient être prises contre les avocats responsables de cette requête.

Ni Belliard, ni Tremblay n'étaient présents en cour, jeudi, au palais de justice de Montréal.

Trois ans de prison pour le médium belge Kinsinger

LUCIE CÔTÉ

■ Le prétendu médium belge Jean-Claude Kinsinger, reconnu coupable par un jury d'atouchements et d'agressions sexuelles, a été condamné hier à trois ans de prison. Le juge Pierre Pinard, de la Cour supérieure, qui a traité Kinsinger de vil charlatan et de fraudeur, voulait d'abord lui imposer une peine de cinq ans.

Mais il a tenu compte des 11 mois qu'a passés l'accusé en détention préventive (qui comptent pour le double). La peine est assortie d'une probation de deux ans.

Jean-Claude Kinsinger recrutait ses victimes — des femmes vulnérables, traumatisées par des agressions sexuel-

les subies dans leur enfance — en jouant les diseurs de bonne aventure au complexe Cousineau, à Saint-Hubert.

Les agressions se sont déroulées entre juillet 1991 et juillet 1992, sur la Rive-Sud. Kinsinger s'est contenté d'atouchements aux cuisses et aux seins pour sa première victime, mais est allé jusqu'aux relations sexuelles complètes sous hypnose avec les trois autres femmes.

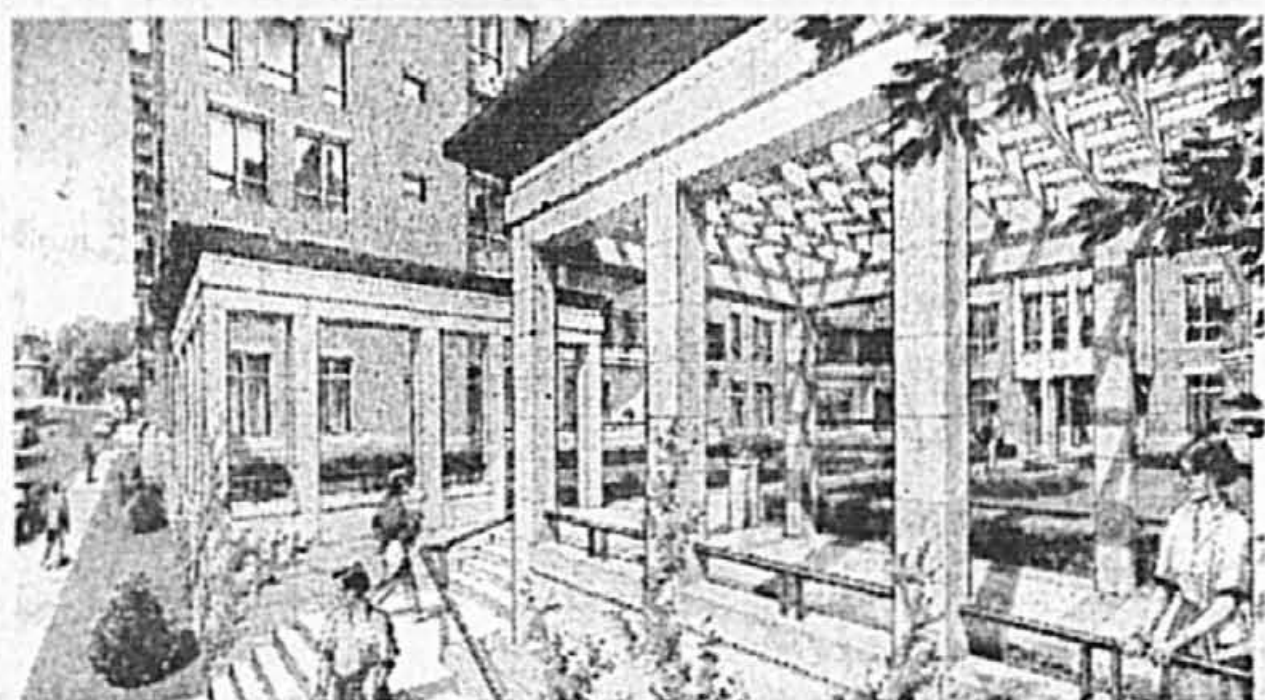
Après son arrestation, le prévenu s'est réfugié en Belgique pendant plusieurs mois. Il a finalement été extradé en juillet dernier au Canada. Il a manifesté le désir de purger sa peine en Belgique mais le juge Pinard a répondu qu'il ne lui appartenait pas de prendre cette décision.

Une réponse à des besoins bien contemporains



Pierre de Villard

«Le Jardin du Fort» En plein centre-ville



Condominium
Le Jardin du Fort
2055, rue du Fort
Montréal
Tél.: 932-8000
Métro: Atwater ou
Guy

Madame, Monsieur,

Avez-vous déjà pensé à investir pour votre «qualité de vie» en achetant comme pied-à-terre ou résidence principale un appartement dans un petit immeuble neuf, bordant un agréable jardin en plein centre-ville de Montréal?

Si vous êtes de ceux qui aiment la tranquillité tout en souhaitant être proche de l'activité du centre-ville, de ses restaurants, de ses boutiques, de ses musées ou de son centre d'affaires, venez nous voir!

Si vous êtes fatigués de la circulation ou des allées et venues en hiver sur des routes difficiles, venez nous voir!

Si vous imaginez votre nid douillet dans un immeuble élégant et fonctionnel, dans un quartier tranquille mais aussi à deux pas de tous les services, venez nous voir!

Nous avons, comme vous, pensé à tout cela et sommes heureux de pouvoir vous présenter au «Jardin du Fort» un condominium qui réunit beaucoup des qualités que vous recherchez. Nos prix varient de 59 500 \$ à 149 500 \$ * en fonction des différents modèles que nous présentons.

Nous sommes certains que vous serez intéressés.

En attendant votre visite, toute mon équipe et moi-même vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de notre entier dévouement.

* taxes en sus, admissibles au Crédit Proprio, subvention de taxes foncières jusqu'à 10 000 \$.

Pierre de Villard,
président

SECID Canada Inc.

2055, rue du Fort, app. 1, Montréal Tél.: (514) 932-8000

Dur
à battre,
pour un

RER

9,25%*

LÉVESQUE
BEAUBIEN
GEOFFRION

1-800-550-TAUX

* Emetteur : Province de Québec
Echéance le 26 avril 2000

Taux sujet à changement sans préavis.

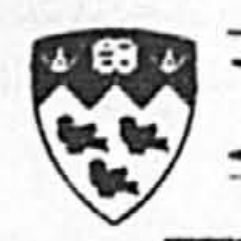
COURS D'ANGLAIS INTENSIF

DATE: 9 semaines, du 3 avril au 2 juin du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 15 h 30.

DROITS: 1 430 \$ citoyens canadiens et résidents permanents, 1 770 \$ étudiants étrangers.

Présentez-vous au département de langues et de traduction, salle 322, 770, rue Sherbrooke Ouest, entre 9 h et 17 h pour déterminer la date du test de classement et pour effectuer le versement des droits par chèque visé, mandat ou Visa/Master-Card. Ceci est un programme contingenté.

N.B. Les droits de scolarité sont déductibles d'impôt.



McGill Centre d'éducation permanente

FAILLITE • FAILLITE • Prix imbattable
nouvel arrivage
300 bases de douche

2 000 000 \$ DE MARCHANDISE

Tout pour la salle de bain

- Douches monocoques - Lavabos sur pied, encastrés ou suspendus - Toilettes silencieuses ou standard
- Plus de 300 robinets - Accessoires en laiton massif
- Plus de 150 baignoires, à tourbillon, thérapeutiques ou standard - Luminaires à halogène

MARQUES DE PRESTIGE:

Selles - Aquabross - Chavonnet - American Standard et autres

NOUVEL ARRIVAGE

6 camions à remorque de douches monocoque
bains thérapeutiques tourbillons et réguliers

de 65 à 75%

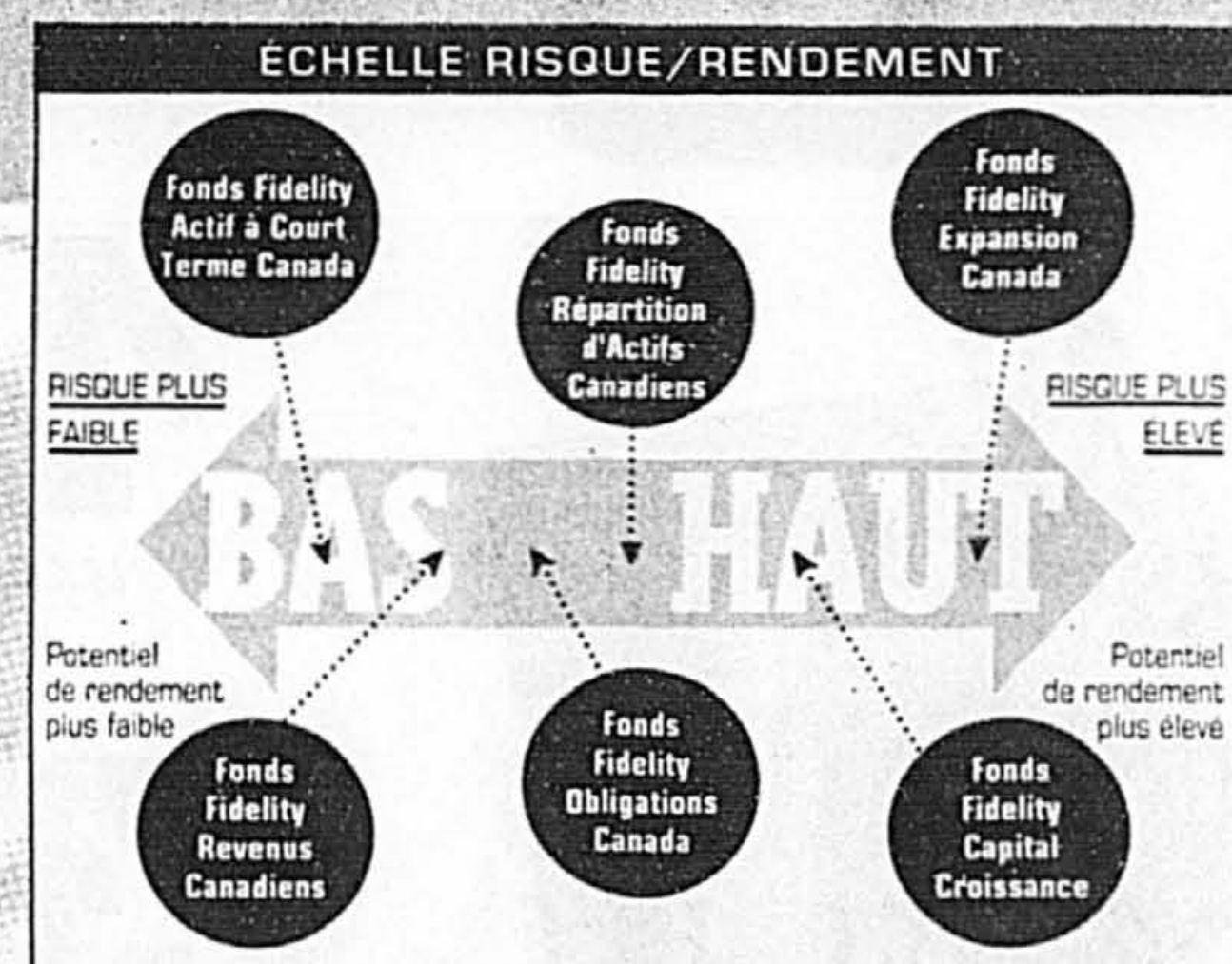
de réduction

TRANSIT 928-1616 LIQUIDATEUR

Samedi et dimanche de 10h à 17h

576, boul. Guimond, Longueuil

La
retraite,
vous y
pensez
parfois...



Fidelity Investments y pense
tous les jours

Pour vous aider à maintenir un style de vie agréable durant la retraite, votre REER sera sans doute l'investissement majeur de votre vie. Fidelity Investments® y pense tous les jours et met à votre disposition huit fonds entièrement admissibles aux REER.

Préparer sa retraite est un travail exigeant et à long terme. Le Fonds Fidelity Revenus Canadiens permet de diversifier votre portefeuille de placements. Le Fonds Fidelity Capital Croissance offre la sécurité des grandes entreprises canadiennes. Le Fonds Fidelity Répartition d'Actifs Canadiens permet de profiter du meilleur des trois mondes : actions, obligations et effets du marché monétaire. Le Fonds Fidelity Expansion Canada est agressif et axé principalement sur la croissance des entreprises canadiennes à faible capitalisation.

Fidelity Investments, pour l'épargnant prudent qui aime les valeurs sûres ou pour l'investisseur qui préfère le potentiel des titres plus dynamiques.

Un bon conseil n'a pas de prix !

Pour découvrir les fonds qui correspondent à vos objectifs, communiquez avec votre conseiller en placements ou appelez Fidelity au 1-800-668-6118, poste 3.

Fidelity Investments®
Canada

Le prospectus simplifié contient des renseignements importants sur les fonds communs de placement Fidelity, y compris des détails sur les options d'achat et les frais de souscription et de transfert applicables. Veuillez en demander un exemplaire à votre conseiller financier et le lire attentivement avant de souscrire. La valeur nette de l'actif et le rendement de vos placements varieront de temps à autre selon la situation des marchés. Les fonds de placement Fidelity ne sont vendus que par l'entremise des conseillers financiers.

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

17, 18, 19 mars 1995

15^E
COLLOQUE 15^E
ANNIVERSAIRE
CERTIFICAT EN
TOXICOMANIES

LE TRAITEMENT
DES DÉPENDANCES :
LES PIÈGES DE
L'INTERVENTION



Le 17 mars à 19 h 30

Conférence d'ouverture
La dépendance affective
Howard Halpern, Ph.D.,
New York
Auteur du best-seller *Adieu*,
Éditions Le Jour
Conférence prononcée en
anglais avec traduction
simultanée **bip**

La modération a bien meilleur goût.

Le 18 mars à 9 h

Conférences et exposés
L'ombre de l'amour :
Trop boire, trop manger,
trop travailler...
Jan Bauer, analyste jungienne,
Montréal.
Les pièges de l'intervention
auprès des héroïnomanes
Marc Valleur, psychiatre,
Centre médical Marmottan, Paris

Le 19 mars à 9 h

Exposés
Les pièges
de l'intervention
Les cliniciens les plus
expérimentés mettent en
évidence les pièges de
l'intervention auprès des
diverses clientèles
toxicomanes : • jeunes
• délinquants • femmes
• séropositifs • détenus
• personnes présentant
un trouble de personnalité

50% de réduction

• Diplômés du Certificat en toxicomanies
de l'Université de Montréal • Étudiants
• Représentants d'OSBL

Soirée Retrouvailles, le 18 mars à 17 heures
Tous les diplômés et chargés de cours du Certificat
en toxicomanies sont invités à cette soirée organisée
par la FEP et l'AGEEFEP (réservation requise).

New York • Paris • Montréal

Renseignements : Montréal (514) 343-6982, Extérieur : 1 800 363-8876

PRÊTS ÉTUDIANTS DISPONIBLES SUR PLACE



(VOISIN DU CARREFOUR LAVAL)

EN AFFAIRES DEPUIS 1983

5 000 PIEDS CARRÉS D'ENTRÉE

486 SX2-50 MHZ VLB: 959 \$

486 SLC 2-66 MHZ VLB: 959 \$

486 DX-33 MHZ VLB: 979 \$

486 DX-50 MHZ VLB: 979 \$

486 DX-66 MHZ VLB: 999 \$

486 DX-80 MHZ VLB: 1 029 \$

486 DX-100 MHZ VLB: 1 169 \$

PENTIUM TM 60 MHZ VLB: 1 429 \$

PENTIUM TM 90 MHZ (GREEN) VLB PCI: 2 169 \$

FABRIQUÉS AU QUÉBEC

TOUTS NOS ORDINATEURS COMPRENNENT:

• 4 MO MEMOIRE VIVE • DISQUE DUR 540 MO

CLAVIER BILINGUE • 128 KO CACHE • LECTEUR 1.44 MO

• CONTRÔLEUR DE AVEC PORTS 25/10/1

• GARANTIE 2 ANS PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE

MONITEUR ET CARTE VIDÉO À PARTIR DE 360 \$

OPTIONS: SERVICE SUR PLACE

GARANTIE 3 ANS PIÈCES ET MAIN D'ŒUVRE

ORDINATEURS CERTIFIÉS NOVELL

MISE À JOUR DE VOTRE ORDINATEUR

EN 486 DX 2-66 MHZ pour 379 \$

OU EN 486 DX 4-100 MHZ pour 549 \$

COMPAG 924 (486 DX2-66 MHZ) 2 199 \$

NOTEBOOK COMPAG 486 COULEUR PASSIF 2 549 \$

NOTEBOOK NEC VERSA 486 COUL. PASSIF 1 999 \$

NOTEBOOK CLUB PC 486 DX2-66 MHZ 1 499 \$

IMPRIMANTE HP4L 799 \$

IMPRIMANTE EPSON ACTION 1100 (LASER) 609 \$

CANON BJ 100 (A BULLES) 499 \$

CANON BJ 4000 (COULEUR) 315 \$

CD-ROM QUADRUPLE VITESSE 339 \$

MODEM (INTERNE) 28800 BAUDS 199 \$

LOGICIELS ET CD FRANÇAIS EN MAGASIN

IBM COMPAQ

OUVERT DÈS 9 HEURES

1881, RUE GUTENBERG, LAVAL 682-6466

AUTOROUTE DES LAURENTIDES NORD (15),

SORTIE 10, 1^{re} RUE À DROITE.

Le coût de l'équité salariale dans les garderies : 20 millions

CAROLE THIBAUDEAU

■ Une injection d'environ 20 millions dans le budget de l'Office des services de garde à l'enfance permettrait de répondre aux besoins principaux de ce secteur du travail, soit l'équité salariale et la simplification du mode de financement.

Il faudrait d'une part entre 13 et 15 millions pour augmenter de 1\$ l'heure les salaires des employés des services de garde.

Par ailleurs, il en coûterait 5 ou 6 millions pour instaurer un nouveau mécanisme de financement. Ce dernier consisterait à

remettre une enveloppe globale aux gestionnaires des garderies, le plus souvent des parents bénévoles, et de les soulager de toute la paperasse à remplir pour justifier la moindre dépense.

Voilà ce qui ressort du rapport de 80 recommandations émis par le groupe de travail sur le financement des services de garde, mis sur pied en octobre dernier par Mme Pauline Marois, ministre responsable de l'Office des services de garde à l'enfance.

Interrogés sur la pertinence

d'augmenter leur budget alors que tous les organismes gouvernementaux font présentement l'exercice de le réduire au maximum, les membres du groupe de travail ont affirmé qu'il n'y a pas de dépenses superflues dans ce secteur.

« Il y a au contraire beaucoup d'inéquités salariales. L'écart à combler est au moins de 3 \$ l'heure par rapport à d'autres emplois comparables. Une des recommandations est de procéder à un rattrapage salarial étalé sur trois ans », résume M. Yves

Rocher, un des membres du groupe de travail.

« C'est normal qu'on demande plus, ajoute Mme Claudette Pitre-Jobin. Les garderies ont toujours été plus ou moins en état de survie. »

Par ailleurs, le réseau des garderies ne répond encore qu'à 20 p. cent de la demande, et devrait logiquement être appelé à prendre de l'expansion.

La ministre Marois a accueilli favorablement le rapport, et a promis d'y répondre dans les semaines à venir.

POUR FAIRE CONNAISSANCE...
TOUT SIMPLEMENT

Trait d'union

SIMPLE
ET GRATUIT

Composez le 285-7111

pour placer votre annonce gratuitement sous la rubrique de votre choix:

- femme cherche homme
- homme cherche femme
- femme cherche femme
- homme cherche homme
- divertissements, voyages...

L'heure de tombée pour les annonces paraissant dans "Trait d'union" est le mercredi à 17 h.

Nous vous donnerons un numéro de boîte vocale et un code d'accès confidentiel.

Pour enregistrer votre annonce vocale gratuitement vous n'avez qu'à composer le 761-7111.

Votre code d'accès et votre boîte vocale sont nécessaires pour enregistrer votre annonce.

ANNONCE GRATUITE
TOUS LES JEUDIS ET SAMEDIS DANS

La Presse

Pour laisser un message dans une autre boîte vocale ou pour écouter vos messages dans votre boîte vocale, des frais de 1.79 \$ la minute seront portés à votre compte de téléphone.

B01189-421-7

Ce service est offert 24 heures sur 24 dans les régions dont l'indicatif est le 514.

Vous devez être âgé(e) de 18 ans et plus.

La Presse se réserve le droit de refuser toute annonce non conforme aux normes qu'elle applique quant au contenu des annonces publiées dans cette section.

"Trait d'union" s'adresse seulement aux particuliers. Les commerces, services et clubs de rencontres ne sont pas acceptés dans cette section.

Pour plus de renseignements sur l'utilisation de la messagerie vocale VOX-TEL, utilisez gratuitement la ligne interactive en composant le **(514) 761-7111**

AVIS PUBLIC

Veillez prendre note que la Commission de Montréal sur l'avenir du Québec a apporté des changements au lieu où elle tiendra ses audiences publiques au cours des quatre prochains jours, soit les 17, 18, 19 et 20 février 1995 :

Audiences de la sous-région Centre-Nord
Collège André-Grasset¹
1001, boulevard Crémazie Est, Montréal¹

Vendredi, 17 février au lundi,
20 février 1995

Audiences de la sous-région Centre-Ouest
La Maison du brasseur
2901, boulevard Saint-Joseph, Lachine

Mardi, 21 février et mercredi,
22 février 1995

Audiences de la sous-région Ouest
Restaurant Les Trois Arches
11 131, rue Meighen, Pierrefonds

Jeudi, 23 février et vendredi,
24 février 1995

Audiences de la sous-région Est
Buffet Antique
6086, rue Sherbrooke Est, Montréal

Samedi, 25 février, lundi, 27 février
et mardi, 28 février 1995

Audiences de la sous-région Centre (suite)
Musée d'art contemporain de Montréal
185, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal

Mercredi, 1^{er} mars au dimanche,
5 mars 1995

Horaire : du lundi au vendredi, de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h
les samedis et dimanches, de 13 h à 17 h

¹Changement

Avis publié par le secrétaire de la Commission de Montréal sur l'avenir du Québec.

Bryant McDonough
Secrétaire

Québec

Premier Toit

Crédit d'impôt
à l'achat
d'une première
propriété.

Jusqu'à
4000\$
sur une résidence neuve
ou jusqu'à
3000\$
sur les travaux de rénovation
d'une résidence existante

Conscient de l'importance de faciliter l'accession à la propriété et de soutenir l'industrie de la construction et de la rénovation résidentielles, le gouvernement du Québec a instauré, pour une période d'un an, le crédit d'impôt PREMIER TOIT.

PREMIER TOIT offre un crédit d'impôt à toute personne qui accède pour la première fois à la propriété résidentielle et qui acquiert, après le 20 décembre 1994 et avant le 1^{er} janvier 1996, une résidence neuve ou une résidence existante qui nécessite des travaux de rénovation d'au moins 10 000 \$.

Renseignements:
Pour en savoir davantage,
vous pouvez vous adresser à
la Société d'habitation du Québec
aux numéros suivants:

643-7676

(Région de Québec)

1800 463-4315

(Extérieur de Québec, sans frais)

ou à l'un des bureaux du ministère
du Revenu du Québec,
ou de Communication Québec.

Québec

Des voleurs malchanceux et ...pas très futés

LUCIE CÔTÉ

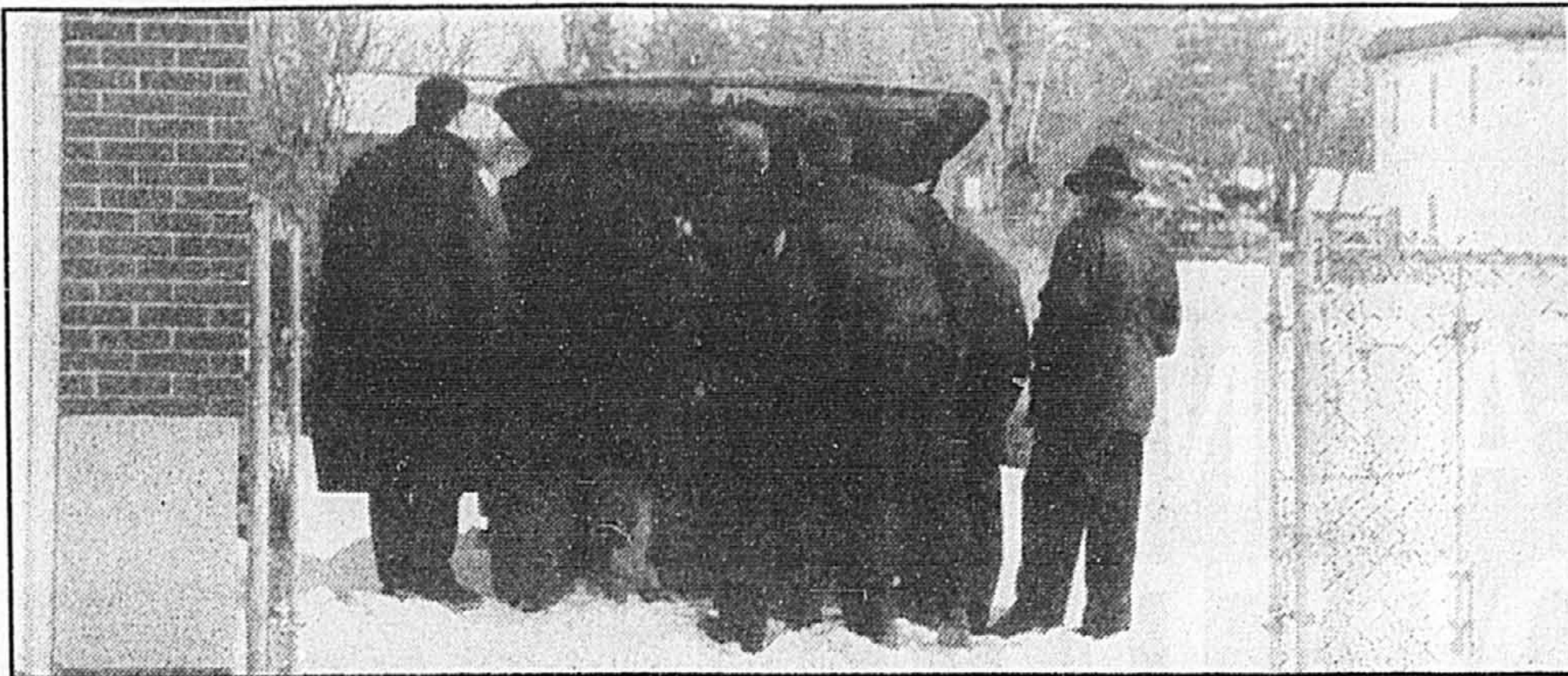
■ Un trio de voleurs perfectionnistes mais pas trop futés a raté un vol à main armée qui aurait pu leur rapporter 100 000 \$, hier matin, à Pointe-aux-Trembles.

Vers 8h45, les trois hommes ont fait éclater à coups de crosse d'arme la porte vitrée d'une succursale de la Banque Royale, au 12 675 est, rue Sherbrooke. Ils se sont alors emparés d'un coffre-fort de 135 kilos contenant 100 000 \$, l'ont hissé dans leur camionnette et ont pris la fuite.

Se doutant bien que les policiers pourraient obtenir le signalement de leur camionnette grâce aux témoins de l'opération, les apprentis voleurs avaient prévu brouiller les pistes en changeant de véhicule, comme c'est l'usage dans les films d'action.

Seulement, pour ce faire, ils ont inexplicablement utilisé une camionnette en tous points identique à la première!

Des policiers qui se trouvaient à l'intersection de l'autoroute 40 et de la rue Saint-Jean-Baptiste ont donc repéré sans problème le



A Charlemagne, les policiers ont pu constater que les suspects avaient abandonné le coffre-fort dans leur camionnette.

PHOTO SYLVAIN CAUVREAU, collaboration spéciale

véhicule et se sont lancés à ses trousses.

La première partie de la poursuite s'est terminée dans le stationnement d'une maison, au 246, rue Beauport, à Charlemagne. Abandonnant leur butin, les trois

suspects ont alors réussi à échapper aux policiers en sautant une clôture pour aller s'engouffrer dans la voiture Celebrity qui les attendait, garée sur une autre rue.

Une vingtaine de minutes plus tard, des policiers de Charlema-

gne, rangés sur l'accotement de l'autoroute 40, ont vu passer, cette fois en direction ouest, la voiture des trois hommes, décidément malchanceux. Leur arrestation a été effectuée près du pont Charles-de-Gaulle.

ENCAN DE TAPIS D'ORIENT ET EXPOSITION D'ANTIQUITÉS SAMEDI ET DIMANCHE CHEZ DÉCOR DÉCARIE, 6900, BOUL. DÉCARIE

L'encan débutera à 14 h précises et les portes seront ouvertes pour inspection à 12 h. Les acheteurs n'auront pas à payer de commission de 10% ni de TPS.

Pour plus de précisions, veuillez composer le 731-8339. Vaste stationnement gratuit.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No : 500-06-00002-945

COUR SUPÉRIEURE (Recours collectif)

WALTER RONISH, directeur, domicilié et résident au 25, Maple Crescent à Beaconsfield (Québec) H9W 4T3, district de Montréal ;

REQUÉRANT

VACANCES AIR TRANSAT A.T. INC. f.a.s. VACANCES AIR TRANSAT, compagnie d'entente constituée ayant son siège et principale place d'affaires au 300, Léo Pariseau, bureau 400, Montréal, district de Montréal ;

INTIMÉE

AVIS AUX MEMBRES (Résumé)

1. PRENEZ AVIS que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 20 décembre 1994 par jugement de l'Honorable Juge Michel Côté de la Cour supérieure qui a attribué à Monsieur WALTER RONISH le statut de représentant pour le compte des personnes physiques faisant partie du groupe décrit ci-après, à savoir :

«Toute personne physique qui, indépendamment de la date d'arrivée, de départ ou de la durée du séjour, a séjourné à Cuba entre le 18 décembre 1994 et le 15 janvier 1995 dans le cadre d'un voyage à forfait de type « tout compris » organisé par « VACANCES AIR TRANSAT » comprenant un séjour au CLUB FARALLON DEL CARIBE (Cuba), et qui n'a pas bénéficié ni reçu, en tout ou en partie, des services, prestations et activités conformes à ceux compris dans le forfait, tels que décrits à la brochure « VACANCES AIR TRANSAT automne-hiver-printemps 93-94 » (ou « AIR TRANSAT HOLIDAYS fall-winter-spring 93-94 »).»

Ce recours collectif sera exercé dans le district de Montréal.

2. Ce recours collectif conclut à ce que VACANCES AIR TRANSAT soit condamnée à rembourser à chacun des membres du groupe le prix payé pour leur forfait ou, subsidiairement, à rembourser une partie du prix payé pour le forfait, et ce pour le montant que le Tribunal pourra déterminer. De plus, l'action conclut à ce que VACANCES AIR TRANSAT soit également condamnée à payer des dommages généraux au montant de 500 \$ par personne, par semaine, plus des dommages exemplaires au montant de 250 \$ par personne et enfin le remboursement de tout déboursé ou dommage supplémentaire.

3. Sauf permission spéciale, tout membre faisant partie du groupe sera lié par le jugement à intervenir sur le recours collectif à moins qu'il ne s'exclue en avisant le Greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié transmis au plus tard le 4 avril 1995 ;

4. Toutefois, tout membre du groupe qui a déjà intenté une action individuelle dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe à moins qu'il ne se désiste de son action individuelle au plus tard le 4 avril 1995 ;

5. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif ;

6. Un membre peut faire valoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire au préalable ou à un examen médical (selon le cas) à la demande de l'intimée. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire au préalable ou à un examen médical que si le Tribunal le considère nécessaire ;

7. En vue de protéger leurs intérêts et leurs droits, les membres du groupe sont invités à conserver en lieu sûr tout contrat ou autre document se rapportant au forfait-voyage organisé par l'intimée VACANCES AIR TRANSAT à destination de l'Hôtel FARALLON DEL CARIBE, incluant les preuves de réservation, billets d'avion en vue de ce forfait, factures pour services ou frais additionnels, etc., et sont invités, sans y être tenus, à transmettre leurs nom et adresse aux procureurs du représentant ainsi qu'une photocopie des documents pertinents. Les membres du groupe doivent conserver les originaux de ces documents.

8. Les membres du groupe sont en outre priés de communiquer tout changement d'adresse en écrivant aux procureurs du représentant, à l'adresse suivante :

Me Paul G. Unterberg
UNTERBERG, LABELLE, LEBEAU
1980, rue Sherbrooke Ouest, Bureau 700
Montréal (Québec) H3H 1E8
Télécopieur : (514) 937-6547
Procureur du représentant

Ce texte constitue un résumé de l'avis aux membres. Si vous désirez obtenir le texte complet de l'avis, veuillez communiquer par écrit avec les procureurs soussignés.

Montréal, le 18 février 1995
UNTERBERG, LABELLE, LEBEAU
Procureurs du représentant

UNE SEMAINE SEULEMENT!

OFFRES DE NETTOYAGE AVEC PRIME

NETTOYAGE DE TAPIS

Nettoyage gratuit d'un vestibule (valeur de 10 \$), quand nous nettoyons...

26 \$ 2 pièces
Nettoyage à la vapeur et, en prime, nettoyage d'un vestibule

48 \$ 4 pièces
Et un vestibule en prime

75 \$ Super offre !
Maison complète
5 pièces, 12 marches, et deux vestibules

Protection pour tissu appliquée sans frais supplémentaires sur un fauteuil (valeur de 20 \$)...

59 \$ Canapé et fauteuil

28 \$ Nettoyage de conduits de ventilation
Deux conduits principaux, 9 \$ par bouche

à partir de 10,95 \$ par store
Nettoyage de stores vénitiens
Commande minimum 50 \$. Nous nettoyons aussi stores verticaux.

Montréal.....339-5420
Sherbrooke.....820-1417
Drummondville/Victoriaville.....474-8007
Trois-Rivières.....378-8480



Du lundi au samedi de 8 h à 18 h

Renseignez-vous sur notre PROCÉDÉ DE NETTOYAGE COMBINÉ AU SHAMPOING ET À LA VAPEUR, offert à seulement 9 \$ de plus par pièce. Le traitement de protection des fibres, de même que le nettoyage des tapis traités au Stainmaster® ou des tapis berbères sont offerts moyennant des frais supplémentaires. Les salons et salles à manger combinés, ainsi que les pièces de plus de 200 pieds carrés sont considérés comme deux pièces. Le nombre minimal de pièces à nettoyer est de deux. Service de camion-usine moyennant 9 \$ additionnels par pièce. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Le nettoyage du sous-sol coûte 0,18 \$ le pied carré. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec et pour les tissus en coton haillien, les canapés modulaires et les coussins de dossiers non attachés. L'offre prend fin le 25 février 1995.

NOUS POUVONS AMÉLIORER

«Mon but est de m'assurer que vous détenez un régime de retraite bien diversifié afin de protéger et faire fructifier vos avoirs.»

Marie Côté, conseillère du Trust Royal

LE RENDEMENT DE VOTRE REER



TRUST
ROYAL

UN MEMBRE DU GROUPE BANQUE ROYALE



PLANIFICATION DE LA RETRAITE UN REÇU D'IMPÔT ET BEAUCOUP PLUS...

À chaque année, plusieurs personnes versent des cotisations à leur REER pour réduire leur revenu imposable. Il est maintenant temps d'évaluer ces cotisations REER dans le cadre de votre régime de retraite global.

Voici comment nous pouvons vous aider.

Nos conseillers financiers chevronnés vous aident à assurer votre avenir en vous fournissant des conseils en matière de placements REER qui correspondent à votre situation financière actuelle et vos objectifs personnels. Ensemble, nous pouvons déterminer la composition adéquate de votre portefeuille en matière de CPG et de fonds communs de placement canadiens et internationaux.

La diversification est la règle d'or des REER. Vous pouvez tirer pleinement avantage de la croissance internationale des marchés grâce à un REER du Trust Royal.

Nous tenons compte de vos soldes CPG REER et de fonds communs de placement lors de l'établissement de la limite de contenu étranger fixée à 20 %.

À mesure qu'il étudie l'évolution et l'orientation des marchés, le Trust Royal vous écrira trimestriellement afin de rajuster ses recommandations* et vous expliquer la raison des changements apportés. De plus, si vous désirez rajuster votre REER, nous vous y aiderons également.

Lorsque vous passerez au Trust Royal aujourd'hui, vous y trouverez des professionnels dignes de confiance. La planification de la retraite constitue l'une des nombreuses facettes de notre expertise.

COMPOSEZ LE 1 800 387-1610

OU PASSEZ À VOTRE SUCCURSALE DU TRUST ROYAL

Les fonds communs de placement du Trust Royal sont vendus par les Fonds d'investissement Royal Inc., une filiale de la Banque Royale du Canada et de la Compagnie Trust Royal et ne sont pas assurés par la Société d'assurance-dépôts du Québec ou par une autre assurance-dépôts, ni par la Banque Royale ou le Trust Royal. Des renseignements importants relatifs aux fonds communs de placement sont consignés dans le prospectus simplifié que vous devrez lire attentivement avant de prendre une décision de placement; des copies de ce prospectus peuvent être obtenues à n'importe quelle succursale du Trust Royal. Les valeurs liquidatives et les rendements peuvent fluctuer.

* Les recommandations REER du Trust Royal sont fournies par les Fonds d'investissement Royal Inc.

UN MONDE FINANCIER À VOTRE PORTÉE

UNE DE NOS FAÇONS D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

LES CERTIFICATS À TEMPS PARTIEL, CEUX DE DIANE CÔTÉ PAR EXEMPLE.



Diane Côté était technicienne en gestion de documents depuis plusieurs années lorsqu'elle décida de parfaire ses connaissances. Elle désirait à la fois améliorer ses chances d'avancement et élargir son champ d'expertise. Son bac par cumul de trois certificats, dont un précisément dans son domaine, lui a permis d'atteindre ses objectifs. Aujourd'hui, elle occupe un poste d'analyste en gestion de documents et archives à la Ville de Montréal.

CERTIFICATS

DATE D'ADMISSION:
1^{ER} MARS 1995

Adaptation scolaire et sociale
Administration*
Administration de services
(Concentrations: banque, coopérative, transport)*
Administration des services publics
Affaires immobilières (général)*
Alphabétisation
Analyse chimique
Analyse financière*
Animation culturelle
Arts d'impression*
Arts plastiques*
Assurance et intervention financière*
Communication*
Comptabilité générale
Création littéraire
Développement de logiciels
Droit social et du travail*
Écologie
Économie
Éducation en milieu de garde
Éducation interculturelle
Éducation morale

Éducation personnalisée pour les aînés-es*
Enseignement de la formation personnelle et sociale**
Enseignement des langues secondes
Enseignement des mathématiques et des sciences au primaire**
Études appliquées en urbanisme*
Formateurs d'adultes en milieu scolaire
Français écrit
Français écrit pour non francophones*
Géographie physique
Géologie appliquée
Gérontologie sociale
Gestion des documents administratifs et des archives
Gestion des ressources humaines I (Fondements)*
Gestion des ressources humaines II (Perspectives stratégiques et approfondissement des connaissances)*
Gestion des services municipaux
Gestion du commerce extérieur*
Gestion informatisée*
Immigration et relations interethniques
Informatique
Insertion sociale et professionnelle des jeunes
Instructeurs en milieu de travail
Interprétation visuelle*
Intervention éducative en milieu familial et communautaire
Intervention psychosociale
Littérature de jeunesse
Marketing*
Méthodes quantitatives
Microprocesseurs
Peinture*
Santé et sécurité au travail
Scénarisation cinématographique
Sciences comptables*
Sciences de l'environnement
Sciences et techniques de l'eau
Sciences sociales
Sculpture*
Télécommunications
Terminologie

L'UQAM offre aussi des programmes de certificat de premier cycle à:
Laval (682-1343)
Région de Lanaudière (654-8768) (Ville de Le Gardeur)
Région de la Montérégie (349-6755) (17 villes différentes)
La Fondation de l'UQAM offre des bourses d'études de 1 000 \$ à 10 000 \$

*Programme contingenté

**Ces programmes ne sont pas offerts au campus du centre-ville. Offerts à des groupes.

Pour tout renseignement additionnel,
composez le
987-3121.

L'UQAM
une force
novatrice

Professionnels trop gourmands

Presse Canadienne

■ L'appât du gain constitue le mobile à l'origine des démêlés qu'ont eu récemment un médecin vétérinaire et un audioprothésiste avec leur corporation professionnelle.

Les circonstances de leurs écarts déontologiques ainsi que la sanction imposée sont exposées dans la dernière livraison du *Droit disciplinaire Express* de la Société québécoise d'information juridique.

Le médecin vétérinaire Roland Seyer, de Roxton Falls, à l'est de Saint-Hyacinthe, avait monté tout un stratagème pour vendre des médicaments vétérinaires sur une grande échelle, à bons prix, dans plusieurs régions du Québec, avec l'aide du pharmacien Daniel Bond, du groupe Essaim, d'Acton Vale et du démarcheur Raynald Bilodeau.

Ce dernier visitait des éleveurs dans les régions de l'Estrie, Shefford, Drummondville, Beauce, Bellechasse et Kamouraska pour leur offrir des médicaments pour leurs animaux, à bons prix, soit entre 10 p. cent et 25 p. cent moins cher que le prix régulier.

Ceux qui se montraient intéressés recevaient peu après la visite du vétérinaire Seyer qui, le plus clair du temps, ne visitait pas les animaux et dressait des ordonnances devant être exécutées chez le pharmacien Bond, ce qui lui valait une ristourne de 6 p. cent sur les ventes réalisées.

Dans certains cas, le vétérinaire Seyer réclamait une partie de ses honoraires auprès du gouvernement par le biais du Programme d'amélioration de la santé animale au Québec.

Pour une année seulement d'activités, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec a évalué que cette combine avait permis aux deux complices de vendre pour un demi-million de dollars de médicaments ce qui a valu au vétérinaire des ristournes totalisant 73 000 \$.

Pendant les six mois durant lesquels l'ordonnance était valide, l'éleveur pouvait en demander le renouvellement à volonté. M. Seyer collectait encore là sa ristourne de 6 p. cent.

Dans certains cas, le vétérinaire vendait lui-même les médicaments requis par les éleveurs. Daniel Bond veillait à lui en laisser à sa disposition ainsi que des factures en blanc. La ristourne s'appliquait toujours.

Le vétérinaire Seyer a même poussé l'audace jusqu'à adresser à des éleveurs une liste des médicaments disponibles à des coûts alléchants.

Des vétérinaires l'ont finalement dénoncé à sa corporation professionnelle.

« De la façon dont il a exercé ses activités professionnelles, le vétérinaire Seyer a laissé l'éleveur sous l'impression qu'il peut soigner lui-même ses animaux sans qu'ils aient été préalablement examinés par un vétérinaire. De ce fait, il expose l'éleveur à utiliser d'une façon inconsidérée et dangereuse des médicaments dont il ignore tout à fait la portée et les dangers pour le troupeau et les consommateurs qui utilisent les produits provenant de ces animaux », écrit le comité de discipline de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

« La consommation sans nécessité ou excessive de médicaments peut s'avérer nocive et dangereuse pour la santé des animaux et ultimement pour celle du public consommateur », ajoute-t-il.

Le vétérinaire Seyer a écoupé une amende de 12 000 \$ et a été radié pour une période d'un an.

Audioprothésiste

Pour sa part, l'audioprothésiste François Laplante, de Sherbrooke, a dû payer une amende de 12 000 \$ et a été radié pour cinq mois.

Il a été démontré qu'il avait facturé à la Commission de la santé et de la sécurité du travail, à 12 reprises, des services professionnels qu'il avait rendus lui-même alors qu'il prétendait qu'ils avaient été rendus par le manufacturier des prothèses auditives déficientes.

L'audioprothésiste Laplante a également caché à un bénéficiaire que la CSST contribuait pour la somme de 940 \$ à l'achat d'une prothèse auditive de 1640 \$.

Ce tour de passe-passe lui a permis d'encaisser les deux montants.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Les vacances de **VOTRE ENFANT**, c'est le temps d'y voir...

VENEZ RENCONTRER
LES SPÉCIALISTES DES
VACANCES-ENFANTS À LA
FOIRE
DES CAMPS DE VACANCES

La Presse

DU 2 AU 5 MARS
AU COMPLEXE DESJARDINS,
MONTREAL
30 camps accrédités sur place

Renseignements:
(514) 252-3113
1 800 361-3586
ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC

NE MANQUEZ PAS CE CAHIER SPÉCIAL SAMEDI DANS LA PRESSE

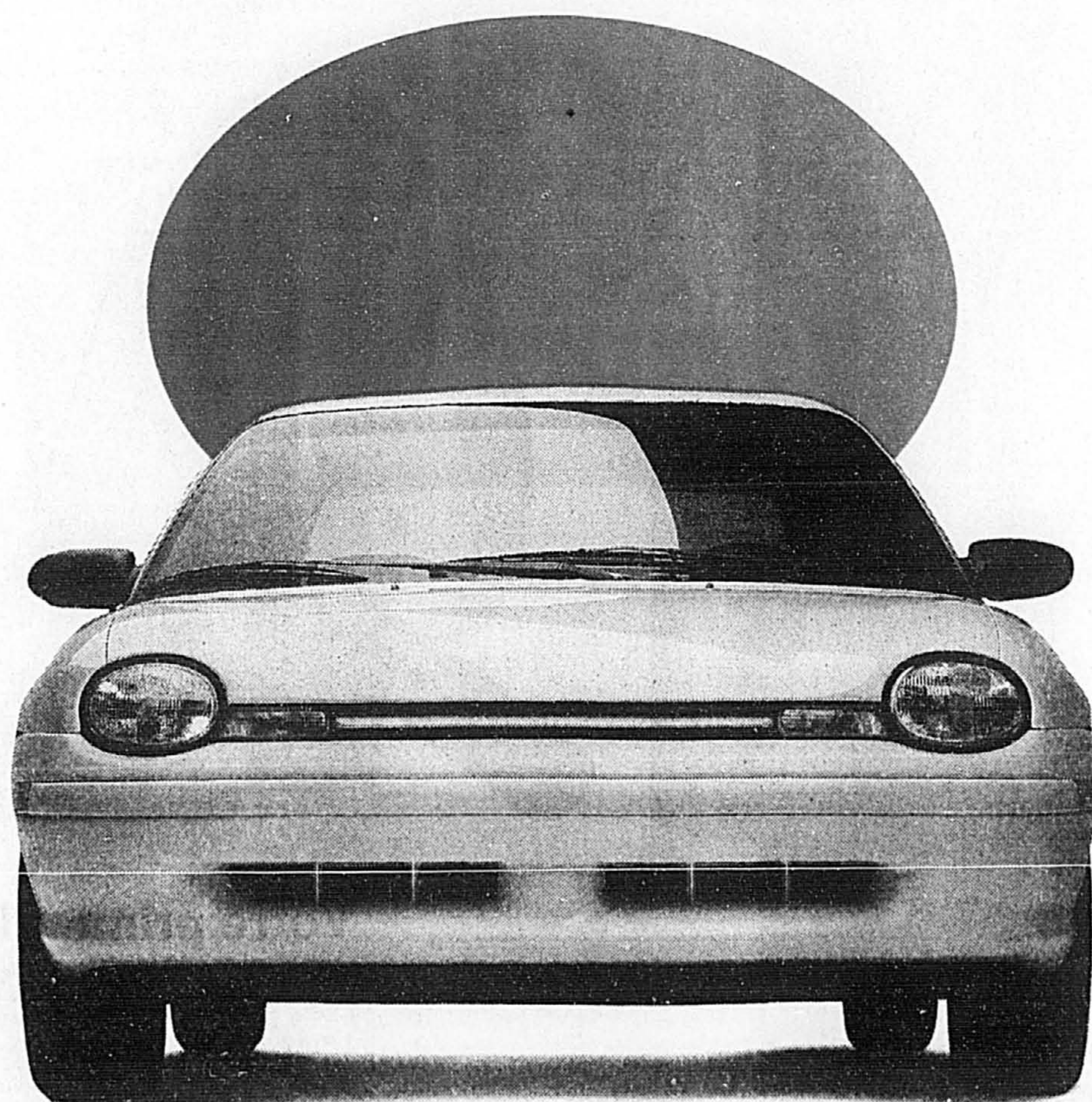
Les spéciaux du client CHRYSLER

Allô le prix!

13 995\$*

Allô la différence!

**CLIMATISEUR ET
BOÎTE AUTOMATIQUE
INCLUS.**



C'est le temps plus que jamais de mettre le grappin sur une fringante Neon, la compacte la plus populaire au pays. Passez chez votre concessionnaire Chrysler et profitez de ce généreux rabais sur la «Voiture de l'année en 95» et la «Meilleure voiture économique en 95» selon l'Association des journalistes automobile du Canada.



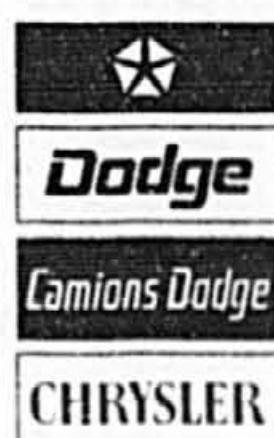
Ensemble 22D comprenant :

- Coussins gonflables jumelés
- Poutres de sécurité dans les portières
- Climatiseur
- Boîte automatique
- Moteur 2L à 16 soupapes de 132 ch (98 kw)
- Espace pour 5 passagers
- Concept d'habitacle avancé
- Suspension indépendante aux quatre roues
- Direction et freins assistés
- Radio AM/FM stéréo

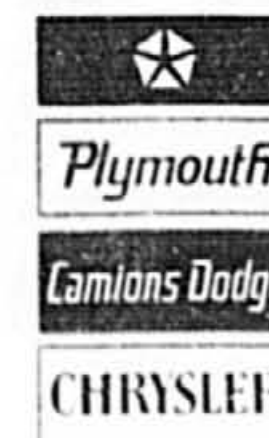
neon

VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER.

QUELQU'UN DE FIABLE.



* Le véhicule peut différer légèrement de celui illustré. Cette offre remplace et annule toutes offres précédentes de Chrysler Canada. Frais de transport (600 \$) exclus. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre d'une durée limitée. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Il peut être nécessaire de commander le véhicule auprès de celui-ci. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



**Square
DE LANOUE**
ÎLE DES SOEURS

TOUT BÉTON, PISCINES, AIR CLIMATISÉ, ALARME, RANGEMENT AU SOUS-SOL,
BALCON, ENTRÉES LAVEUSE/SECHEUSE, 5 % S.C.N.L.

AUCUNE OFFRE RAISONNABLE
REFUSEE!

SEULEMENT
5
UNITÉS

LAVEUSE
SECHEUSE
REFRIGERATEUR
CUIVRIERE
LAVE-VAISSELLE
EN PRIVE

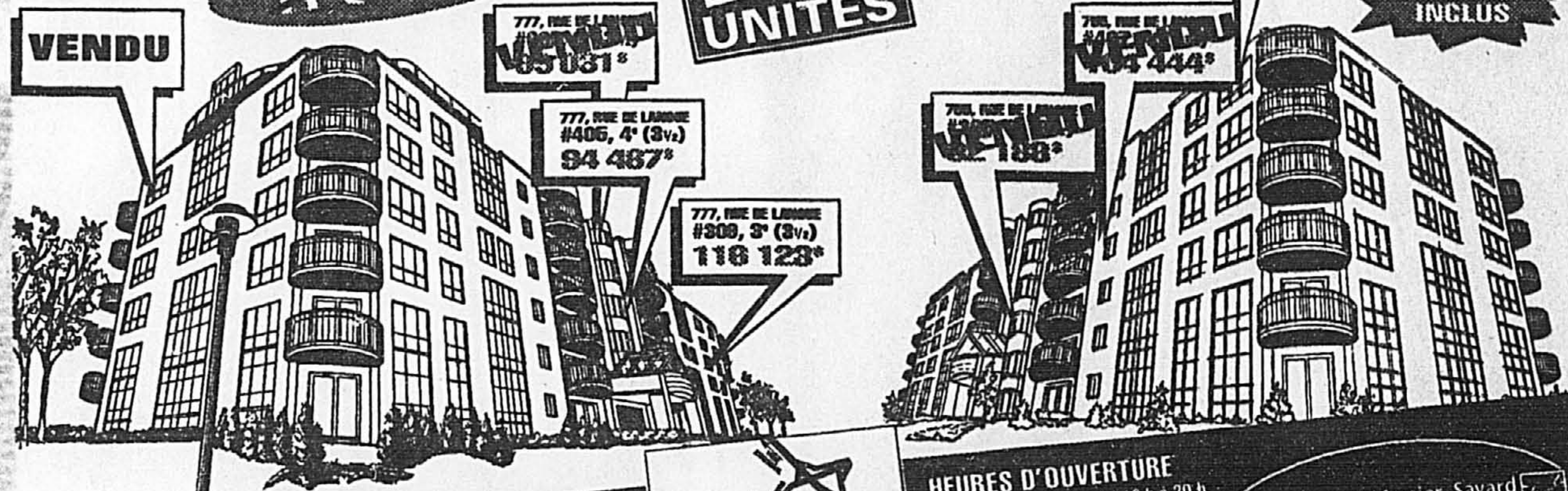
6.5%
SI NOTARIÉ AVANT
LE 5 MARS 95
TERME D'UN AN
GARANT

VENDU

VENDU

VENDU

**GARAGE
INTERIEUR
INCLUS**



BUREAU DES VENTES
755, rue de Lanoue, #201
777, rue de Lanoue
ÎLE DES SOEURS, VERDUN



HEURES D'OUVERTURE
Du lundi au vendredi : de 9 h à 20 h
Samedi et dimanche : de 10 h à 17 h
766-7111

Thibault, Messier, Savard
ET ASSOCIES
COURTIER IMMOBILIER

Le plasma provenant de séropositifs peut freiner l'évolution du sida

Associated Press
WASHINGTON

■ Une étude réalisée par des médecins français montre que des transfusions de plasma provenant de séropositifs peuvent freiner l'évolution du sida. Mais le bénéfice de cette immunothérapie passive ne semble pas dépasser un an.

Les résultats de l'étude des Drs Daniel Vittecoq et Jean-Jacques Lefrère ont été publiés cette semaine dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

L'expérimentation a été effectuée auprès de 82 sidéens ne présentant pas d'infections opportunistes, provoquées par l'affaiblissement des défenses immunitaires. Pendant un an, 41

malades appartenant au groupe traité ont reçu toutes les deux semaines des transfusions de plasma provenant de séropositifs ne présentant pas de symptômes.

Les 41 autres patients appartenant au groupe témoin ont eux reçu du plasma normal, ne contenant pas d'anticorps. L'expérience s'est déroulée en double aveugle : ni les malades, ni les médecins ne savaient quel plasma avait été transfusé.

Selon les chercheurs, le traitement a retardé durant la première année chez les patients du groupe traité l'apparition d'infections opportunistes, de cancers, et réduit le nombre des symptômes. On a enregistré sept décès dans le groupe traité et 11 dans le groupe témoin.

L'OMS dévoile la nouvelle composition du vaccin anti-grippe 1995-96

Agence France-Presse
GENÈVE

■ L'Organisation mondiale de la santé a annoncé hier la nouvelle composition du vaccin anti-grippe pour la saison 1995-1996, qui devrait permettre d'éviter l'infection dans quatre cas sur cinq.

Des pandémies grippales majeures se déclarent au moins trois fois par siècle et font des

millions de morts. Celle de 1918 a provoqué de 20 à 40 millions de décès dans le monde. La pandémie de Hong Kong a entraîné le décès d'environ 30 000 personnes aux États-Unis en 1968.

L'OMS recommande particulièrement le vaccin aux personnes âgées, aux sujets immunodéprimés, aux diabétiques et à tous ceux qui souffrent de maladies cardiaques ou pulmonaires chroniques.

L'ÉVÉNEMENT CLINIQUE CHEZ EATON AVEC UNE PRIME

La nouvelle Crème rénovatrice pour peaux sèches

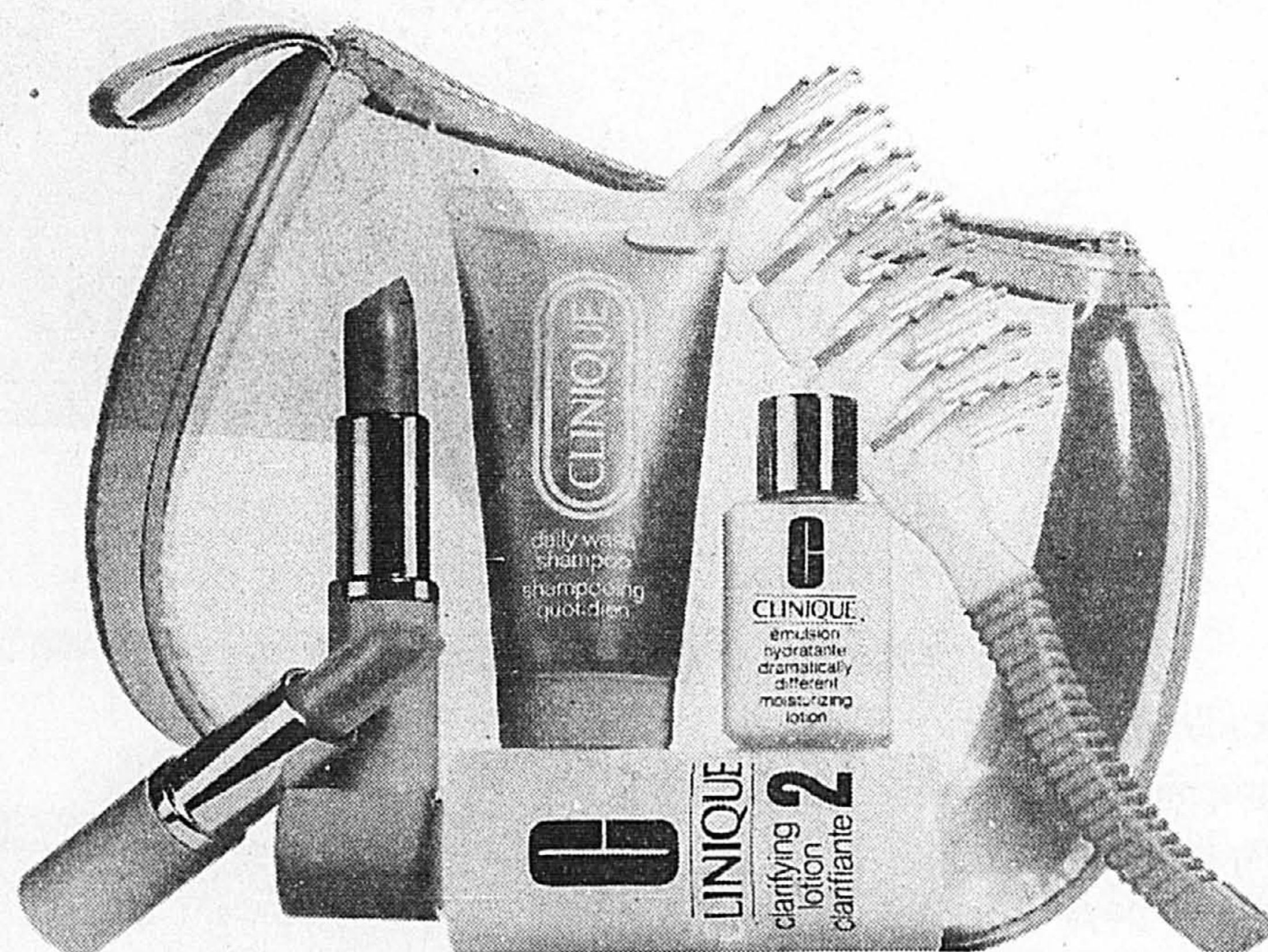
Une version adoucie de la Crème rénovatrice bien connue de Clinique, adaptée aux peaux sèches ou délicates. Contribue à la régénération et à l'hydratation de ces types de peau.

Crème rénovatrice, 60 mL, ou
Crème rénovatrice pour peaux
sèches, 60 mL.
Au choix, **37 \$**
Aussi offert : crayon-ombre à
paupières en un. **19 \$**



CLINIQUE

Soumis à des tests d'allergie.
100% non parfumé.



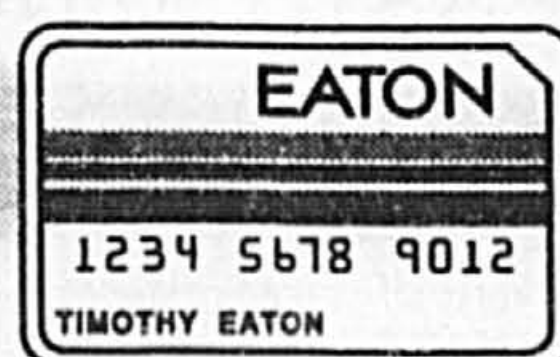
Votre prime Clinique

Avec tout achat de 19 \$ ou plus de produits Clinique, vous recevrez, sans frais supplémentaires, la prime «Petites Célébrites».

La prime comprend :

- Rouge à lèvres différent «Sugared Grapefruit»
- Rouge à lèvres indélébile «Plum Jam»
- Shampoing quotidien 25 mL
- Lotion clarifiante 2,60 mL
- Lotion hydratante Tellement différente 20 mL
- Brosse à cheveux
- Pochette à produits de beauté.

Offre en vigueur jusqu'au dimanche 26 février 1995. Une prime par personne. Vendus dans tous les magasins Eaton. Rayon des produits de beauté, 313. Achats en personne seulement.



EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Le jury le déclare coupable après un interminable procès

YVES BOISVERT

■ L'initiation au droit criminel du juge Herbert Marx aura été pénible. Parce qu'il n'a pas su limiter les débats, 12 citoyens ont été plongés pendant trois mois dans l'interminable procès pour meurtre d'Alvaro Olivera, procès prévu au départ pour... trois semaines!

Olivera, 32 ans, a été déclaré coupable hier du meurtre prémédité d'un de ses «amis», Sergio Caramelo.

Olivera était amoureux de la fiancée de Caramelo, un étudiant de McGill âgé de 27 ans. Le jeune homme a été retrouvé éborgé dans son appartement de Rosemont le 30 juillet 1993.

Le procès a commencé le 17 octobre 1994. Pendant cinq semaines, avant que le jury ne soit convoqué, l'avocate de la défense, Me Thérèse Jaworski-Kennedy, a tenté de faire déclarer inadmissibles les trois déclarations de l'accusé recueillies par la police. Dans

deux de ces déclarations, Olivera avouait le meurtre.

Une fois les déclarations de l'accusé jugées admissibles, le jury a été convoqué, le 21 novembre.

La preuve de la Couronne (Me France Charbonneau), si l'on compte uniquement l'interrogatoire des témoins, tient en moins de trois jours.

Mais les contre-interrogatoires de la défense ont été interminables. La défense a ensuite fait venir à la barre 42 témoins.

Manifestement peu familier avec le droit criminel, le juge Marx, qui siège normalement à la chambre civile, a laissé s'étirer les débats ad nauseam, probablement de peur de brimer les droits de l'accusé.

Finalement, le jury, après deux jours et demi de délibération, a déclaré Olivera coupable de meurtre au premier degré, ce qui entraîne automatiquement une peine d'emprisonnement à perpétuité sans libération conditionnelle avant 25 ans.

«Pour rouler en toute quiétude, j'assure mon auto chez Wawanesa.»

Aujourd'hui, la solidité financière de son assureur, c'est très important. C'est pourquoi Wawanesa assure mon auto:

- bons taux
- protections fiables
- modalités de paiement pratiques
- règlement rapide des réclamations et
- du service dans 54 bureaux.

Choisir Wawanesa, c'est facile et rassurant.

Wawanesa

assure vos biens...bien!

MONTREAL ET ENVIRONS: 342-2211 Bureau principal: 8585, boul. Décarie EST ET BANLIEUE EST: 1265, av. du Mont-Royal Est, Bur. 200. 3326, rue Ontario Est. 3900, rue Jean-Talon Est. 6313, rue Sherbrooke Est. Repentigny. 148A, rue Notre-Dame 581-7998
NORD ET BANLIEUES NORD: 10 414, rue Lajeunesse. Montréal-Nord. 5059, boul. Henri-Bourassa Est. Rivière-des-Prairies. 8283, boul. Maurice-Duplessis. Laval. 1280, boul. Curé-Labelle. 798, boul. des Laurentides. 4745, boul. des Laurentides. 3161D, boul. Dagenais Ouest. St-Eustache. 394, boul. Arthur-Sauvé 472-2003. Ste-Thérèse. 138, boul. Labelle 433-9555. Terrebonne. 1265, boul. des Seigneurs 492-1088
LASALLE, VERDUN ET SUD: Beaucourt. 507, boul. Laurier 446-1297. Châteauguay. 119, boul. d'Anjou 691-7145. Greenfield Park. Mail Carnaval, 999, boul. Taschereau. LaSalle. 7925, boul. Newman, Bur. 201. Longueuil. 1402, chemin de Chambly. St-Hubert. 5851, boul. Cousineau. Valleyfield. Carrefour Dufferin, Bur. 200 377-1862. Verdun. 5369, av. Verdun
BANLIEUES OUEST: Dorion. 371, boul. Harwood 424-0741. Pointe-Claire. Promenades Pointe-Claire, 1000, boul. St-Jean, Ste 105

©1995. La compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa. Fondée au Canada en 1896.

Formation

FORMATION
PROFESSIONNELLE
CONTINUE

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

CONCEVOIR UNE ACTIVITÉ DE FORMATION

Connaître et appliquer une méthode structurée pour concevoir une activité de formation. S'adresse aux non-initiés.

par Daniel Baril, Ph.D. Éducation, président du Cabinet conseil Ergon inc.

Les jeudi 9 et vendredi 10 mars. 9 h à 17 h. 1,4 UFC - 575 \$ (TPS et TVQ en sus)

Réduction de 15%
accordée pour inscription
15 jours ouvrables avant la
tenue de l'activité

ANIMER UNE ACTIVITÉ DE FORMATION

Permettre aux formateurs de développer ou d'enrichir leurs techniques d'animation pour intervenir plus efficacement.

par Daniel Baril, Ph.D. Éducation, président du Cabinet conseil Ergon inc.

Les jeudi 6 et vendredi 7 avril, 9 h à 17 h. 1,4 UFC - 575 \$ (TPS et TVQ en sus)

Renseignements : (514) 343-6990 ou 1 800 363-8876

LA COMMUNICATION DE L'EXPERIENCE

LA POLITIQUE DES PLUS BAS PRIX GARANTIS

Nous sommes si convaincus que **NOS PRIX SONT LES PLUS BAS** que si vous trouvez un article identique à moindre prix, nous battons ce prix de 5%!*
* Certaines conditions s'appliquent

BouClair

NOUVEAU!

GRATUIT
SERVICE DE
DÉCORATION
à domicile
SANS OBLIGATION!
(514) 331-1300

L'ARRIVÉE DES DRAPERIES POUR LE PRINTEMPS 1995!



Des résultats professionnels aussi simples que 1,2,3!

Une valeur allant jusqu'à \$22.00/m!

À PARTIR DE

\$4.99

m

VOUS ÉPARGNEZ JUSQU'À

\$17.00

LE MÈTRE!

20% 40% 60% 50%

COMMENT TROUVER DE VRAIES ÉCONOMIES SUR LES TISSUS:

Quand nos concurrents parlent d'économies de 60% sur les tissus à draperies, ils parlent d'économies sur leurs *prix réguliers*. Chez BouClair, nous réduisons nos prix déjà très bas jour après jour - nos bas prix sont déjà plus bas de 1/3 du prix régulier de nos concurrents. Donc pour de beaux tissus importés et de marques renommées...

MAGASINEZ CHEZ BOUCLAIR - POUR DE VRAIES ÉCONOMIES JOUR APRÈS JOUR!

CRÉEZ VOS PROPRES RECOUVREMENTS DE FENÊTRES!*

À PARTIR DE

\$61.88

VOUS ÉPARGNEZ JUSQU'À

\$210.80

ENEZ VISITER NOS CENTRES DE LIQUIDATION "Hors-Taxes" au 3350 boul. St-Martin, Laval & aux Galeries St-Laurent à 2009, Marcel-Laurin. Certaines conditions s'appliquent. Le choix d'articles offerts peut varier d'un magasin régulier.

NOUVEAUX MAGASINS			
CENTRE-VILLE Place Montreal Trust	LONGUEUIL Place Jacques-Cartier	FAUBOURG DE L'ILE 101, Cardinal Léger, Pincourt	
ST-BRUNO Les Promenades St-Bruno	CENTRE LAVAL Allée centrale près de La Baie	PLACE VERTU 3131, Côte Vertu	

MAINTENANT PLUS DE 50 MAGASINS POUR VOUS SERVIR!

MONTREAL CENTRE-VILLE Place Montreal Trust 1127, boul. Lacordaire JEAN-TALON 4305, Jean-Talon Est	LAVAL 1720, boul. Des Laurentides CURE-LABELLE 965, boul. Curé-Labelle CENTRE LAVAL 1600, boul. Le Corbusier	ST-BRUNO Les Promenades St-Bruno	DOLLARD-DES-ORMEAUX Les Galeries des Sources	LASALLE 2101, Dollard	REPENTIGNY 85, boul. Brien	ST-EUSTACHE 367, Arthur-Sauvé	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU 180, boul. St-Joseph	JOLIETTE 1075, boul. Firestone	FAUBOURG DE L'ILE 101, Cardinal Léger, Pincourt	LONGUEUIL Place Jacques-Cartier
		ST-LAURENT Place Veru, 3131, Côte Vertu	ROSEMERE 401, boul. Labelle	LACHINE 2870, Remembrance	TERREBONNE 1350, chemin Moody	ST-JEROME 900, boul. Grignon	ST-CONSTANT 400, route 132	GRANBY 14, Simonds Sud	ST-HYACINTHE 2265, Casavant Ouest	

* Basé sur les 12.4 m de tissu à draperies requis pour créer le recouvrement de fenêtre #3

Les gens d'affaires n'ont jamais été aussi heureux de se tromper.



Une étude menée par Impact Recherche du 22 novembre au 1^{er} décembre 1994 démontre que les gens d'affaires surévaluent le coût de l'interurbain Bell. En moyenne, un appel interurbain est 66 % moins cher que ce que l'on croit. Parlez-en à nos conseillers. Composez le 1 800 363-BELL.

AVANTAGE



OTTAWA ÉVITE DE PAVOISER

Le gouvernement de Jean Chrétien se réjouit des résultats du sondage CROP-Environics-Radio-Canada démontrant qu'une majorité de Québécois s'oppose à la souveraineté, mais il évite de pavoiser, du moins publiquement. Le Bloc québécois, de son côté, croit qu'il peut encore gagner le référendum malgré l'écart de 20 pour cent qui sépare les deux camps, soutenant qu'il sera en mesure d'aller chercher les appuis nécessaires durant la campagne référendaire. « Les résultats concordent avec le message que nous recevons, à savoir que la grande majorité des Québécois veut rester au sein du Canada, a déclaré la vice-première ministre, Sheila Copps. Il ne faudrait pas être trop présomptueux, mais cela augure bien pour le référendum parce que l'écart est assez important. » Interrogée à savoir si elle ne craignait pas que le gouvernement péquiste reporte la date de la consultation populaire à un moment jugé plus favorable, Mme Copps a dit croire que le premier ministre Jacques Parizeau respectera son engagement de tenir le référendum en 1995.

Le député bloquiste Gilles Duceppe a fait valoir de son côté que l'appui à la séparation pure et dure s'élevait à 40 pour cent, selon le sondage rendu public jeudi soir, et que « nous allons construire là-dessus ». Il y a une campagne référendaire à venir et nous partons à 40 pour cent. Nous allons construire sur cela. Nous voulons toujours un référendum gagnant, et nous allons le gagner », a-t-il déclaré à l'issue de la période quotidienne des questions à la Chambre des communes.

LE TEMPS DE TRANCHER

Le ministre québécois des Transports, Jacques Léonard, estime que les Québécois « ont trop attendu » pour trancher la question de la souveraineté et reconnaître que la situation actuelle « est invivable », et il admet difficilement l'idée de repousser le référendum au-delà de 1995. Réagissant, hier, aux informations qui laissent entendre que de plus en plus de stratégies souverainistes songent à repousser la tenue du référendum promis par le premier ministre Jacques Parizeau pour 1995, M. Léonard a admis que « si on regarde la réalité de certains sondages », il y a encore beaucoup de gens à convaincre pour faire passer l'option. M. Léonard a précisé qu'il ne faut surtout pas prendre des décisions en fonction des sondages et qu'il appartient au seul premier ministre Parizeau de décider du déclenchement de la campagne référendaire.

LAROSE RESTE OPTIMISTE

En dépit des difficultés de l'option souverainiste dans les sondages, le président de la CSN, Gérard Larose, estime qu'il n'y a pas lieu de reporter le référendum. En conférence de presse, hier à Montréal, M. Larose a dit croire que quelques mois de véritable débat référendaire suffiront à convaincre une majorité de Québécois à joindre le camp souverainiste. Commentant plus spécifiquement le sondage rendu public par Radio-Canada et CBC jeudi soir, M. Larose a fait valoir que les résultats de cette consultation ont le mérite de clarifier la situation. « On sait maintenant que du côté des alternatives (à la souveraineté), il n'y a rien, a soumis le président de la CSN. Si ce n'est pas oui, ce sera un non sur toute la ligne pour le Québec ». De l'avis de M. Larose, la tâche des souverainistes sera de bien faire comprendre aux Québécois qu'un non signifiera le statu quo.

DÉCLARATION DE SOUVERAINETÉ

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) a rendu publique, hier, sa Déclaration de souveraineté qu'elle souhaite voir devenir le préambule du projet de loi portant sur la souveraineté du Québec. Selon le président de la centrale syndicale, M. Gérard Larose, ce préambule se veut être une déclaration solennelle contenant les valeurs fondamentales et les grands objectifs sociaux qui serviront de base à la nation du Québec et dont pourra s'inspirer la future constitution québécoise. C'est par une forte majorité que les 1600 délégués de la CSN, réunis au Palais des Congrès de Montréal, dans le cadre de leur 8e congrès extraordinaire, ont voté en faveur de l'adoption de la Déclaration de la souveraineté. En conférence de presse hier, M. Larose a rappelé que c'était lors de son congrès de 1990 que la CSN s'était prononcée majoritairement en faveur de la souveraineté, mandant la centrale à en faire la promotion et à participer à tous les débats. « Le second volet consiste à l'implication de la CSN dans les commissions régionales, ce que nous faisons actuellement. Neuf représentants ont été nommés pour agir à titre de commissaire dans les 15 commissions mises en place. Finalement, la CSN travaille à la mise en place de sa propre structure référendaire », a indiqué M. Larose.

Raymond Gervais

Jacques Parizeau ouvre la porte à une modification de la question référendaire

« Il y a manifestement un os avec cette question », croit le premier ministre



Jacques Parizeau : « Cela fait quelque temps déjà que je dis que la question pourrait être différente. Je garde l'esprit ouvert à des changements. »

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne
SHERBROOKE

Le premier ministre du Québec Jacques Parizeau reconnaît que la question formulée dans l'avant-projet de loi sur la souveraineté pose un problème à plusieurs Québécois. Il dit garder de plus en plus « l'esprit ouvert » à des changements.

« Il y a manifestement un os avec cette question », a reconnu vendredi soir M. Parizeau alors qu'il s'apprêtait à assister à un Gala en Estrie.

Un sondage de la firme CROP rendu public jeudi par Radio-Canada indiquait que 60 pour cent des Québécois voteraient NON à la question telle que formulée dans l'avant-projet de loi sur la souveraineté. La proportion d'appuis ne serait que de 40 pour cent, soit les mêmes proportions qu'au référendum de mai 1980.

M. Parizeau a expliqué que les 22 000 personnes qui ont témoigné devant les commissions régionales jusqu'à maintenant avaient formulé quelque 200 propositions de questions différentes de celle déjà mise de l'avant par le gouvernement.

« Cela fait quelque temps déjà que je dis que la question pourrait être diffé-

rente. Je garde l'esprit ouvert à des changements », a dit le premier ministre.

Selon lui, « il faut chercher des convergences pour recueillir un maximum de OUI » lors du référendum.

Plusieurs suggestions de correction à la question ont été formulées par le Comité des jeunes du Parti québécois, ou même par l'animateur radiophonique Gilles Proulx, a rappelé le chef du gouvernement.

Quant au député péquiste de Johnson et délégué régional de l'Estrie, Claude Boucher, il y est allé de sa suggestion hier. M. Boucher a proposé « une question élastique qui placerait le Canada anglais devant le dernier des ultimatus : vous nous donnez les pouvoirs qu'on réclame depuis 30 ans, et ce n'est pas négociable, ou bien on déclare la souveraineté ».

M. Parizeau a aussi noté que si les gens rejettent la question formulée, « ils acceptent l'avant-projet de loi morceau par morceau ».

Par exemple, si la souveraineté comportait une garantie d'association économique avec le reste du Canada, le taux d'appui grimpe à 57 pour cent.

« Les gens ont besoin d'assurances et cette constatation nous indique notre

tâche, a poursuivi M. Parizeau. Si les Québécois ont les assurances qu'ils recherchent, ils vont voter pour la souveraineté. »

Par ailleurs, les souverainistes seront plus agressifs à l'endroit du clan adverse, a promis M. Parizeau. « On n'est pas suffisamment agressif sur la façon dont fonctionne le régime fédéral », a-t-il dit.

Par exemple, plusieurs porte-parole fédéraux parlent d'un « statu quo évolutif ». Se moquant de cette formule, M. Parizeau a dit : « On ne peut pas flouer tous les gens tout le temps. »

Enfin, M. Parizeau a écarté toutes les spéculations sur la date du référendum. Il a ironisé au sujet d'un journaliste d'un quotidien montréalais qui parlait il y a une semaine d'un référendum en juin et qui parlait hier d'un référendum en septembre. « Il a créé la nouvelle pour juin, puis il la recrée pour septembre », a-t-il dit.

D'autres parlaient même hier d'un référendum reporté de deux ans. « C'est sans doute parce que c'est l'année où Hong-Kong va rentrer en Chine », a-t-il encore ironisé.

Plus tard en soirée, M. Parizeau devait participer à une fête donnée en l'honneur de la députée de Sherbrooke, Marie Malavoy, à l'occasion du « lancement de l'année référendaire ».

Deux étudiants proposent de recentrer le débat sur un projet de société

PAUL ROY

« Les arguments d'ordre économique et juridique ne sont pas la meilleure façon de persuader les Québécois de se donner un pays. »

Pour Patrice Pagé et Hugo Roy, il existera toujours un argument économique pour appuyer la souveraineté et un autre pour la réfuter. Et tout cela ne sera que pure spéculation, disent-ils, « car personne ne sait exactement ce qu'il adviendra des taux d'intérêt ou de l'intégrité territoriale le lendemain du référendum ».

Témoignant hier devant la Commission de Montréal sur l'avenir du Québec, les deux étudiants — le premier est inscrit à l'école du Barreau de Montréal ; le second poursuit des études de deuxième cycle en littérature à l'université McGill — ont proposé de recentrer le débat sur un projet de société.

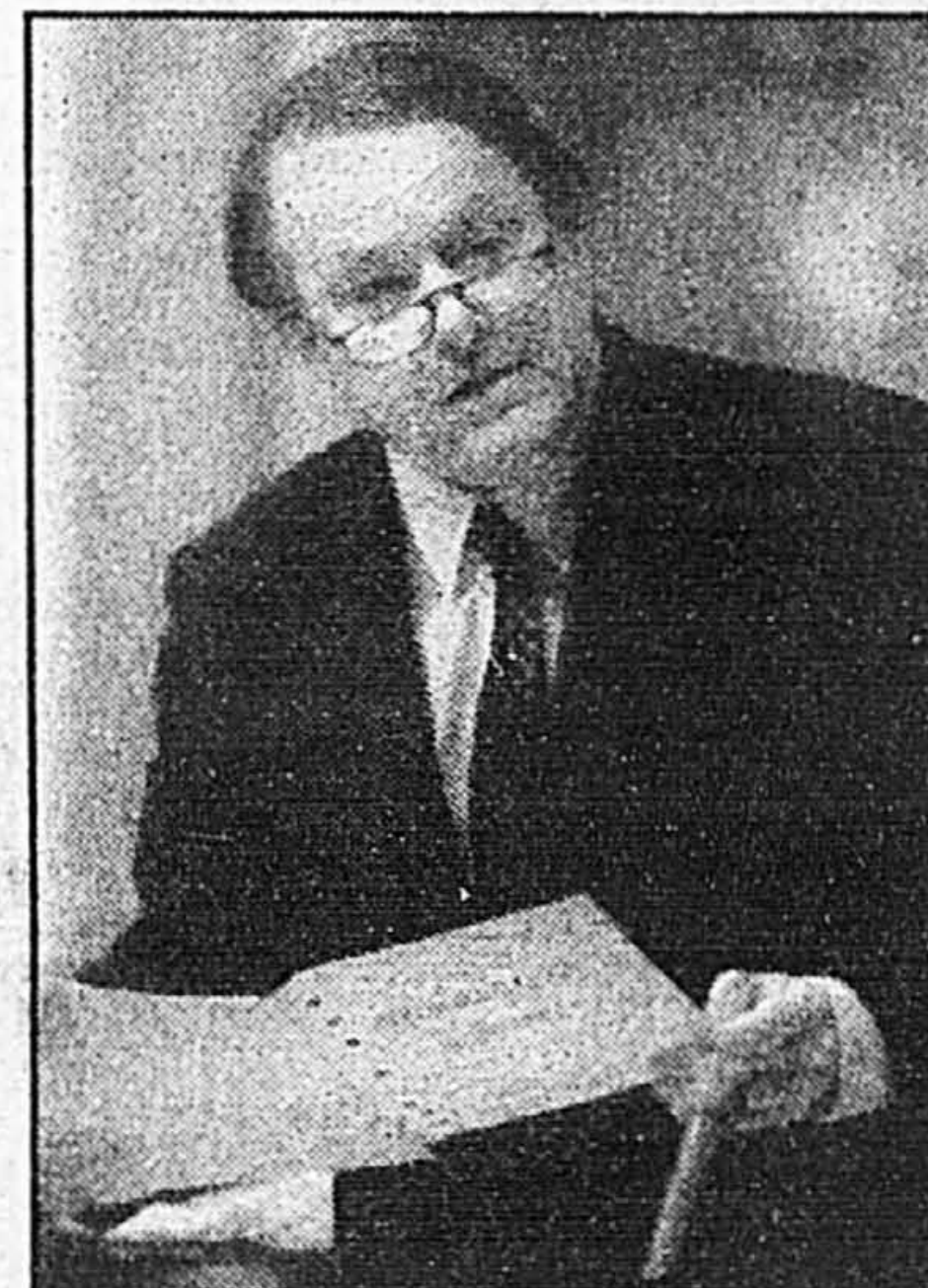
Parlant au nom du Collectif d'universitaires pour l'avenir du Québec, qui regroupe une dizaine d'étudiants provenant de différentes universités québécoises, MM. Pagé et Roy ont dit croire que plusieurs souverainistes se manifesteraient « si un discours moins exclusif émergeait ».

Aussi, dans le mémoire d'une vingtaine de pages qu'ils ont présenté hier à la Commission, parlent-ils abondamment d'éducation, de culture, de rigueur, de solidarité et de justice sociale.

« Offrons une société différente aux jeunes, a dit Hugo Roy, 24 ans, aux commissaires. Ça, c'est mobilisateur ! »

Interrogé par une commissaire sur sa définition de justice sociale, Patrice Pagé, 22 ans, a répondu : « Ne pas toujours s'attaquer aux personnes les plus faibles de notre société. »

Les deux étudiants ont reçu les remerciements expressés de plusieurs commissaires et les applaudissements sentis de l'assistance d'une centaine de personnes, à l'issue de leur prestation.



Le vice-premier ministre Bernard Landry a remercié les représentants du Collectif d'universitaires pour l'avenir du Québec « de nous rappeler qu'on ne fait pas la souveraineté pour des raisons comptables ».

Le vice-premier ministre Bernard Landry les a remerciés « de nous rappeler qu'on ne fait pas la souveraineté pour des raisons comptables ». D'autant plus, n'a-t-il pu s'empêcher d'ajouter, que « tous les pays du Nord à économie de marché sont riches ». « Or, nous sommes une économie de marché... Et sommes-nous assez au Nord à votre goût ! »

Pont fragile

Plus tôt, en début d'après-midi, un mémoire soumis par la Fédération des

groupes ethniques du Québec n'avait pas fait une aussi belle unanimité au sein des membres de la Commission, qui se réunissait au collège André-Grasset, dans le Nord de la ville.

Il faut dire que la Fédération, qui dit regrouper une trentaine d'ethnies, est résolument fédéraliste.

« Nous avons cheminé ensemble avec le débat sur la réforme constitutionnelle jusqu'à la rivière, a rappelé son président, Jean Taranu. Et maintenant, le Parti québécois nous invite à passer sur son pont de la bonne vieille souveraineté-association dont le reste du Canada ne veut pas. Votre pont est trop faible et nous risquons tous de nous écrouler avant d'être arrivés de l'autre bord. »

Mais là où M. Taranu a choqué certains commissaires, c'est quand il a évoqué « les tendances xénophobes affichées par une frange du mouvement nationaliste québécois », et fait l'apologie du multiculturalisme canadien.

« Je suis originaire du Chili et j'ai été élu par une majorité de Québécois francophones, a souligné le député du Bloc québécois Oswaldo Nunez. Ma société d'accueil, c'est le Québec. »

Lui faisant remarquer qu'au Québec, tous les partis et tous les leaders politiques s'opposent au multiculturalisme, Bernard Landry a demandé à M. Taranu : « Vous vous attaquez à un des grands consensus de la société québécoise ; est-ce que vous n'êtes pas en train de demander à la société québécoise de s'adapter à vous ? »

Sang impur

En fin d'après-midi, un dénommé Louis Gauthier, disant représenter le Service d'analyse et d'information stratégique, a prétendu que seuls les Canadiens français de souche avaient le droit de se prononcer sur leur avenir.

Sa proposition a été reçue assez sèchement, le commissaire Jacques Bellemare lui demandant : « Comment allez-vous vous assurer de la pureté du sang des voteurs ? »

Monique Simard garde le cap sur 1995

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le gouvernement Parizeau ne s'est jamais engagé à tenir son référendum avant l'été, a fait remarquer hier la vice-présidente du PQ, Monique Simard.

« On a toujours parlé de 1995. Pour beaucoup de monde, c'était sûr que c'était le printemps, alors que cela n'a jamais été arrêté pour le printemps », a-t-elle soutenu.

« On a toujours parlé de l'horizon 95. Il y a un scénario de printemps et un autre d'automne, a-t-elle fait valoir. Il n'y a rien de changé pour le moment, on reste toujours en 1995. »

« Comme n'importe qui, on va choisir le moment opportun », ajoute-t-elle.

Au gouvernement, tout est mis en place pour libérer les mois de mai et juin pour la campagne référendaire. Le mot d'ordre de l'entourage de Jacques Parizeau est de se préparer pour un vote avant la Saint-Jean, entend-on. Mais en coulisses, de plus en plus de péquistes souhaitent repousser le référendum devant des sondages où la popularité de la thèse souverainiste paraît pîétiner entre 40 et 45 p. cent. Ardent souverainiste, Gérard Larose, souligne qu'il n'y a pas d'unanimité sur l'interprétation à donner à ces chiffres. « Est-ce que cela peut bouger ? En tout état de cause, il faut tout mettre en place pour que cela bouge », résume-t-il. Bien qu'à Québec plusieurs spéculent sur la volonté de Jacques Parizeau d'aller tout de même de l'avant avec son agenda référendaire, même si les son-



La vice-présidente du PQ, Monique Simard : « Le gouvernement Parizeau ne s'est jamais engagé à tenir son référendum avant l'été ».

Monique Simard de son côté reste évasive quand on lui demande si un référendum en 1995 est incontournable. « Cela reste toujours la perspective », a-t-elle dit. En janvier, Mme Simard avait soutenu qu'une nouvelle liste électorale permanente — imposable pour un référendum avant l'été — était nécessaire avant d'appeler les Québécois aux urnes. Depuis il est apparu clairement que cette liste ne pourrait être disponible si le référendum avait lieu en mai ou juin. « L'absence d'une telle liste reste un embêtement », dit Monique Simard.

« On a répété et répété qu'il n'était pas question de tenir le référendum sans cette liste. Cela aussi peut affecter la date du référendum », a-t-elle laissé tomber. Le ministre responsable du dossier Guy Chevrette, a toutefois indiqué que « d'autres mesures » pourraient être adoptées pour garantir que les inscrits auront qualité d'électeurs. « Cela peut prendre un certain temps, on ne parle pas d'années, ni de mois, mais de semaines », indique de son côté Mme Simard.

Elle avoue avoir « rigolé » quand elle a vu dans les journaux des commentaires de M. Chevrette voulant que le référendum puisse avoir lieu aussi tôt qu'en avril, une échéance quasiment impossible.

Dans l'entourage de Jacques Parizeau, on soutenait hier que les sondages internes montraient clairement que la population souhaitait un référendum au cours de l'année 1995. Mais on affirme ne pas avoir sondé s'il y avait une préférence pour le printemps ou l'automne.

Une charte des droits de la jeunesse réclamée

DENIS LABRECQUE
de la Presse Canadienne
VAL-D'OR

La constitution d'un éventuel Québec souverain doit comporter une Charte des droits de la jeunesse, selon des porte-parole de la jeunesse de Val-d'Or.

Sans prendre position pour ou contre la souveraineté du Québec, la Compagnie des jeunes de Val-d'Or a formulé sa requête hier devant la commission des jeunes sur l'avenir du Québec en tournée hier en Abitibi.

« Nous voulons une charte, a-t-il expliqué, simplement parce que les jeunes ont peu de pouvoir, parce que même en criant très fort ils réussissent difficilement à se faire entendre aussi bien que les adultes représentant l'industrie, le commerce ou les arts, aussi bien que les corporations professionnelles ou les grands syndicats. »

« La jeunesse demeure la seule ressource renouvelable dont aucun pays se voulant durable ne peut se passer », a ajouté M. Gagné. Selon lui, la meilleure façon de reconnaître l'importance de la jeunesse, c'est d'inscrire ses droits dans la constitution, la mère de toutes les lois.

La demande de la Compagnie des jeunes, qui gère la maison locale des jeunes, suppose une modification de l'article trois de l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec. Cet article prévoit que la constitution d'un État québécois comporterait une charte des droits et libertés de la personne de même que la reconnaissance de droits à la communauté anglophone et aux autochtones.

« Si les jeunes n'avaient pas besoin d'une protection spéciale, les Nations unies n'auraient pas adopté une convention des droits de l'enfance, la preuve que la Charte des droits de l'homme de suffit pas », a dit M. Gagné dont l'intervention a chaudement été applaudie.

« Aucune précision n'a été apportée quant au contenu d'une éventuelle charte des droits de la jeunesse, entre autres parce que le train de la consultation est un TGV », a-t-on fait remarquer. L'organisme veut que le gouvernement se prononce sur le principe pour ensuite participer à une réflexion collective sur les droits qu'un Québec souverain est disposé à accorder aux jeunes.

Plus d'une centaine de jeunes ont assisté à la séance de la commission jeunesse tenue au cégep de Val-d'Or. Les préoccupations exprimées par la dizaine d'intervenants allaient du droit à l'éducation à la protection de l'environnement, de la reconnaissance constitutionnelle de l'égalité des couples homosexuels et hétérosexuels au retour du Labrador dans le giron québécois.

Des jeunes ont aussi exprimé leurs inquiétudes face aux revendications territoriales des autochtones. « La plupart des Québécois ont du sang indien dans les veines ; le territoire nous appartient autant qu'à eux », a lancé l'un d'eux. La population valdorienne côtoie quotidiennement les membres des communautés algonguines présentes en Abitibi de même que les cris de la baie James.

POLITIQUE

« Si on dit non, on va en manger une maudite »
— Lucien Bouchard

Presse Canadienne

■ Le chef de l'Opposition officielle à la Chambre des communes, Lucien Bouchard, entend reprendre en force son combat pour faire accéder le Québec à la souveraineté.

« Je me suis ennuyé de la politique », a confié M. Bouchard au cours d'une entrevue hier soir dans sa maison d'Outremont.

Malgré la terrible maladie, la myosite nécrasante, qui a failli lui enlever la vie et l'a laissé amputé d'une jambe il y a à peine un mois et demi, le chef du Bloc québécois se dit d'attaque et prêt à reprendre le collier.

Il dit qu'il n'a pas jeté la serviette et entend bien s'insérer dans le débat sur la souveraineté.

Plus déterminé encore qu'avant sa maladie, le chef du Bloc ajoute : « J'arrive de loin... Ce temps qui m'est donné — car c'est toujours un sursis qui vous est donné — ce temps je vais l'utiliser au maximum, pour les vraies affaires. »

En forme, Lucien Bouchard jouait sur son ordinateur en compagnie de son jeune fils Simon au moment de l'entrevue.

« Je ne veux pas qu'on fasse battre la souveraineté une autre fois, a-t-il dit, toujours animé de la même passion. Car si on dit non, on va en manger une maudite. »

Déjà, son handicap ne semble pas l'empêcher de vivre normalement, et il paraît très sûr de lui avec la prothèse qu'il a appris à maîtriser en un temps record.

Hier, M. Bouchard sortait en compagnie de son épouse, Audrey Best, pour célébrer dans un restaurant bien connu de Montréal son sixième anniversaire de mariage.

Cette semaine marquera le retour du chef politique dans ses fonctions officielles, une entrée qui ne passera pas inaperçue, d'autant plus que M. Bouchard doit rencontrer jeudi le président Clinton, en visite à Ottawa.

Sa rentrée politique — mercredi, à la Chambre des communes — M. Bouchard dit l'avoir planifiée avec soin. « Mon usine à moi, c'est la Chambre des communes », a-t-il dit.

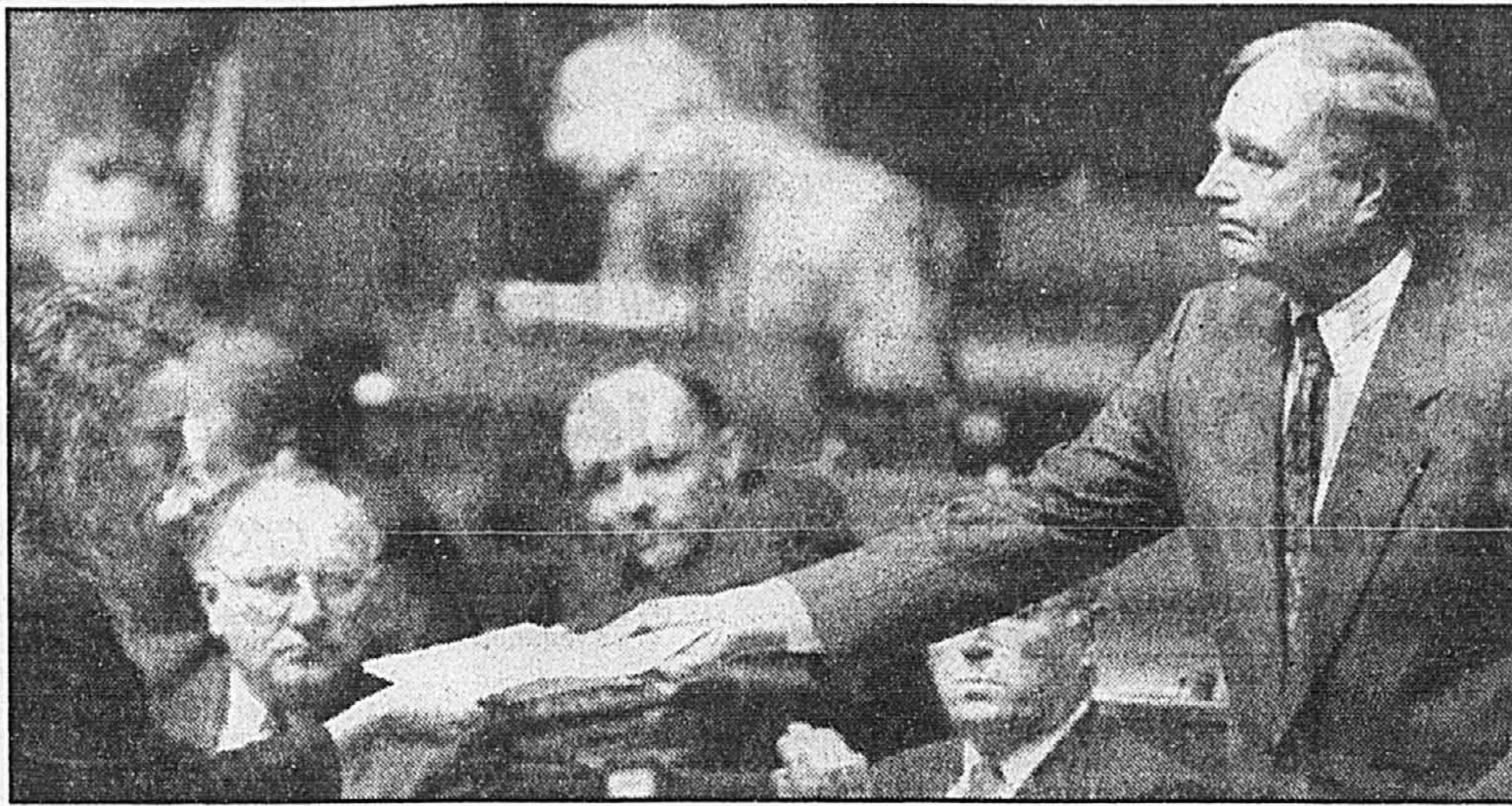


PHOTO CP

Le ministre des Finances Paul Martin a déposé officiellement hier, à la Chambre des communes, le document décrétant une augmentation du prix des cigarettes au Québec et en Ontario.

L'Opposition somme Paul Martin de rassurer les marchés financiers

JOËL BELLAVANCE
de la Presse Canadienne

OTTAWA

■ Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, a été malmené aux Communes par les députés de l'Opposition, hier, à la suite de la décision de Moody's Investors Service de mettre la cote de solvabilité du Canada sous surveillance.

Le dollar canadien, de son côté, a repris hier tout le terrain qu'il avait perdu dans la foulée de l'annonce de l'importante maison de cotation de New York.

Après avoir perdu près d'un demi-cent, jeudi, forçant la Banque du Canada à intervenir en décrétant une hausse d'un demi-point de pourcentage des taux d'intérêt à court terme, le huard a clôturé la journée à 71,29 cents, soit une augmentation de 0,49 cents par rapport à jeudi.

Aux Communes, le Parti réformiste a mené une charge à fond de train contre le plan de réduction du déficit du gouvernement Chrétien, en réclamant des compressions encore plus importantes dans le prochain budget.

Le Bloc québécois, quant à lui, a sommé le ministre Martin d'annoncer la date de son budget afin de rassurer les marchés financiers.

Le ministre Martin s'est voulu rassurant en soutenant que l'objectif de ramener le déficit d'Ottawa à 3 p. cent du produit intérieur brut (PIB) d'ici à 1996-97, ou 25 milliards, est provisoire.

Il a ajouté que son gouvernement tient à éliminer éventuellement ce boulet financier, mais il n'a pas précisé quand cela se produira. Ottawa a toujours accusé un déficit depuis l'exercice financier de 1969-70, année où le gouvernement a enregistré un surplus de 120 millions.

L'an dernier, le déficit a atteint un niveau record de 42 milliards. Cette année, il devrait être inférieur aux 39,7 milliards prévus dans le dernier budget.

« Nous avons toujours dit que l'objectif de 3 p. cent du PIB était un objectif intérimaire que nous allons respecter. Ce sera une réalisation remarquable et nous avons l'intention, en bout de piste, d'éliminer le déficit », a déclaré M. Martin.

Le député réformiste Stephen Harper a immédiatement jugé ces intentions « insuffisantes », d'autant plus qu'elles auront ajouté, après quatre ans, près de 100 milliards à la dette accumulée du pays.

À l'heure actuelle, cette dette s'élève à quelque 548 milliards.

« Afin de rétablir la crédibilité financière du gouvernement au-

près des marchés financiers, le ministre Martin doit se fixer des objectifs qui vont au-delà de 1996-97 et annoncer des compressions encore plus importantes dans son prochain budget », a fait valoir M. Harper.

Moody's se dit inquiète de voir qu'Ottawa n'a pas d'objectifs clairs en matière de réduction du déficit après l'exercice financier de 1996-97, période où la croissance de l'économie canadienne devrait commencer à ralentir, selon les économistes.

Ainsi, la cote AAA sur les obligations du gouvernement fédéral libellées en dollars canadiens et la cote AA1 sur les obligations libellées en devises étrangères pourraient être revues à la baisse.

Économiste en chef chez Lévesque, Beaubien Geoffrion, de Montréal, Clément Gignac a imputé la remontée aussi rapide du dollar canadien à un ensemble de facteurs, notamment le sondage selon lequel une majorité de Québécois s'oppose à la souveraineté et les exportations canadiennes qui ont atteint un autre niveau record l'an dernier.

« La table a été mise pour que le dollar se redresse aujourd'hui (hier). Mais je dois dire qu'il n'y a pas grand monde qui aurait osé dire que le dollar finirait aussi fort », a opiné M. Gignac.

Même les adversaires de Lucien Bouchard ont hâte de le revoir en Chambre

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne

OTTAWA

■ Après seulement deux mois de convalescence, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, fera son entrée aux Communes la semaine prochaine.

Il aura notamment une rencontre de courtoisie privée avec le président américain, Bill Clinton, jeudi après-midi, mais il se peut, selon certaines sources, que M. Bouchard soit en fonction dès mercredi.

La Chambre des communes suspendra ses travaux jeudi pour accueillir le président Clinton, qui prononcera une allocution devant les deux chambres réunies, a confirmé le leader adjoint du gouvernement aux Communes, Alfonso Gagliano.

À Ottawa, députés de toutes tendances politiques attendaient le retour de M. Bouchard avec impatience.

« On lui souhaite la bienvenue et on attend sa force politique », a déclaré la vice-première ministre, Sheila Copps.

Du côté du Parti réformiste, on se réjouissait également du retour de M. Bouchard, un orateur passionné qui ne manquait jamais de faire quelques vagues, a rappelé amicalement la députée Jan Brown.

« Je pense que M. Bouchard a une présence personnelle très forte. a-t-elle dit. Lorsqu'on est tous en Chambre avec lui, le niveau d'énergie augmente. C'est l'une des choses qu'il apporte à la chose politique, a-t-elle ajouté. Il peut être très passionné. Tous les députés aux Communes en profitent car il met tellement de passion dans ses arguments, ses discours et les débats. En son absence, on ne sent pas cela. »

Mme Brown, qui avait déposé la mystérieuse rose jaune sur son bureau en Chambre au moment où il était entre la vie et la mort, a toujours eu une grande admiration pour l'homme.

« Dans les débats, il donne le ton, sinon l'exemple. Je ne crois pas que personne aux Communes ne puisse mettre cette affirmation en doute. »

Depuis l'absence de M. Bouchard, le rendement du Bloc québécois aux Communes s'est nettement détérioré, croit le député réformiste Ray Speaker.

« Les députés n'ont pas été aussi agressifs et ils étaient éparpillés dans leurs questions. Je note aussi qu'ils sont plus hésitants maintenant à se faire voir comme des souverainistes convaincus, comme c'était le cas à leur arrivée aux Communes. Leur niveau de confiance est moins élevé qu'il ne l'était il y a un an », a-t-il fait remarquer.

M. Speaker ne croit pas que le retour de M. Bouchard ne change la nouvelle dynamique qui semble s'installer aux Communes, car la cause de la souveraineté a perdu des plumes au Québec, a-t-il souligné.

En revanche, le Parti réformiste se tire bien d'affaires. Le chef Preston Manning s'est révélé un adversaire redoutable, cette semaine, lorsqu'il questionnait le ministre des Finances, Paul Martin, au sujet de la décote possible en provenance de la maison Moody's.

Le Bloc québécois n'a pas posé une seule question à ce sujet le jour où cette nouvelle est tombée.

Avec l'élection du libéral Denis Paradis dans Brome-Missisquoi, seulement un siège sépare maintenant le Bloc québécois et le Parti réformiste aux Communes.

Le retour à la vie publique de M. Bouchard se fera officiellement demain, au moment où il accordera une entrevue à l'émission d'affaires publiques *Le Point*, de Radio-Canada.

Mardi, il accordera une entrevue au réseau anglais de Radio-Canada. Au moins deux autres entrevues sont prévues.

Bonne récréation!

Cette année, profitez vous aussi du congé scolaire et refaites le plein d'énergie pour à peine plus que si vous restiez à la maison. Faites relâche en goûtant toute la magie et le confort du majestueux Château Frontenac ou laissez-vous aller à la paresse dans le cadre luxueusement douillet du Reine Elizabeth.

99¢*

20 % de rabais sur les repas et les boissons • menu spécial et repas gratuits pour les enfants de 12 ans et moins

Le Château Frontenac :
• situé en plein coeur du Vieux Québec, à 30 minutes du Mont Sainte-Anne
• glissoire géante sur la terrasse Dufferin
• patinoire et cabane à sucre
• nouveau centre de santé avec piscine intérieure



L'hôtel Reine Elizabeth :
• situé en plein centre-ville de Montréal
• service de garderie avec activités supervisées
• restaurants primés
• club de santé dernier cri
• accès direct aux 27 kilomètres du Montréal souterrain avec ses boutiques

Hôtels et Villégiatures  Canadien Pacifique

1 800 441-1414

► REPÈRES □ Ex-Yougoslavie

Embrassement général appréhendé

GILBERT GRAND

■ Conscients que l'engrenage d'une guerre généralisée en Bosnie et en Croatie s'est à nouveau inexorablement mis en marche, les cinq grandes puissances du Groupe de contact ont décidé à contrecœur cette semaine de jouer leur dernier atout diplomatique : ils ont offert de suspendre les sanctions économiques contre la Serbie en échange de la reconnaissance par Belgrade des États issus de l'ex-Yougoslavie.

Mais jusqu'ici, rien n'indique que le leader serbe Slobodan Milosevic, acteur incontournable de tout règlement dans la région, acceptera d'entrer dans ce troc où il a finalement plus à perdre qu'à gagner, puisque cela équivaut à renoncer au moins théoriquement au projet de « Grande Serbie ».

Le quotidien officiel *Politika* soulignait hier que « les causes profondes du conflit » demeurent, à savoir « la question serbe » en Bosnie et en Croatie.

Milosevic estime avoir déjà fait sa part en rompant avec les Serbes de Bosnie de Radovan Karadzic (qu'on tente de plus de faire tomber), en leur imposant un blocus (troué comme une passoire) supervisé par des observateurs internationaux. Une acceptation de l'offre des Cinq lui permettrait certes de sortir la Serbie de son isolement et d'éviter un effondrement économique générateur de tensions sociales. L'homme fort de Belgrade serait en revanche confronté aux fortes pressions de l'armée, de l'opposition nationaliste et des quelque 500 000 réfugiés serbes.

D'ailleurs, Belgrade fait porter sur les présidents Franjo Tudjman et Alija Izetbegovic la responsabilité de l'impasse diplomatique et l'inquiétante montée de la tension des dernières semaines.

Rappelons que, pendant que Sarajevo marquait son millième jour de siège qui en fait « le plus grand camp de concentration au monde », un calme relatif mais fort trompeur a régné en janvier sur la plupart des fronts de Bosnie, à l'exception notoire de la poche de Bihac au nord-ouest. Et ce parce que « l'accord provisoire de cessation des hostilités » pour quatre mois renouvelables, signé le 1er janvier à

l'issue de la médiation Carter, arrangeait tous les belligérants.

Il leur a permis « de se préparer pour un conflit plus large », a reconnu Yasushi Akashi, représentant spécial de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie. Un incessant ballet d'hélicoptères a ravitaillé les unités isolées, pendant que florissaient les batteries serbes de missiles sol-air autour des zones de sécurité décrétées par l'ONU.

Tirant la leçon de l'échec de leur grande offensive d'octobre autour de Bihac anéantie par une contre-attaque serbe, les forces musulmanes ont compris qu'elles avaient besoin de temps pour mieux se préparer à mener la reconquête.

De leur côté, Karadzic et ses hommes estiment, en raison de leur supériorité militaire et logistique (ils ferment à volonté routes et aéroports), que le temps travaille pour eux, entérinant chaque jour un peu plus le fait accompli de leur conquête de 71 p. cent du territoire bosniaque. Déjà, l'accord du 1er janvier prévoit le déploiement d'une force d'interposition de l'ONU, gelant les actuelles lignes de front qui sont très favorables aux forces serbes.

En outre, dans l'espoir de vendre leur plan de partage territorial (49 p. cent prévus pour les Serbes et 51 p. cent pour la fédération croato-musulmane), le Groupe de contact (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne et Russie) a rompu l'isolement diplomatique de Pale. Il s'est résigné à jouer au rabais pour obtenir l'accord de l'intransigent Karadzic, quitte à accepter des retouches territoriales et le droit des Serbes de Bosnie à se confédérer avec la Serbie.

Mais le temps presse désormais avec trois échéances cruciales pour les prochains mois : Izetbegovic a averti que faute d'acceptation par Pale du plan initial des Cinq, les Bosniaques ne renouvelleraient pas l'accord de trêve le 1er mai (si elle tient jusque là, ce qui au vu des récentes escarmouches semble bien problématique).

Dans cette hypothèse, le Congrès américain léverait de son côté l'embargo sur les fournitures d'armes à la Bosnie. L'ONU se verrait, elle, contrainte de retirer ses Casques bleus placés sur le terrain en situation de plus en plus intenable. Et ce d'autant plus vite que la Croatie les a déjà sommés de quitter totalement son ter-

ritoire dès le 31 mars et avant le 30 juin.

Le président Tudjman reproche à la FORPRONU, déployée en vertu de l'accord Vance de 1992, de n'avoir rien fait pour ramener sous l'autorité croate les territoires contrôlés par les sécessionnistes serbes (la république autoproclamée de Krajina et Slavonie orientale — RSK) mais d'avoir plutôt gelé leurs conquêtes sur le terrain. Elle n'a ni désarmé les milices, ni obtenu le retour des quelque 300 000 civils croates chassés par les Serbes. Avertissant être prêt à restaurer son autorité par la force si nécessaire, Zagreb a en vain offert une large autonomie à la RSK.

Se préparant à la guerre, cette dernière a ensuite refusé de recevoir le plan de paix (appelé Z-4) concocté de toute urgence par les Cinq, et ce tant que la Croatie exige le retrait des Casques bleus.

Les risques de dérapage sont aussi énormes que prévisibles : l'armée croate qui s'est renforcée en dépit de l'embargo (artillerie, 250 chars, 20 avions de combat) pourrait mater la Krajina, mais Karadzic a promis, en cas d'agression, de voler au secours de ses frères de Croatie. On voit mal les musulmans de Bosnie ne pas sauter sur l'occasion et Milosevic rester sur la touche. A Zagreb, on récuse ce scénario catastrophe et parle plutôt de normalisation serbo-croate et d'échange d'ambassadeurs d'ici la fin du mois.

Optimisme qui a relancé les rumeurs d'un pacte secret Milosevic-Tudjman, le premier sacrifiant la RSK, le second lâchant ses alliés musulmans et avalisant ainsi les conquêtes serbes en Bosnie.

Pendant ce temps, l'OTAN révisé de toute urgence ses plans et se prépare au pire, à savoir l'évacuation des 39 000 Casques bleus de Bosnie et de Croatie à l'aide d'une force de 30 000 à 40 000 combattants (majoritairement américains), soutenus par des dizaines de navires, d'avions et d'hélicoptères. « Entre mars et avril, ce sera le mois de tous les dangers », estime-t-on à l'état-major de la FORPRONU, où l'on prévoit « une catastrophe » en cas de retrait complet.

« Notre départ équivaudra à priver de pompiers une ville en bois ». Et ce ne sont pas les pyromanes qui manquent dans chaque camp.

Le Pérou et l'Équateur se mettent d'accord sur l'envoi d'observateurs

d'après AP
BRASILIA

■ L'Équateur et le Pérou ont signé dans la nuit de jeudi à hier à Brasilia un accord qui prévoit l'envoi dans la zone frontalière contestée d'une mission d'observateurs des quatre pays garants du Protocole de Rio afin de surveiller l'application du cessez-le-feu intervenu mardi dernier.

Cet accord, qui met officiellement fin à trois semaines de combats, a été paraphé par les ministres des Affaires étrangères des deux pays en conflit, l'Équatorien Marcelo Fernandez de Cordoba et le Péruvien Eduardo Ponce Vivanco, en présence de représentants de l'Argentine, du Brésil, du Chili et des États-Unis. Ces quatre pays sont les garants du Protocole qui avait fixé en 1942 les frontières entre l'Équateur et le Pérou.

Les deux pays doivent entamer un retrait immédiat mais progressif de leurs forces respectives, engagées dans un territoire d'une longueur de 78 kilomètres, situé en pleine jungle, en amont de la rivière Cenapa.

L'accord de Brasilia prévoit l'envoi d'observateurs militaires des quatre pays garants dans les zones « de grande tension ». Leur mission, d'une durée initiale de 90 jours — susceptible d'être prolongée — consistera à tenter d'établir une zone démilitarisée entre les deux belligérants.

Afin de permettre une cessation durable des hostilités, l'accord suggère également, après cette première phase de retrait, « le rétablissement d'un climat de paix et d'amitié » entre l'Équa-

teur et le Pérou, préalable indispensable à l'ouverture de discussions sur leur différend territorial.

Les combats avaient repris le 26 janvier dans ce secteur frontalier au sous-sol prétendument riche en minerais, situé à 350 km au sud de Quito et à 950 km au nord de Lima, faisant au moins 49 morts et une centaine de blessés. Ces affrontements étaient en fait une suite du conflit remporté par le Pérou en 1941, qui avait coûté à l'Équateur une large part de son territoire amazonien. L'année suivante, le Protocole de Rio — dénoncé depuis par Quito — redéfinissait le tracé des frontières entre les deux pays.

Dès la reprise des hostilités, des diplomates des quatre pays garants se sont constamment entretenus avec les représentants des deux parties en conflit, le plus souvent séparément, ces derniers ayant longtemps refusé de s'asseoir à la même table.

Avant la trêve conclue mardi, deux tentatives de cessez-le-feu avaient échoué. Le premier geste est venu de Lima. Affirmant avoir reconquis le territoire contesté, le Pérou a annoncé lundi qu'il cessait unilatéralement les combats. L'Équateur lui emboîtait le pas, non sans se déclarer victorieux.

Mais ce bel ensemble était troublé quelques jours plus tard, l'Équateur accusant le Pérou d'attaques contre ses bases. Le président péruvien Alberto Fujimori — qui fait campagne pour sa réélection — s'est de son côté déclaré inquiet de la présence de francs-tireurs dans la zone contestée.

L'OLP veut un accord pour toute la Cisjordanie

d'après AFP
JÉRUSALEM

■ Les Palestiniens ont affirmé hier qu'ils n'accepteraient pas d'accord ponctuel d'extension de l'autonomie en Cisjordanie occupée, après la proposition israélienne de céder le contrôle municipal de la ville de Jénine.

« Ce sont des choses que personne ne peut accepter », a déclaré le « ministre » palestinien de l'Économie Ahmad Korei dans une interview à la radio d'État israélienne.

« Ce n'est pas l'autonomie. Nous serions autorisés à désigner le maire et à

gérer les activités municipales. Mais il n'y a rien au sujet de la sécurité et rien ne changerait », a ajouté M. Korei.

Le premier ministre Yitzhak Rabin a offert au chef de l'OLP Yasser Arafat la gestion économique et municipale de Jénine, une ville de 33 000 habitants dans le nord-ouest de la Cisjordanie occupée, lors de leur entretien jeudi à Erez. M. Rabin a reconnu lui-même que M. Arafat n'a manifesté aucun enthousiasme vis-à-vis de cette proposition.

La deuxième phase de l'accord d'autonomie de 1993, qui prévoit l'extension de l'autonomie en Cisjordanie, est bloquée par Israël.

Autres informations, pages A 24, 26, 30, 31, 32

Et pourquoi vous devriez payer si vous n'êtes pas responsable ?



LE PLAN RECONNAISSANCE™ DE L'ASSURANCE AUTO BELAIR. Quoi de plus logique que d'être récompensé pour sa bonne conduite ? Avec le Plan Reconnaissance de l'assurance auto Belair, votre prime ne vous coûtera pas plus cher si vous avez un accident non-responsable. C'est garanti. Alors avant de renouveler votre assurance auto, appelez-nous ! Du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 10h à 15h.

BELAIR
COMPAGNIE D'ASSURANCES

Un coup de fil suffit.

270-9111

MONDE

Mandela lance un avertissement aux racistes blancs et militants noirs

d'après Reuter

LE CAP

■ Le président Nelson Mandela a ouvert hier la seconde session du parlement sud-africain en lançant un sérieux avertissement aux racistes blancs et militants noirs qui confondaient liberté et permissivité.

Dans un discours à la nation, prononcé neuf mois après son arrivée au pouvoir, Nelson Mandela a exhorté les victimes de l'apartheid de faire preuve de discipline et leurs auteurs de coopération.

« Qu'il soit clair dorénavant, pour tous, que la lutte contre les forces de l'anarchie et du chaos est lancée. Que personne ne puisse dire qu'il n'a pas été prévenu », a-t-il déclaré devant les députés et sénateurs réunis en séance.

Soulignant le besoin de stabilité économique et sociale pendant la période de transition démocratique, Nelson Mandela a affirmé que le gouvernement ne disposait pas des fonds nécessaires pour satisfaire toutes les demandes des victimes de l'apartheid.

« Nous tous, nous devons nous débarrasser de la fausse idée que le gouvernement est un grand sac rempli d'argent. Des actions de grande envergure, de n'importe quel type que ce soit, ne créent pas les ressources que le gouvernement n'a pas », a-t-il ajouté.

Le président du Congrès des syndicats sud-africains, John Gomomo, a réagi à ces propos en affirmant que les syndicats ne renonceraient pas à leur droit de protestation.

« Les gens sur le terrain qui souffrent et sont très pauvres ne verront pas d'un très bon oeil le discours du président », a-t-il dit.

Le chef zoulou Mangosuthu Buthelezi, membre du gouvernement de Nelson Mandela, a pour sa part estimé qu'il s'agissait « d'une approche très terre à terre », qui sonnait juste.

Aux Blancs qui continuent à résister à la transition démocratique, Nelson Mandela a affirmé que des mesures suffisantes n'avaient pas été prises pour extirper le cancer du racisme. Il faisait ainsi référence aux incidents qui se sont déroulés à Ruyter-

wacht, fief de la droite, où des Blancs se sont heurtés cette semaine à des écoliers noirs qui venaient y suivre des cours.

La police a bouclé la cité-noire de Khayelitsha avant le discours de Nelson Mandela, afin d'éviter que les enfants noirs, évincés des écoles surpeuplées ne viennent manifester devant le parlement.

Hier, des centaines d'écoliers ont manifesté dans le calme devant les bâtiments du gouvernement dans le centre du Cap.

Critiqué par les Noirs pour ne pas avoir redistribué les fruits de la démocratie, Mandela a déclaré qu'une minorité tentait de semer l'anarchie en organisant des mouvements de grève, en bloquant les routes, par des actions de vandalisme, des prises d'otages et des agressions.

À propos de son ex-femme Winnie et d'autres membres de l'ANC accusés de détournement de fonds, il a lancé un avertissement aux Sud-Africains contre la tentation de la « mise au pilori » à priori.



Nelson Mandela

PHOTO A

ARGENT DISPONIBLE

Problèmes de liquidités?
Prêt commercial seulement
Confidentiel
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Les
meilleurs
taux

9,25%*

sans risque, sans frais**

Les
meilleurs

RER

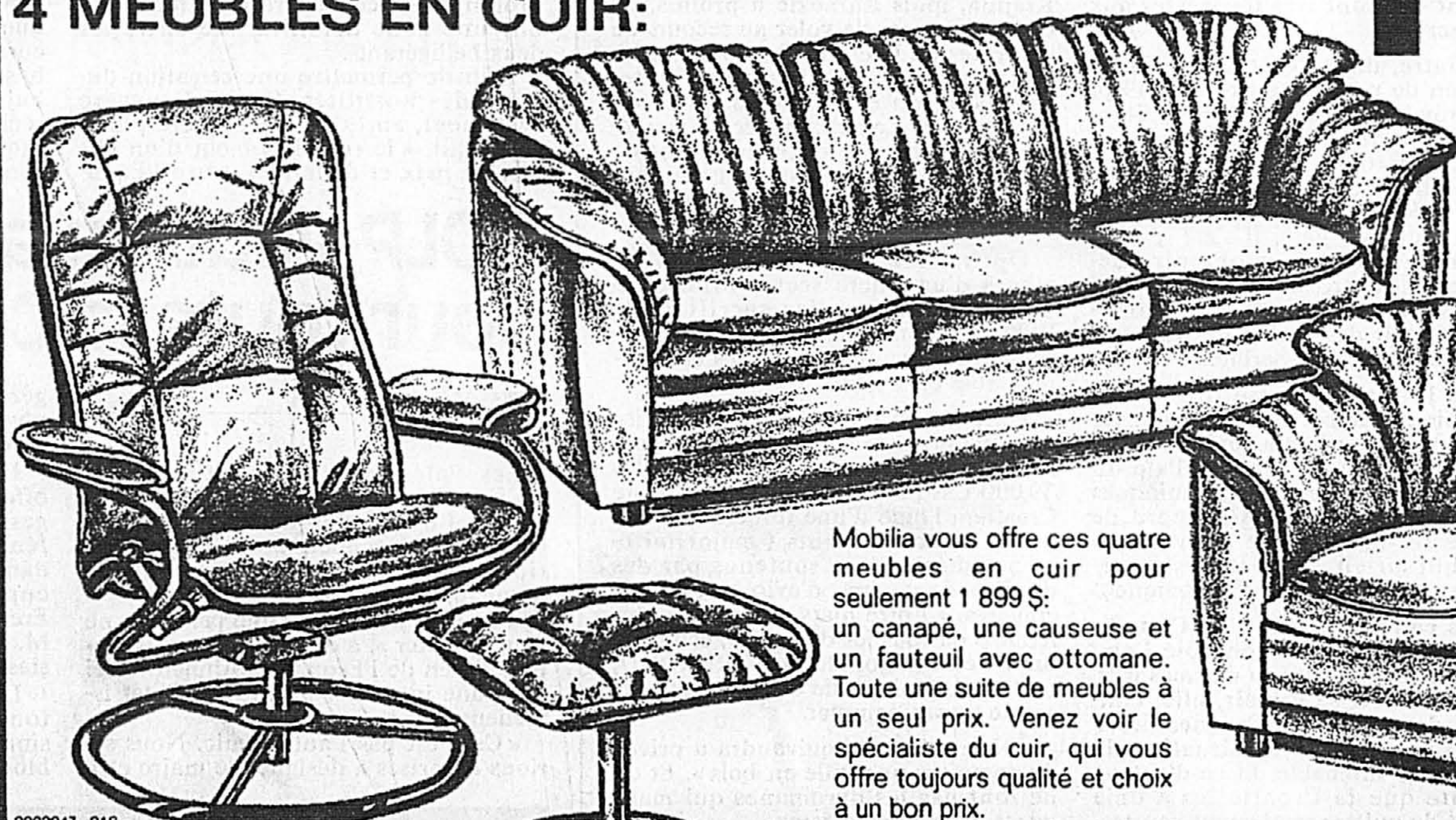
BEAUBIEN
GEOFFRION

1-800-550-TAUX

* Emetteur : Province de Québec
Echéance le 26 avril 2000
** Si le placement est gardé jusqu'à l'échéance.
Taux sujet à changement sans préavis.

TOUTE SUITE!

4 MEUBLES EN CUIR:



Mobilia vous offre ces quatre meubles en cuir pour seulement 1 899 \$:

un canapé, une causeuse et un fauteuil avec ottomane. Toute une suite de meubles à un seul prix. Venez voir le spécialiste du cuir, qui vous offre toujours qualité et choix à un bon prix.

1 899\$

Prix cour.: 2 829 \$

Quantité limitée
Jusqu'à épuisement du stock
OUVERT LE DIMANCHE

2202047 - 218
mobilia

LAVAL
Centre Décor 440
Coin Labelle et
440 O.
(514) 687-1447

POINTE-CLAIRE
183 A. boul.
Hymus
Coin St-Jean
(514) 695-2701

MONTRÉAL
(Centre-ville)
625, Président
Kennedy
Coin Union
(514) 848-0923

BROSSARD
Centre Perspective
Décor
8025, boul.
Taschereau O.
(514) 462-1264

ST-LÉONARD
6855, rue Jean-Talon E.
entre les Galeries
d'Anjou
et boul. Langelier
(514) 253-1070

Galerie Bernhard
Mobilia Laval
Centre Décor 440
coin boul. Labelle et aut. 440
687-1447

Avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec

Écouter. S'exprimer. Questionner.

Dire ce que nous sommes, ce que nous voulons devenir, ce que nous voulons léguer. En parler, librement. Avec ses amis, ses voisins, ses enfants et même ses petits-enfants. Pour vraiment décider de l'avenir du Québec.

Peu importe où vous habitez, la Commission des aînés et des aînés sur l'avenir du Québec sera bientôt de passage près de chez vous :

MONTRÉAL

Le lundi, 20 février
Audition des mémoires nationales, 13 h à 17 h
Forum, 9 h à 12 h
Centre Sainte-Catherine (grande salle)

LAVAL

1700, rue Amherst
Le mardi, 21 février
Café-rencontre, 9 h à 11 h
Forum, 14 h à 16 h
Place des Aînés
435, boul. Curé-Labelle

Écouter.

Participez en grand nombre, nous voulons tous vous entendre.
Pour rejoindre sans frais votre commission : 1 800 381-7084.

Pour que
tout le monde
ait son mot à dire

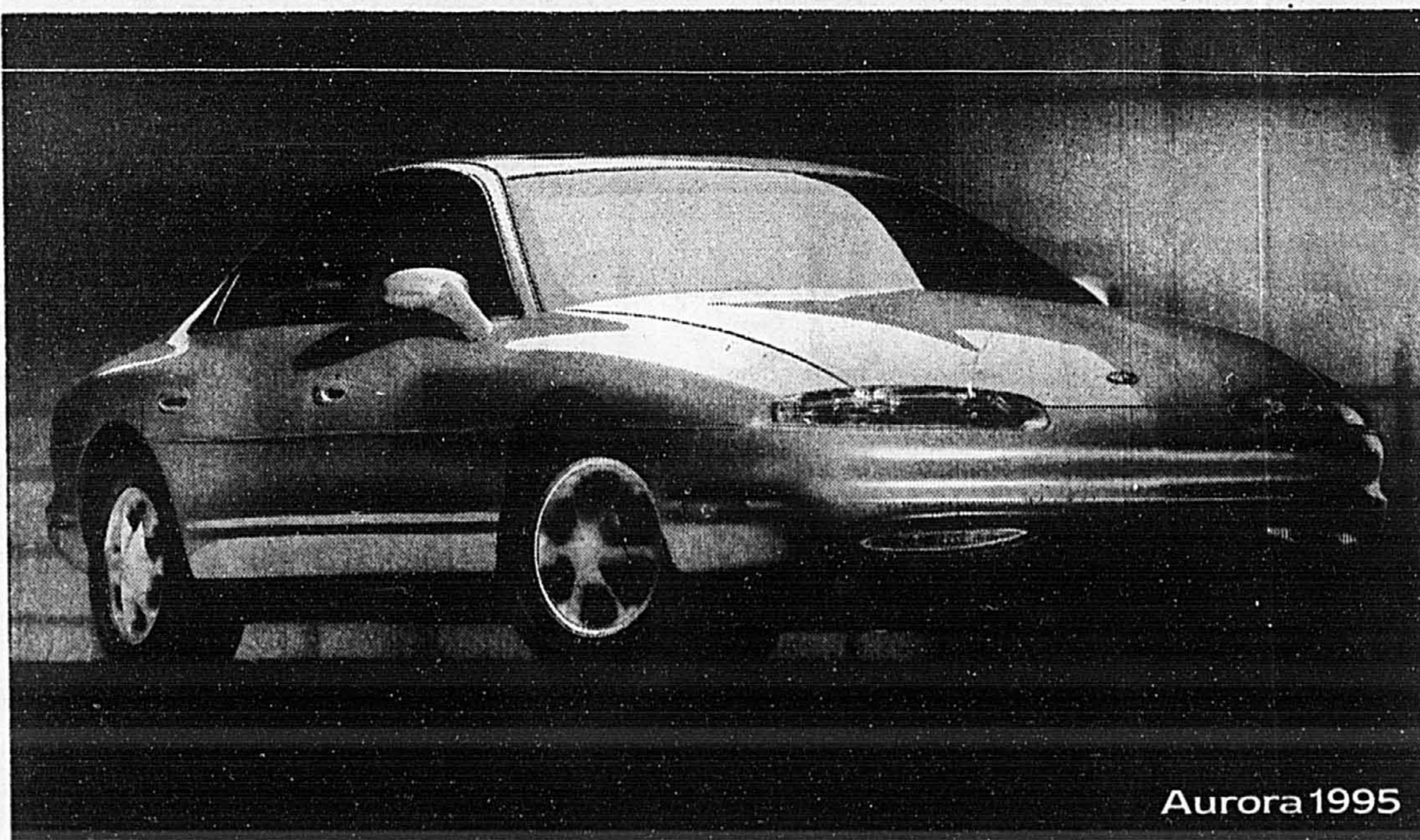
Québec

POUR CONCEVOIR CERTAINS DÉTAILS,
NOUS AVONS MISÉ SUR
UN AUTRE TYPE DE PISTE D'ESSAI.



Suspension à contrôle d'antisoulèvement. La suspension de l'Oldsmobile Aurora a été conçue de façon à ne pas sentir la voiture plonger lorsque vous freinez ni se cabrer lorsque vous accélérez. Et comme nous mettons autant

d'énergie à soigner le confort et la tenue de route qu'à concevoir tous les autres petits détails, imaginez le résultat.



Aurora 1995



Oldsmobile

L'OBSESSION DU DÉTAIL

MONDE

Elsine a su rassurer l'Occident mais pas ses anciens alliés libéraux

d'après Reuter
MOSCOU

■ Si Boris Eltsine a su rassurer quelque peu l'Occident en promettant de reprendre l'armée en main et de poursuivre les réformes économiques, il semble n'avoir pas vraiment séduit ses anciens alliés libéraux qui se sont détachés de lui à la faveur de la crise tchétchène.

Dans son discours sur l'état de la nation, le chef de l'État russe, qui est âgé de 64 ans, a momentanément fait taire les rumeurs sur son état de santé mentale et physique, rien qu'en se tenant bien campé sur ses pieds et en prononçant clairement ses mots.

« Il n'y avait rien dans son discours dont l'Occident puisse se plaindre. Mais les gens auraient aimé plus de fermeté sur la Tchétchénie en particulier et plus de précisions sur la réforme économique », a fait valoir un diplomate occidental.

Cette allocution devant les deux chambres d'un parlement qui ne lui est pas acquis était pour le chef du Kremlin l'occasion de recouvrer l'autorité et la popularité que lui a

coûté l'envoi de l'armée en décembre en Tchétchénie et de remettre de l'ordre dans la hiérarchie.

Elsine a promis de réformer l'armée, de poursuivre les réformes, de s'attaquer à la criminalité galopante et de rendre l'État plus juste et accessible aux Russes. Mais ces thèmes qui lui valaient naguère sa popularité tombent aujourd'hui à plat.

Egor Gaidar, le dirigeant libéral qui a été l'artisan des réformes économiques lors de son passage au gouvernement et qui s'est dissocié d'Elsine à propos de la Tchétchénie, n'est pas le dernier à douter de la volonté réformatrice du président.

« Nous verrons dans les prochains jours si le président a vraiment l'intention de changer réellement de trajectoire ou s'il s'agit simplement de paroles en l'air », a-t-il déclaré.

« Nous avons déjà entendu cela auparavant. Cela ne veut rien dire. Le plus important c'est qu'il n'a pas cherché à déterminer qui a fauté dans cette crise de pouvoir », estime pour sa part Boris Fiodorov, un autre ancien allié et ministre d'Elsine.

Andranik Migranian, conseiller politique

et rédacteur du discours d'Elsine, rétorque que le président a abordé le problème dans son discours et espère le régler bientôt.

« Le pouvoir n'est pas actuellement consolidé. Il existe de nombreux conflits au sein de l'administration présidentielle et à la Douma qui entravent la politique internationale, sociale et économique, mais je pense que ces problèmes peuvent être résolus. »

Elsine, dont la popularité est au plus bas, n'a désigné aucun bouc émissaire que ce soit pour le fiasco tchétchène ou pour l'enlèvement des réformes économiques, notamment l'échec de la lutte contre l'inflation — celle-ci étant remontée à 18 p. cent en janvier.

Pour le ministre de la Défense Pavel Gratchev, artisan de l'aventure tchétchène, sur la sellette depuis un moment, cela signifie un nouveau répit, mais peut-être pas de longue durée. Migranian « n'exclut pas son remplacement par un autre général dans un proche avenir. »

Alexandre Chokhine, ancien ministre de l'Économie, déclare lui aussi s'attendre à ces changements hiérarchiques. « Ils doivent intervenir car ce serait le signe le plus concret que le message du président passe », dit-il.

La désintégration des moudjahidin

HERVÉ CLERC
de l'Agence France-Presse
ISLAMABAD

■ Les moudjahidin, qui se sont déchirés pendant trois ans au prix de plus de 20 000 morts, principalement dans la population civile, sont en proie à un processus de désintégration rapide face à l'irrésistible montée en puissance des talibans.

La désagrégation ronge les deux principaux partis qui avaient combattu victorieusement l'Armée rouge avant d'entraîner l'Afghanistan dans la spirale de la guerre civile à la chute du régime communiste (avril 1992) : le Jamiat-i-Islami du président Burhanuddin Rabbani, qui occupe le centre de Kaboul, et le Hezb-i-Islami du chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar, qui était retranché au sud de la capitale avant d'en être chassé cette semaine par les talibans.

Des commandants du Jamiat ont pris contact individuellement avec les talibans pour négocier leur ralliement, selon des sources diplomatiques.

Dans le camp du Hezb, plusieurs commandants ont refusé de se battre contre les talibans — qui appartiennent comme eux à l'ethnie pachtounne — contrai-

gnant Hekmatyar à évacuer précipitamment son quartier général de Charasyab.

« C'est toute la structure de commandement qui est en train de se désintégrer », estime un diplomate.

Les forces centrifuges ébranlent les alliances : la faction pro-soudanaise de Rassul Sayyaf, le Ittehad-i-Islami, alliée jusqu'à présent avec M. Rabbani, a engagé des négociations avec les talibans tout comme le Wahdat, une faction pro-iranienne qui était alliée au Hezb-i-Islami.

La retraite du Hezb-i-Islami du sud de Kaboul a constitué un coup sévère pour les chiites qui sont pris en étau entre les forces présidentielles et les talibans.

Discredités moralement par une politique foncièrement indifférente aux souffrances de la population civile, les leaders moudjahidin sont dans une position de plus en plus fragile.

La formidable progression des talibans — séminaristes armés surgis à l'automne dernier des madrassas (écoles coraniques) pakistanaïses et qui contrôlent à présent un tiers de l'Afghanistan — s'explique largement par le soutien de la population excédée par les luttes incessantes des moudjahidin.

Hekmatyar, dont les roquettes ont fait trembler Kaboul durant trois ans, fait figure de fugitif.

Replié à Sarobi, une petite localité à une cinquantaine de km à l'est de Kaboul, sans base arrière assurée, il est dangereusement exposé aux attaques des forces présidentielles et des talibans.

La défection aux talibans jeudi de deux commandants, dont l'un du Hezb-i-Islami, qui gardaient les gorges du Kaboul, à Pul-i Charki, au nord-est de la capitale, a fait sauter le dernier verrou stratégique qui protégeait Sarobi d'une attaque éclair des talibans.

Massoud en revanche tient le centre de Kaboul et il a prouvé qu'il pouvait résister victorieusement aux assauts conjugués des factions rivales. Reste que l'impopularité frappant tous les moudjahidin ne l'épargne pas.

Outre la pression militaire, les chefs moudjahidin doivent faire face à une offensive politique dont le fer de lance est l'ONU.

Le plan de M. Mahmoud Mes-tiri, chef de la mission de paix de l'ONU, vise essentiellement à retirer la plus grande partie du pouvoir des mains des moudjahidin pour le remettre à des « personnalités neutres », non compromises dans la guerre civile.

L'armée reste

d'après Reuter

SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS

■ Le gouvernement mexicain a opposé un refus aux rebelles zapatistes qui réclamaient le retrait de l'armée nationale des secteurs dont elle a pris le contrôle durant son offensive au Chiapas, engagée la semaine dernière.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé jeudi soir que les unités de la police et de l'armée qui occupent des dizaines de villages auparavant aux mains des rebelles resteraient sur place.

« Le gouvernement fédéral ne peut renoncer à sa responsabilité, qui est de protéger la souveraineté et de garantir la loi sur l'ensemble du territoire national », dit un communiqué ministériel. Militaires et policiers « resteront présents dans cette zone quelles que soient les circonstances ».

Grisant !

82\$
jusqu'au 2 mars

92\$
du 3 mars
au 16 avril

Griserie des pentes.
Griserie de l'ambiance
après-ski unique de Québec.
Loews Le Concorde est votre lien
direct avec l'action, quelle que soit
votre station de ski préférée.

Plan familial: aucuns frais d'hébergement
pour les enfants de 17 ans et moins partageant la
chambre d'un adulte. Les repas sont gratuits pour les
enfants de 6 ans et moins, réduction de 50 % sur les
repas pour les 7 à 12 ans.

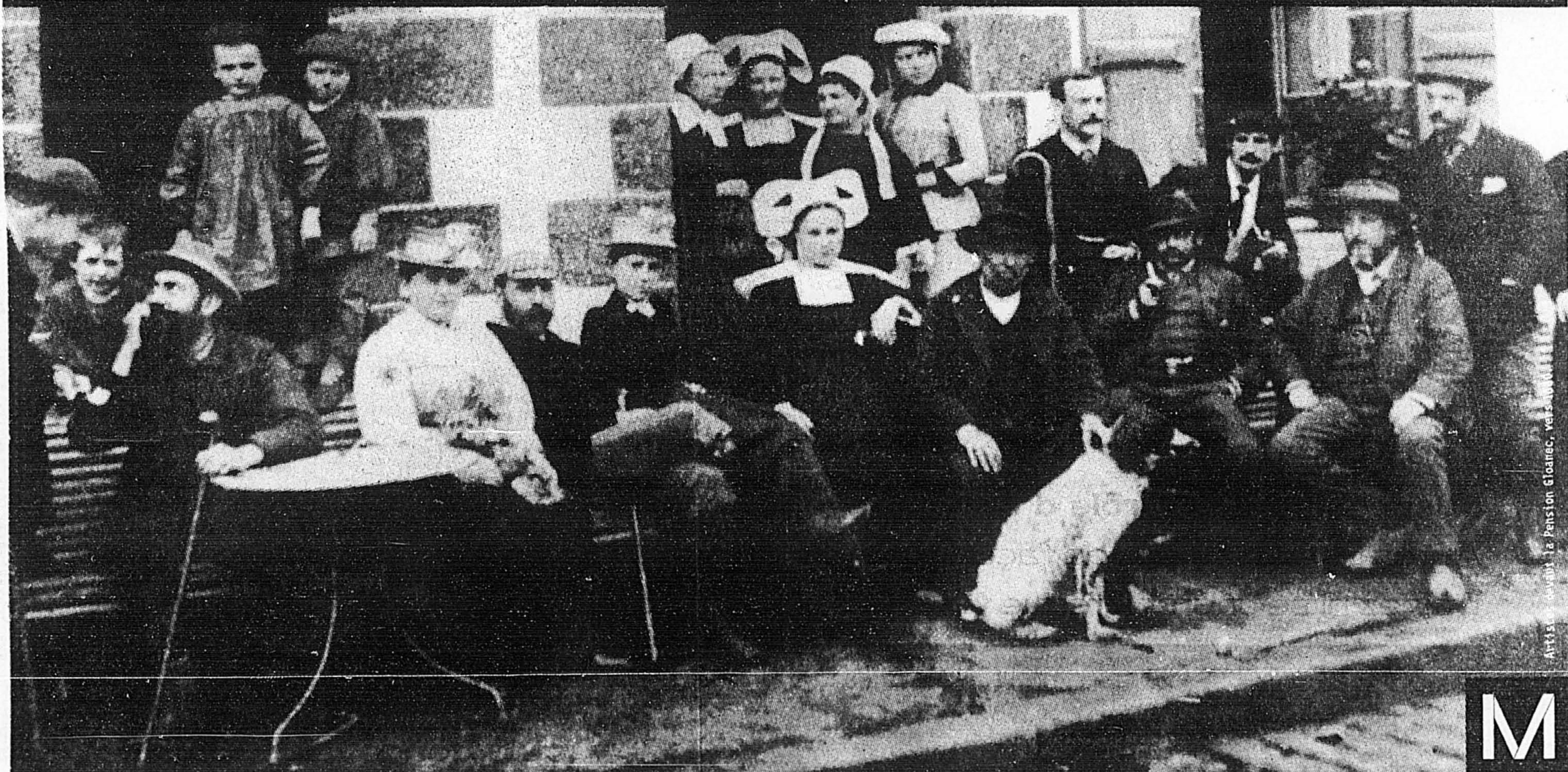
* Tarif par chambre par nuit, en Classe Hospitalité,
comprenant 2 petits-déjeuners buffet.



LOEWS
LE CONCORDE

L'hôtel sur la Grande-Allée
1225, Place Montcalm, Québec G1R 4W6
Réservations : 1 800 463-5256

Imaginez une école où les élèves sont des maîtres



Gauguin et l'école de Pont-Aven

Du 9 février au 9 avril 1995

Venus de Hollande, de France, de Suisse, d'Angleterre, d'Irlande, du Danemark et de Pologne, ils ont créé un mouvement d'une extraordinaire unité artistique. Réunis à Pont-Aven, ils ont non seulement marqué la fin d'un siècle, mais aussi le début de l'art moderne.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

Heures d'ouverture : du mardi au dimanche, de 11 h à 18 h, le mercredi, jusqu'à 21 h. Billets en vente au Musée et aux comptoirs du réseau Admission : (514) 790-1245 ou 1 800 361-4595. Pavillon Jean-Noël Desmarais, 1380, rue Sherbrooke Ouest. Autobus 24 ou station de métro Guy-Concordia. Information : (514) 285-2000.

AIR FRANCE

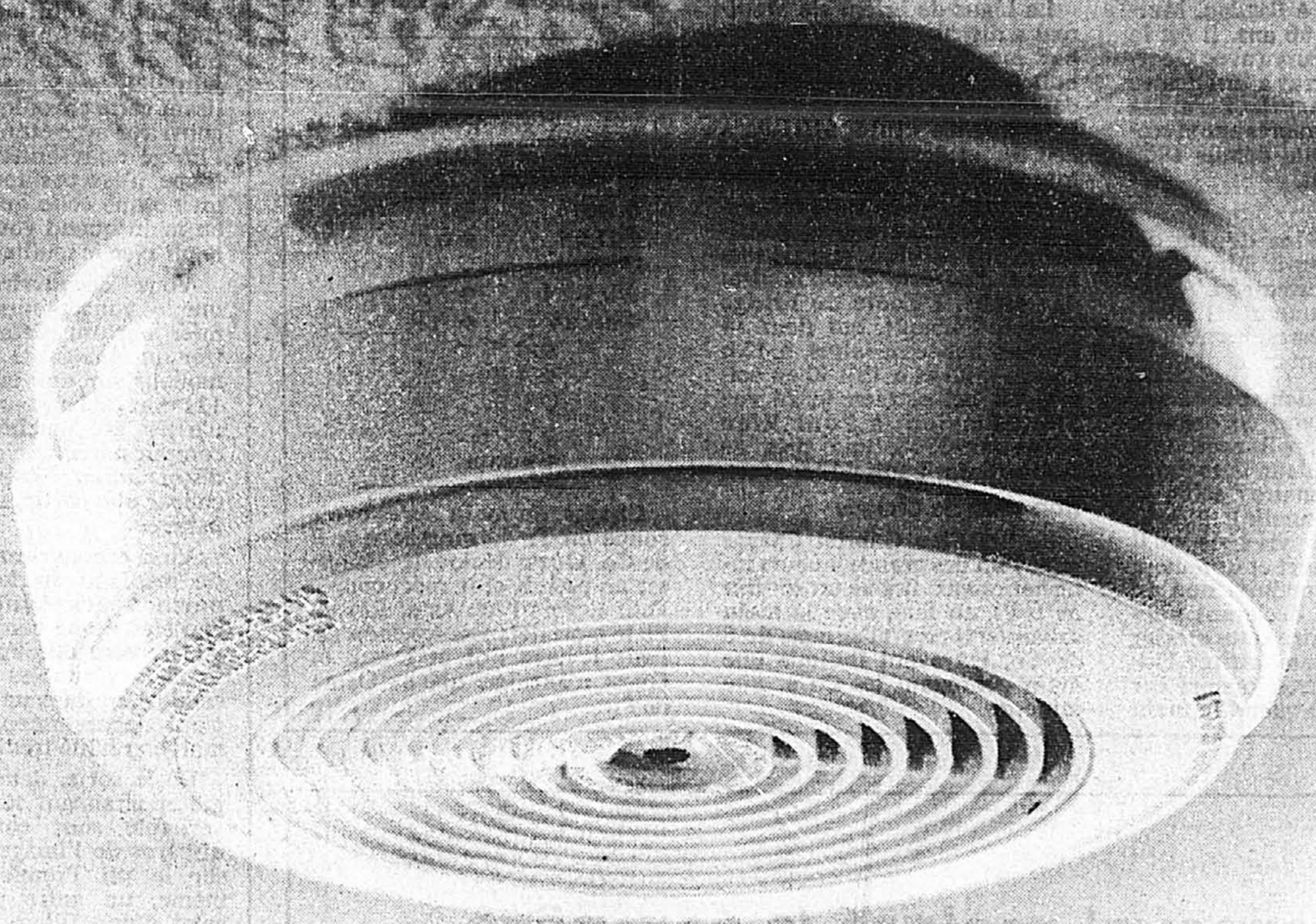
La Presse

Une présentation du



TRUST
ROYAL

**QUAND ON POUSSE AUSSI LOIN
LE RAFFINEMENT DES DÉTAILS,
IL NE FAUT PAS PERDRE DE VUE
CERTAINS PRINCIPES
ÉLÉMENTAIRES.**



Avertisseur de bas niveau d'huile. Contrairement aux voyants lumineux habituels, le dispositif de l'Oldsmobile Cutlass Supreme vous avertit avant qu'il ne soit trop tard. Et comme nous mettons autant d'énergie à

éviter les problèmes qu'à concevoir tous les autres petits détails, imaginez le résultat.



Cutlass Supreme 1995



Oldsmobile

L'OBSESSION DU DÉTAIL

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

LES CÉGÉPS ET L'INDUSTRIE: DES PARTENAIRES EFFICACES, COMPLÉMENTAIRES ET INTERACTIFS

Il n'y a pas si longtemps de cela, le marché du travail accueillait, en ses rangs, des techniciens tout frais sortis de l'école, bien préparés et bien formés, répondant grandement aux besoins de l'industrie. Puis, est arrivée la révolution technologique et tous ses chambardements qui ont bouleversé la façon traditionnelle de faire les choses. Les techniciens qui autrefois suffisaient à la tâche doivent maintenant se perfectionner, se recycler, parfaire leurs connaissances, afin de suivre le rythme effréné des changements. La formation continue venait de naître.

Aujourd'hui, nos entreprises ont plus que jamais besoin d'une main-d'œuvre compétente et répondant précisément aux besoins particuliers de l'industrie. C'est pourquoi un arrimage parfait entre la réalité du marché du travail et la formation adéquate du personnel devient primordial. Les cégeps et l'industrie sont, à cet égard, en synergie totale et forment de réels partenaires, dynamiques et complémentaires. De nombreux exemples en font foi.

L'exemple de l'Institut de chimie et de pétrochimie du cégep de Maisonneuve

Il y a 375 entreprises québécoises reliées au domaine de la chimie industrielle. C'est une industrie en plein essor, diversifiée et dynamique. Le marché est ouvert, des emplois se créent, l'avenir est prometteur. C'est pourquoi, afin de répondre rapidement aux besoins croissants, des entreprises se sont regroupées pour permettre la création de programmes d'études spécifiques à leurs exigences. De concert avec ces entreprises, le cégep de Maisonneuve a donc mis sur pied l'Institut de chimie et de pétrochimie, répondant ainsi à leurs attentes. C'est dans un souci de partenariat très poussé qu'a été créé cet institut. Un comité, sur lequel siègent des représentants du collège et de l'industrie, veille à ce que les programmes d'études correspondent à la réalité du moment.

L'industrie avait besoin de techniciens de procédés chimiques compétents et polyvalents. Le programme a donc été créé en fonction des

besoins de formation de l'industrie et l'apprentissage a été axé sur l'acquisition de compétences. Les sortants de ce programme sont des techniciens hautement qualifiés, prêts à fonctionner en industrie. Ce sont des spécialistes de la chimie des procédés. Ils savent appliquer les normes de santé et sécurité et de protection de l'environnement, effectuer des tests en laboratoire, exploiter les équipements, contrôler la qualité, rédiger des procédures d'exploitation ou des rapports techniques. Bref, c'est un employé sur mesure pour l'industrie chimique.

Une pédagogie moderne et efficace

Mais, il n'y a pas que l'industrie qui y trouve son compte. Il y a aussi tout l'aspect pédagogique qui est fortement influencé par cette nouvelle façon de former des techniciens. En plus de la formation théorique en classe, on retrouve beaucoup plus d'apprentissage pratique grâce aux équipements de type industriel installés dans les laboratoires et les ateliers et grâce aux nombreux stages de courte durée. Par exemple, les étudiants iront une demi-journée en usine travailler sur du vrai matériel et côtoieront des employés dans un contexte d'échange et d'apprentissage. Les professeurs en usine et au collège sont les mêmes, ce qui augmente la crédibilité et le lien de confiance entre les étudiants, les professeurs et les entreprises. En peu de temps, cette approche pédagogique a eu des effets concrets sur le placement. Présentement, plus de 80% de l'ensemble des diplômés (DEC et AEC) ont obtenu un emploi en rapport avec leur formation.

L'École nationale d'aérotechnique du collège Édouard-Montpetit

Tout comme l'Institut de chimie et de pétrochimie, l'École nationale d'aérotechnique offre des DEC, des AEC et des programmes de formation sur mesure. C'est justement à ce type de formation qu'a fait appel la compagnie Bell Hélicoptère afin de se doter de personnel compétent capable d'assembler des fuselages d'avions et d'installer des monta-

ges électriques et d'instruments de vol. Les besoins étaient urgents, des contrats fort lucratifs en dépendaient. Grâce à la collaboration des gouvernements provincial et fédéral, il a été possible, en peu de temps, de créer de toutes pièces une école temporaire, avec des classes pré-inscrites, afin de former sur les lieux de travail, les techniciens nécessaires. Le programme d'études créé par l'École nationale et approuvé par Bell Hélicoptère a remporté un vif succès et a su répondre rapidement à toutes les attentes. Près de 90% des étudiants ont été embauchés. La compagnie a pu, grâce à cette formation sur mesure, engager 218 nouveaux ouvriers spécialisés, accroître sa production annuelle et augmenter considérablement ses revenus en-deça de 4 ans! Voilà un autre exemple probant de partenariat et de la souplesse des cégeps à s'adapter aux besoins des entreprises.

Les services aux entreprises des cégeps sont là pour aider les petites, moyennes et grandes entreprises à combler l'écart qui existe entre leur situation actuelle de fonctionnement et leur situation idéale de rendement. Grâce à un personnel compétent, des programmes adaptés, bien orchestrés et des équipements de pointe, tous les cégeps de la région métropolitaine sont en mesure de répondre aux demandes croissantes des entreprises et ainsi participer activement à l'essor économique québécois.

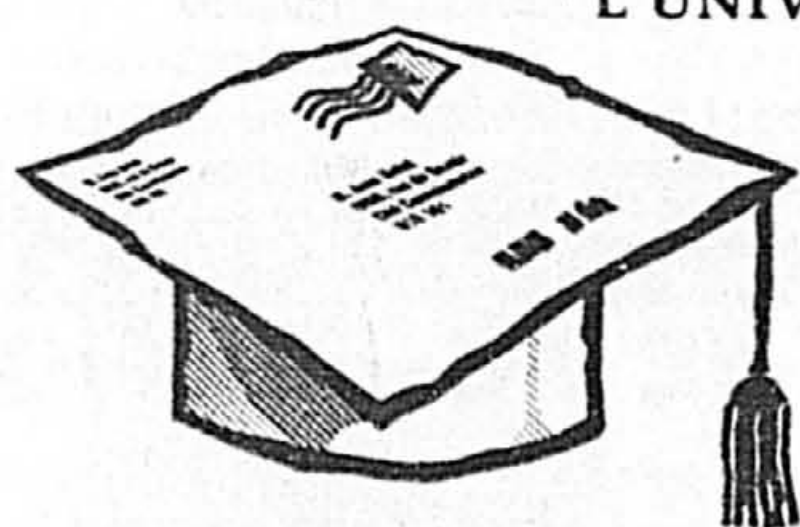
Cette chronique vous est offerte par le Regroupement des collèges du Montréal métropolitain qui regroupe les cégeps suivants:

Ahuntsic
André-Laurendeau
Bois-de-Boulogne
Dawson
Édouard-Montpetit
John Abbott
Maisonneuve

Marie-Victorin
Montmorency
Rosemont
Saint-Laurent
Vanier
Vieux Montréal

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

L'UNIVERSITÉ À DISTANCE



**Des études à temps plein
chez vous? oui, c'est possible!**

**Administration, communication, informatique,
relations industrielles, études pluridisciplinaires,
sciences humaines et sociales,
science et technologie...**

Vous bénéficiez

- de prêts et bourses du Ministère de l'Éducation
- d'un service d'aide et conseil dans votre choix de programme.

Vous pouvez aussi, bien sûr, étudier à temps partiel.

Chaque année, plus de 15 000 personnes choisissent la Télé-université pour obtenir une formation universitaire de qualité et reconnue.

Faites comme elles!

Université du Québec
Télé-université

**Demandez notre
brochure
d'information
(514) 552-3540 ou
1-800-665-4333
(sans frais)**

Vous hésitez entre la gauche ou la droite? Entrez dans Le Milieu!

École de radio et d'élocution



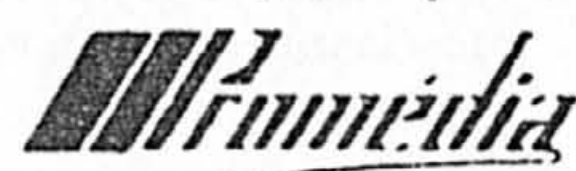
Pour vous retrouver un jour **DERRIÈRE LE MICRO**
ou **DEVANT LA CAMÉRA**

- Animations radio et télé
- Entrevues
- Journalisme électronique
- Simulations à la radio et à la télévision
- Élocution, pose de voix
- Rédaction de nouvelles parlées
- Reportages
- Publicités

Programme complet de 185 heures.
Audition obligatoire pour tous les postulants. L'école ne s'engage pas à accepter tous les candidats.

Début de la prochaine session: jeudi 16 mars
Nombre de places limité.

Vous voulez connaître notre taux de réussite? Demandez à nos ex-étudiants; ils sont partout, depuis 15 ans, dans les médias électroniques de Montréal, du Québec, du Canada.



La plus grande école francophone de radio et télé au Canada
1118, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 700, Montréal (Qué) H3B 1H5
Renseignements et rendez-vous: (514) 861-8951



FORMATION EN CAO/FAO

COURS FINANCÉS PAR LA SQDM

Programme d'aide aux individus

AutoCAD, base	42 h	109 \$
AutoCAD, intermédiaire	42 h	109 \$
AutoCAD 3D	42 h	109 \$
3D Studio de base	42 h	109 \$

CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Soir		
AutoCAD, personnalisation	42 h	395 \$
AutoCAD LT	42 h	295 \$
AutoCAD, mise à jour pour Windows	7 h	110 \$
AutoCAD, mise à jour	14 h	200 \$
AutoCAD DESIGNER	38 h	395 \$
AutoCAD LISP	42 h	395 \$
AutoCAD ADE/SQL	42 h	395 \$

FABRICATION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Soir		
AutoSURF	42 h	395 \$
NC Polaris Tour	42 h	395 \$
NC Polaris, fraiseuse	42 h	395 \$
NC Polaris, post-processeur	42 h	395 \$
SmartCAM Tour	42 h	395 \$
SmartCam, fraiseuse	42 h	395 \$
SmartCam, post processeur	42 h	395 \$

ANIMATION ET RENDU 3D

Soir		
AAP	Animator Pro, niveau 1	42 h 395 \$
STA	3D Studio, avancé	42 h 395 \$

COURS OFFERTS LE JOUR

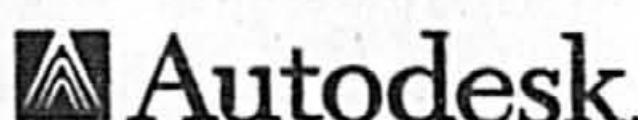
CDM	Gestion d'un environnement CAO	24 h 225 \$
APA	Animator Pro, niveau 2	30 h 295 \$
ATV	AutoVision	15 h 175 \$
ALA	AutoCAD AutoLisp, niveau 2	35 h 395 \$
ADS	AutoCAD ADS	35 h 395 \$

Renseignements et inscription
Tél.: (514) 678-7462
Téléc.: (514) 678-1702



Collège
Édouard-Montpetit
Centre CAO/FAO

Nous avons à cœur d'évoluer ensemble
5555, Place de la Savane
Saint-Hubert (Québec) J3Y 5K2



Collège LaSalle

TROIS ÉCOLES EN UNE!

ÉCOLE INTERNATIONALE DE MODE

Design, Gestion de la production et Commercialisation. La seule école qui fait le tour de l'industrie.

ÉCOLE DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE

Techniques de gestion des services alimentaires et de restauration. Techniques de gestion hôtelière et Techniques de tourisme. Trois spécialisations à l'arôme international qui forment de véritables gestionnaires.

ÉCOLE D'ADMINISTRATION

Techniques administratives, option Gestion axée sur le marché international et Techniques de bureau. Une intégration efficace dans les milieux juridique, médical et des affaires.

FORMATION AVANT-GARDISTE ET INTERNATIONALE

Associé à des écoles au Maroc, Malaysia, Singapour, Turquie, Colombie et en Chine, le Collège LaSalle vous offre une véritable formation sans frontière. Des professeurs directement issus de l'industrie, des équipements à la fine pointe de la technologie, un environnement des plus enviables et un service d'aide au placement: voilà ce qui vous attend!

FORMATION GRATIFIANTE

S'inscrire au Collège LaSalle, c'est souscrire à l'excellence. En plus de la possibilité d'obtenir des prêts et bourses, les étudiants peuvent bénéficier de bourses d'excellence.

Détenteurs d'un DEC, en français ou en anglais, les diplômés du Collège LaSalle profitent d'une formation complète qui leur permet de franchir la barrière du marché du travail avec assurance.

Demandez notre brochure

Trois écoles, un seul collège axé sur l'excellence!

2000, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3H 2T2

Tél.: (514) 939-2006
Sans frais: 1 800 363-3541
Télécopieur: (514) 939-2015



COLLÈGE
LASALLE



Cégep de
Saint-Laurent

ATELIERS EN BUREAUTIQUE

(15 heures/atelier)

- WordPerfect 5.1 à 6.0
- Initiation à WINDOWS
- Word sous WINDOWS
- Excel sous WINDOWS

AUTOCAD EXPERT

(60 heures)

Apprentissage du dessin 3D dans l'environnement AutoCAD (version 12)
■ Le 3D surfacique et solid (AME)
■ La modélisation couleur (Render)
■ L'utilisation de l'espace papier (PSPACE) pour les dessins 3D

Nouveau!

AUTOCAD Version 13

Soyez les tout premiers à vous servir de la version 13 de AutoCAD pour:
■ WINDOWS version 12 vers WINDOWS version 13 (incluant personnalisation de l'interface d'AutoCAD), (40 heures)
■ DOS version 12 vers DOS version 13, (16 heures)

625, AVENUE SAINTE-CROIX, VILLE SAINT-LAURENT (QUÉBEC) H4L 3X7
- À DEUX PAS DU MÉTRO DU COLLÈGE -
SERVICE DE FORMATION CONTINUE: 747-6521, POSTE 273



À peine conclu, le nouveau cessez-le-feu est violé en Tchétchénie

d'après AFP

GOÏTI, Russie

■ Le nouveau cessez-le-feu conclu hier en Tchétchénie a été violé quelques heures plus tard au sud de la capitale Grozny, a constaté un correspondant de l'AFP.

Des tirs d'artillerie et d'armes automatiques pouvaient être entendus par intermittence pendant toute la soirée d'hier depuis Goïti (10 km au sud de Grozny).

Les combattants tchétchènes anti-indépendantistes qui tiennent le village voisin d'Orouss-

Martan faisaient état de leur côté de combats en cours hier soir entre troupes russes et combattants tchétchènes indépendantistes dans la localité de Starry Atagui (12 km environ au sud de Grozny).

A Grozny même, quelques détonations d'artillerie très espacées ont été entendues au cours de la journée d'hier.

Mais les soldats russes et les combattants tchétchènes affirmaient respecter le cessez-le-feu.

« C'est la première fois qu'un cessez-le-feu tient plus d'une journée, même s'il y a eu quelques tirs de mortiers intermittents (de la part des Russes) au-

jourd'hui », expliquait Ramzan, un combattant tchétchène de retour du quartier d'Aldy (sud de Grozny), un des derniers de la capitale où les indépendantistes conservent des positions.

« Tout est calme pour l'instant, personne n'a tiré », affirmait de son côté Sergueï, un soldat russe de 19 ans affecté à la défense d'une des positions russes à Aldy.

Les commandants en chef des forces russes et tchétchènes sont convenus hier de prolonger jusqu'à samedi, 18 h (heure locale), un cessez-le-feu conclu lundi et renouvelé depuis tous les deux jours.

Cette trêve est la plus longue jamais enregistrée depuis le début du conflit en Tchétchénie, qui a commencé avec l'entrée des forces russes dans la république indépendantiste caucasienne le 11 décembre.

Par ailleurs, la Hongrie, présidente de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a lancé hier un appel à « l'arrêt immédiat des combats en Tchétchénie et à l'ouverture de négociations visant à un règlement pacifique ».

Ce communiqué de la présidence de l'OSCE est publié au moment de la rencontre à Budapest des représentants de la

« Troïka » (Hongrie, Italie et Suisse) de l'OSCE, du Conseil de l'Europe (CE), de l'ONU, et du Haut commissariat des réfugiés de l'ONU (HCR) pour coordonner les différentes aides humanitaires en Tchétchénie.

Le premier ministre hongrois M. Gyula Horn a souligné, dans un communiqué adressé à son homologue russe, M. Victor Tchernomyrdine, que l'OSCE « souhaite en tant que base d'une solution pacifique le respect de l'intégrité territoriale de la Russie et des normes de l'OSCE ».

« L'OSCE, en coopérant avec

la Fédération russe, pourrait jouer un rôle important dans la coordination des aides humanitaires internationales, dans la mise en application des droits de l'homme ainsi que dans la préparation et l'observation d'élections démocratiques et libres en Tchétchénie », ajoute le communiqué.

« Il faudrait assurer la présence continue de l'OSCE dans la région du conflit et au cours des négociations », note aussi le communiqué.

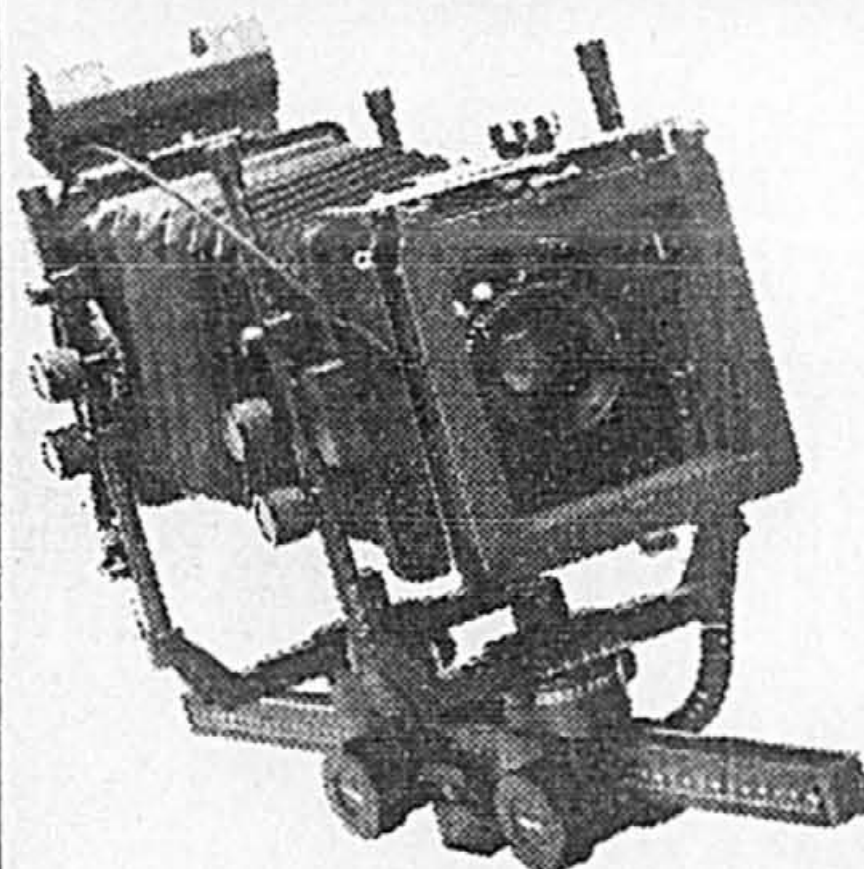
Enfin, l'OSCE ajoute qu'elle « ne soutiendrait aucune mesure visant à attaquer l'intégrité territoriale de la Fédération russe ».

MAISONS D'ENSEIGNEMENT



DE VENEZ

PHOTOGRAPHE PROFESSIONNEL



En moins d'un an

(514) 842-8643

1-800-338-8643

Cours temps plein de jour et de soir

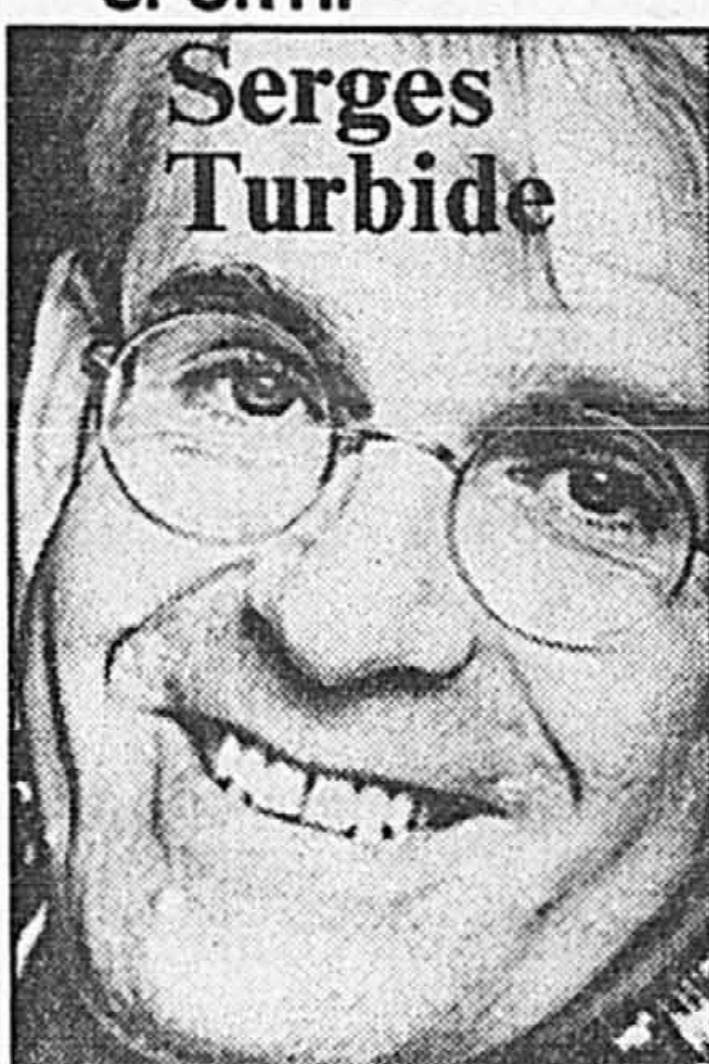
COLLÈGE DE PHOTOGRAPHIE
Marsan

Programme de photographie commerciale, A.E.C. 570.34, Permis No. 749 553

- Prospectus gratuit
- Crédits d'impôts
- Admissible au programme SPRINT et à l'aide Financière.



cours du soir
• ANIMATEUR-TÉLÉ
• RECHERCHEUR
• COMMENTATEUR
SPORTIF



L'INSTITUT
FORMAT

1389, boul. René-Lévesque Est
(face à la Maison de Radio-Canada)
Inscription immédiate
• 527-6505



ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes: 3 à 7 personnes; admission continue;
1 à 5 fois / sem.: matin, après-midi, soir, samedi;
200 \$ / 30 h, 370 \$ / 60 h, tout compris. 100 % déductible d'impôt. Aussi disp.: cours particuliers, formation en entreprise

Converlang

5268, av. du Parc 278-5309



Nouveau

Des résidences sur campus
au Cégep André-Laurendeau
dès août 1995

170 unités de logement
sous forme de condominiums!

Des programmes techniques
branchés sur l'emploi:

- Administration • Architecture •
- Bureautique •
- Electronique industrielle •
- Génie civil • Informatique •
- Soins infirmiers •
- Technologie physique •

Tous les programmes
préuniversitaires dont

Arts visuels et communication
et le Baccalauréat International

Pour
des études supérieures!
Inscription
avant le 1^{er} mars 1995



CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

1111, rue Lapierre
LaSalle (Québec) H8N 2J4
Tél: (514) 364-3320, poste 169



ÉLECTRONIQUE TECHNICIENS • TECHNICIENNES

Évaluez sérieusement une carrière dans ce secteur

- l'emploi y est exceptionnel
- les milieux de travail sont diversifiés
- les salaires sont élevés
- les conditions de travail sont excellentes
- le travail est motivant
- l'avenir est grandement ouvert

Choisissez Teccart pour votre D.E.C.

- c'est le pionnier de la formation en électronique
- le placement de ses diplômés est remarquable
- le cours est pratique, au point, près de la réalité industrielle
- l'étudiant obtient un suivi personnalisé
- trois programmes sont offerts: 243.06 Technologie de l'électronique industrielle (Instrumentation/Contrôle)
- 243.11 Technologie de l'électronique (Télécommunication)
- 243.15 Technologie de systèmes ordonnés

Teccart, plus qu'un diplôme: l'excellence, la confiance, la fierté.

Vous avez un D.E.C. ou presque?

Inscrivez-vous au cours intensif et obtenez votre D.E.C. en 2 ans.

ATELIERS DE FORMATION

Durée: 30 heures
Horaire: le soir, de 19h00 à 22h30, ou session intensive d'une semaine du lundi au vendredi, de 9h00 à 16h00
• Réseau NOVELL #1
• Langage C avec Turbo C++ (base)
• Méthodes de dépannage et entretien
• Entretien et réparation de lecteurs de disques compacts au laser
• Automates programmables (base)
• Moteurs et contrôle de moteurs
• Instrumentation et contrôle de procédé
• Installation de systèmes d'alarme
• Réseau NOVELL #2
• Langage C avec Turbo C++ (interm.)
• Programmation GRAFCET
• Automates programmables (interm.)
• Entretien et réparation de micro-ordinateurs
• Installation et études des antennes

Tous les ateliers sont offerts conditionnellement à un nombre suffisant d'inscriptions.

(514) 526-2501

un collège qui tient ses promesses

3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4 (Métro Préfontaine)

ANCIENS DE TECCART 50⁺ 1995

Faites-vous connaître et informez-vous des festivités de 1995

(514) 859-9044

cégep

(enseignement régulier, le jour)

LE 1^{er} MARS 1995

est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la

SESSION «AUTOMNE 1995»

dans l'un des cégeps suivants:

Abitibi-Témiscamingue
Ahuntsic
André-Laurendeau
de Bois-de-Boulogne
Drummondville
Édouard-Montpetit
Granby Haute-Yamaska
John Abbott
Joliette-De Lanaudière
Lionel-Groulx
Maisonneuve
Marie-Victorin
Montmorency
Outaouais
Rosemont

Saint-Hyacinthe
Saint-Jean-sur-Richelieu
Saint-Jérôme
Saint-Laurent
Shawinigan
Sherbrooke
Sorel-Tracy
Trois-Rivières
Valleyfield
Victoriaville
Vieux Montréal
Institut de technologie agro-alimentaire
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Pour obtenir les formulaires, veuillez vous adresser à votre école, à l'un de ces cégeps ou au:

SRAM

service régional d'admission du Montréal métropolitain
C.P. 11028, Succursale Centre Ville
Montréal (Québec) H3C 4W9

Inscrivez-vous dès maintenant

pour la session de septembre 1995



Collège
O'Sullivan
de Montréal

Apprendre, c'est pas bête

Entrez dans le monde des affaires

Programmes professionnels

- Techniques de bureau 412 (juridique, médical, tourisme, direction bilingue)
- Alternance travail-études en Techniques administratives 410
- Techniques juridiques 310
- Techniques de commerce international 900
- Techniques informatiques 420

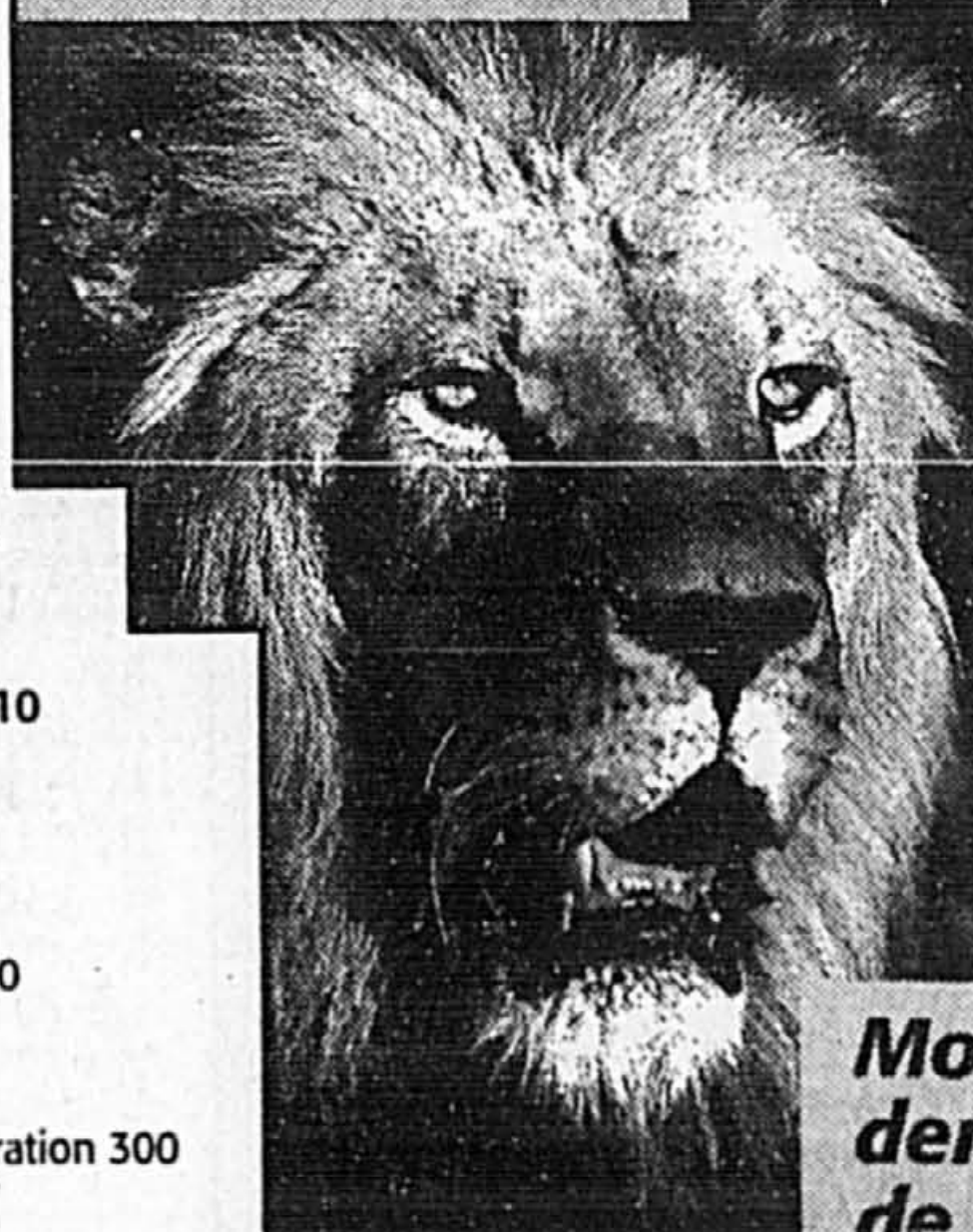
Programme général

- Sciences humaines/administration 300

Cours offerts le jour et le soir.

Enseignement en français et en anglais.

D.E.C., A.E.C.



Possibilités de financement

- SPRINT (Subventions et prêts individuels aux travailleurs)
- Prêts et bourses
- Prolongation des prestations d'assurance-chômage

Service de placement

Renseignements:

(514) 866-4622

Mordez à belles dents dans l'emploi de votre choix

Collège O'Sullivan de Montréal Inc.
1191, rue de la Montagne
Montréal (Québec) H3G 1Z2

Métro Peel ou Lucien l'Allier



Guerre de mots sans précédent entre Moubarak et Rabin

d'après AFP
LE CAIRE

■ Le président égyptien Hosni Moubarak et le premier ministre israélien Yitzhak Rabin se livrent ces derniers jours à une guerre de mots sans précédent en raison de divergences sur l'armement nucléaire.

À M. Rabin, qui accuse l'Égypte de mener une politique anti-israélienne, M. Moubarak a rétorqué jeudi que l'État hébreu invente des prétextes pour ne pas signer le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont la prorogation doit être décidée lors d'une conférence en avril et mai à New York.

Les dirigeants des deux pays, qui ont pourtant été les premiers à signer un traité de paix dans la région en 1979, ont utilisé dans leur polémique des termes peu diplomatiques qui témoignent de la tension entre ces deux voisins.

« Un vent malsain souffle au ministère égyptien des Affaires étrangères et nous avons un conflit sérieux avec le chef de la diplomatie égyptienne Amr Moussa qui mène actuellement une ligne anti-israélienne », a affirmé M. Rabin devant la commission de la Défense du parlement israélien.

M. Moussa est la cible de critiques de la presse israélienne qui l'accuse d'être le chef d'orchestre de la campagne pour l'adhésion d'Israël au TNP. Elle l'avait fustigé, lors de sa visite en juillet à Jérusalem, pour son refus de se recueillir à Yad Vachem, le mémorial des victimes de l'Holocauste, bien que celui-ci s'y soit en fin de compte rendu.

L'État hébreu, qui possède selon des revues spécialisées quelque 200 ogives nucléaires, refuse d'adhérer au TNP avant une paix globale au Proche-Orient. L'Égypte et les autres pays arabes, ayant souscrit au traité, mettent comme condition à sa reconduction qu'Israël les rejoigne.

Selon le rédacteur en chef de l'hebdomadaire gouvernemental *al-Moussawar*, Makram Mohammad Ahmad, un ami de M. Moubarak, « des milieux américains se font l'écho d'une campagne israélienne » contre M. Moussa, estimant que si celui-ci « n'était pas à la tête de la diplomatie égyptienne, les différends entre les deux pays n'auraient pas atteint une telle acuité ».

Le président égyptien a donné un caractère solennel à sa réplique et la télévision égyptienne a interrompu ses émissions pour diffuser ses déclarations. Il a accusé Israël de « mener une nouvelle campagne

contre l'Égypte » pour « ne pas signer le TNP ».

« Je m'attendais à ce que nous discussions pour parvenir à une formule réglant notre différend mais ils ont aussitôt lancé une attaque contre l'Égypte, ce qui prouve qu'ils ne veulent pas s'engager dans des négociations sur ce problème », a-t-il dit.

Parallèlement, selon le directeur du quotidien israélien de droite *Jerusalem Post*, l'Égypte a décidé d'interdire depuis mercredi la diffusion du journal pour avoir attaqué M. Moussa.

La presse gouvernementale égyptienne s'est déchaînée contre le gouvernement israélien, l'accusant d'arrogance, de vanité, ou de crânerie.

« Non M. Rabin, le vent malsain vient de chez vous », affirme l'éditorial du quotidien gouvernemental *Al-Ahram al-Masri*, avant d'accuser le dirigeant israélien de « proférer des mensonges ».

Dans sa campagne sur le TNP, M. Moubarak a obtenu un consensus national jamais enregistré depuis plusieurs années.

Le rédacteur en chef du quotidien d'opposition islamiste *al-Ahram*, M. Moustapha Bakri, a estimé que la campagne israélienne taxant d'« extrémisme » M. Moussa est « une décoration sur la poitrine » du chef de la diplomatie.

Chirac fait le procès du premier ministre

d'après Reuter
PARIS

■ Sans jamais le citer, sans jamais mentionner directement leur rivalité, Jacques Chirac a fait le procès d'Édouard Balladur, hier, dans son discours-programme pour l'élection présidentielle.

Dès le prologue de son « discours fondateur », le candidat RPR a instruit contre le premier ministre une accusation pour « renoncement ».

« Nous en sommes arrivés à penser que nous n'avions pris sur rien, que le pouvoir d'un gouvernement se résumait à gérer, prudemment, les contraintes imposées par la mondialisation des économies, que nos marges de manoeuvre étaient nulles dans un environnement où les marchés dictaient leur loi », a-t-il dit.

Il a versé au dossier Balladur, la pièce de « la pensée unique » qui « prétend tout contrôler, s'appuie sur la supériorité de la technocratie, maîtrise les centres de décision et d'influence ».

« Dans ce système », a-t-il dit, « le simple bon sens devient ico-

noclaste. Tout ce qui n'est pas conforme est dénoncé comme déraisonnable, irresponsable ou insolent ».

Le maire de Paris s'est alors dressé comme un procureur pour affirmer à la première personne :

« Je suis venu dire aux Français qu'il est temps de renoncer au renoncement. Rien d'inéluctable ne justifie le pessimisme ambiant. Je suis venu dire, redire que la politique n'est pas seulement l'art de rendre possible ce qui est nécessaire. Je suis venu vous dire qu'il y a un vrai débat, un vrai débat entre deux conceptions de l'action à conduire pour la France ».

De cet argument du « débat » qu'il réclame depuis son entrée en campagne et que lui refuse Édouard Balladur, Jacques Chirac a tiré un autre chef d'inculpation contre « ceux qui s'en tiennent toujours aux mêmes recettes (...) pensent rassurer en ne modifiant qu'un minimum de choses », disent tout faire « pour éviter une fracture sociale comme si elle n'existait pas déjà » et « soignent les effets plutôt qu'ils ne traitent les causes ».

MAISONS D'ENSEIGNEMENT



AGISSEZ!

NOUVEAU COURS
TÉLÉCOM ET TÉLÉPHONIE
902-39

- MICRO-ORDINATEUR GEN. 247-50
- ROBOTIQUE ET AUTOMATISMES INDUSTRIELS 900-03
- SYSTÈMES ORDINÉS ET AUTOMATISÉS 247-51
- PROGRAMMEUR ANALYSTE 420-52

1. PRÊTS ET BOURSES ÉTUDIANTS POSSIBLES
2. PROLONGATION D'ASSURANCE CHÔMAGE
3. COURS DE PLANIFICATION DE CARRIÈRE INCLUS
4. ASSISTANCE AU PLACEMENT
5. SUPPORT FINANCIER POSSIBLE DURANT VOS ÉTUDES
6. STRUCTURE DE COURS MODULAIRE POUR ADULTES

«Prenez l'autoroute électronique et la haute technologie pour un avenir brillant.»

A. THOMAS, Ingénieur, Directeur

INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉLECTRONIQUE

PERMIS 749524

INSCRIVEZ-VOUS À L'UN DE NOS PROGRAMMES DES AUJOURD'HUI

(514) 527-4147

1500 DE MAISONNEUVE EST, MONTRÉAL



COLLÈGE
Ahuntsic

FAITES CARRIÈRE EN

P A O

ET EN

MULTIMÉDIA

FORMATION GRATUITE

Le Collège Ahuntsic vous offre un programme de formation d'un an à temps plein en publication assistée par ordinateur (incluant le traitement de l'image) et en multimédia.

Critères de sélection :

- être prestataire d'assurance-chômage;
- détenir un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent;
- avoir de l'expérience en imprimerie constitue un atout.

Pour plus de renseignements ou pour poser votre candidature, communiquez avec Denise Goudreau au 389-5921, poste 2957, avant le 28 février 1995.

COLLÈGE AHUNTSIC, 9155, RUE SAINT-HUBERT, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2M 1Y8



ETS
le génie pour l'industrie

BACCALAURÉATS EN GÉNIE

Aux détenteurs et aux futurs détenteurs d'un DEC en techniques physiques ou en informatique, l'École de technologie supérieure offre la possibilité d'être admis dans l'un des programmes de baccalauréat en génie suivants :

- Baccalauréat en génie de la construction
- Baccalauréat en génie électrique
- Baccalauréat en génie mécanique
- Baccalauréat en génie de la production automatisée

Ces programmes sont offerts en sessions continues selon la formule d'enseignement coopératif, qui permet à tous les étudiants d'alterner sessions de cours et stages rémunérés en industrie.

Date limite d'admission :

1^{er} mars 1995

Bureau du registraire
École de technologie supérieure
4750, avenue Henri-Julien
Montréal (Québec) H2T 2C8
Téléphone : (514) 289-8888



Université du Québec
École de technologie supérieure

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

L'UNIVERSITÉ À DISTANCE

SÉMINAIRE SUR...



L'AUTOROUTE ÉLECTRONIQUE

À L'INTENTION DES GESTIONNAIRES ET DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

La Télé-université organise un séminaire sur l'autoroute électronique

- Comment expliquer l'engouement croissant pour l'autoroute électronique?
- Quels en sont les grands enjeux?

Pour votre entreprise...

Pour votre personnel...

Pour vos marchés...

- Découvrez le réseau Internet
- Préparez-vous à emprunter l'autoroute électronique!

DATE : mardi, 7 mars 1995 de 9 h à 16 h

LIEU : Télé-université, 1001, rue Sherbrooke Est, salle 2100, Montréal

COÛT : 257 \$ (taxes incluses)

NOMBRE DE PARTICIPANTS : 20 personnes, par groupe

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : jeudi, 2 mars 1995

Université du Québec
Télé-université

POUR INFORMATION OU INSCRIPTION
Pauline Jean
1-800-463-4728 poste 423
(sans frais)



COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

pour ceux et celles qui désirent

- mieux se débrouiller en anglais;
- être plus à l'aise en le parlant;
- avoir plus de spontanéité.

Que vous soyez débutant(e) ou plus avancé(e).

PETITS GROUPES
4 à 7 maximum

Niveaux: débutant à avancé

- Groupes composés de gens d'un même niveau
- Durée: 5 semaines ou 5 samedis - TOTAL: 30 heures
- Horaire: jour/soir ou le samedi
- Professeurs qualifiés, d'expression anglaise
- Frais de la session*: 195 \$ (déductibles d'impôt)

*Classement, ouverture de dossier et matériel: 30 \$

Entrevue de classement et inscription sur rendez-vous du 20 au 25 février inclusivement

985-2414 (ou 985-2200 après 17 h 30)

CCFA C'EST

- 25 ans d'expérience • Près de 20 000 étudiant(e)s • Aux employé(e)s de centaines de compagnies, telles que La Presse, The Montréal Gazette, Radio-Canada, la Banque Royale, La Laurentienne, Hydro-Québec, l'ENAP (UQAM), etc.



CENTRE CCFA ÉCOLE DE LANGUES
Station de métro Peel, sortie Peel



Vous aimez le théâtre...
la radio et la télévision
vous intéressent...
le journalisme vous tente...
vous voulez explorer ce qui touche à la
communication
orale et écrite
dans un «collège pas comme les autres?»

CONSERVATOIRE
LA PAROLE

Pour un avenir
à la mesure de son rêve,
de son talent
et de son travail!

programme
collégial préuniversitaire
SCIENCES DE LA PAROLE 600.03
pour l'obtention d'un D.E.C.

3505, rue Durocher, Montréal, H2X 2E7
Tél.: (514) 288-4140
Suzanne Le Beau, directrice générale
Collège privé subventionné, permis no 749569



MONDE

Impasse entre la Géorgie et l'Abkhazie

d'après AFP
MOSCOU

Des représentants de la Géorgie et de l'Abkhazie, région séparatiste de l'ouest géorgien, ont bouclé hier à Moscou trois jours de discussions sans parvenir à un accord sur le retour des réfugiés géorgiens en Abkhazie ni sur leurs relations futures, a annoncé l'agence de presse russe Interfax.

Selon Interfax qui cite des participants à ces négociations, la Géorgie continue d'insister sur la nécessité de promouvoir une fédération avec une seule capitale, Tbilissi (la capitale géorgienne), ainsi qu'une armée et une monnaie uniques.

L'Abkhazie, dont les forces séparatistes ont affronté à partir de 1992 celles de la Géorgie dans un conflit meurtrier d'un an (entre 3000 et 10 000 morts), souhaite, elle, une confédération avec deux États égaux.

Interfax a également précisé que la délégation abkhaze avait refusé de discuter d'un calendrier du retour des quelques 250 000 réfugiés géorgiens, qui avaient fui la guerre, sur leurs terres en Abkhazie, insistant sur le fait qu'une aide économique était nécessaire au préalable pour financer leur réintégration.

Cependant, les autorités géorgiennes n'ont autorisé jusqu'à présent le retour en Abkhazie que de 311 réfugiés, partiellement en représailles contre la Russie qui a fermé sa frontière avec la Géorgie afin de mettre fin à l'aide abkhaze aux forces séparatistes tchéchènes.

Quelques 3000 soldats russes ont été déployés, comme force d'interposition, sur les lignes qui séparent les troupes géorgiennes et abkhazes afin, notamment, de favoriser le retour des réfugiés. Leur mission expire le 15 mai.

Le 10 février, une première série de discussions de trois jours entre les deux parties, sous l'égide des Nations unies à Genève, s'étaient déjà achevées sur une impasse. A l'issue de cette réunion, le médiateur de l'ONU Edouard Brunner avait accusé les représentants abkhazes de faire preuve d'intransigeance dans la crise des réfugiés.

Un 32^e journaliste algérien est tué

d'après Reuter et AFP
TUNIS

Un journaliste, Djamel Ziater, a été tué par balles hier alors qu'il se rendait au cimetière pour se recueillir sur la tombe de sa mère à Gdyl, dans l'ouest algérien, rapporte l'agence de presse algérienne APS.

C'est officiellement le 32^e journaliste tué depuis juin 1993 dans le conflit qui oppose les intégristes musulmans au gouvernement algérien. Ziater, 35 ans, travaillait depuis 1986 au journal *al-Djournouria* (La République), paraissant à Oran.

Par ailleurs, 39 islamistes armés ont été tués par les forces de sécurité lors de différentes opérations en Algérie entre mardi et jeudi.

Ces derniers morts portent à 144 le nombre des islamistes armés tués par les forces de sécurité depuis le début du mois de jeûne de Ramadan, le 1^{er} février.

Tous nos taux jusqu'à 48 mois!

On annonce deux semaines de beaux taux!

ASPIRE 94

4,9%



ESCORT 94

6,9%

AEROSTAR 94

6,9%

et Aerosport



6,9%

RANGER 94

avec moteur 4 cyl.

SÉRIE F 94

avec cabine régulière

6,9%



Faites vite, cette offre est d'une durée limitée!



Pour tout renseignement,
1 800 561-FORD

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS: Certificat rabais de 750 \$ valable pour tous les modèles neufs de voitures et de camionnettes Ford et Mercury. Voyez votre concessionnaire pour les détails.

Chez vos concessionnaires Ford et Lincoln Mercury du Grand Montréal

ENCORE PLUS POUR VOUS!



*SUR APPROBATION DE CRÉDIT. LE TAUX DE FINANCEMENT EST DE 4,9% SUR TOUS LES MODÈLES ASPIRE 94 ET DE 6,9% SUR TOUS LES MODÈLES ESCORT 94, AEROSTAR 94 ET AEROSPORT 94 AINSI QUE SUR LES RANGER AVEC MOTEUR 4 CYLINDRES 94 ET SÉRIE F AVEC CABINE RÉGULIÈRE 94 ET CE, POUR UN TERME MAXIMAL DE 48 MOIS. CES OFFRES SONT OFFERTES SEULEMENT AUX PARTICULIERS ET S'APPLIQUENT AUX MODÈLES EN STOCK CHEZ LES CONCESSIONNAIRES. LES QUANTITÉS SONT LIMITÉES. CES OFFRES SONT VALABLES POUR LES MODÈLES CI-HAUT MENTIONNÉS 1994 NEUFS ET D'ANNÉES PRÉCÉDENTES ET NE PEUVENT ÊTRE COMBINÉES AVEC AUCUNE AUTRE OFFRE. VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR LES DÉTAILS. ÉCONOMISEZ JUSQU'À 700 \$ DE REMISE PAR AN, SOIT 3 600 \$ EN TOUT, AVEC LA CARTE CIBC FORD VISA OR, APPLICABLE À L'ACHAT OU À LA LOCATION D'UN VÉHICULE NEUF FORD, MERCURY OU LINCOLN. CERTAINES CONDITIONS, AINSI QUE DES FRAIS ANNUELS, S'APPLIQUENT À L'ÉMISSION DE LA CARTE. RENSEIGNEZ-VOUS SUR CE PROGRAMME CIBC ET FORD DU CANADA, TITULAIRES DE LICENCE DE CETTE MARQUE. CERTAINES EXCEPTIONS S'APPLIQUENT À LA GARANTIE PARE-CHOC À PARE-CHOC.

Le service InfoBref Bell

Le service InfoBref[®] Bell, le téléphone le plus lu, le quotidien le plus écouté! Créé par Bell, en collaboration avec La Presse, ce service s'adresse tout particulièrement aux gens d'affaires qui souhaitent être à l'avant-garde de l'actualité et des plus récents développements dans leur domaine.

Facile à utiliser, le service InfoBref Bell est accessible sans frais* à l'aide d'un téléphone à clavier. Découvrez ses rubriques quotidiennes; elles vous mèneront au cœur des sujets et des événements qui vous intéressent.

875-Bell

1 Nouvelles en bref

- La Une: 1
- Nouvelles locales: 2
- Nouvelles nationales: 3
- Nouvelles économiques: 4
- Nouvelles internationales: 5
- Nouvelles sportives: 6
- En primeur: 7

2 Éditoriaux et question du jour

3 Info-Affaires[®] Bell

- À surveiller cette semaine: 1
- Causeries et conférences d'affaires: 2
- Perfectionnement en gestion: 3
- Finance et comptabilité: 4
- Marketing, communication, vente et service à la clientèle: 5
- Production, qualité, environnement et technologie: 6
- Ressources humaines et formation: 7
- Informatique: 8

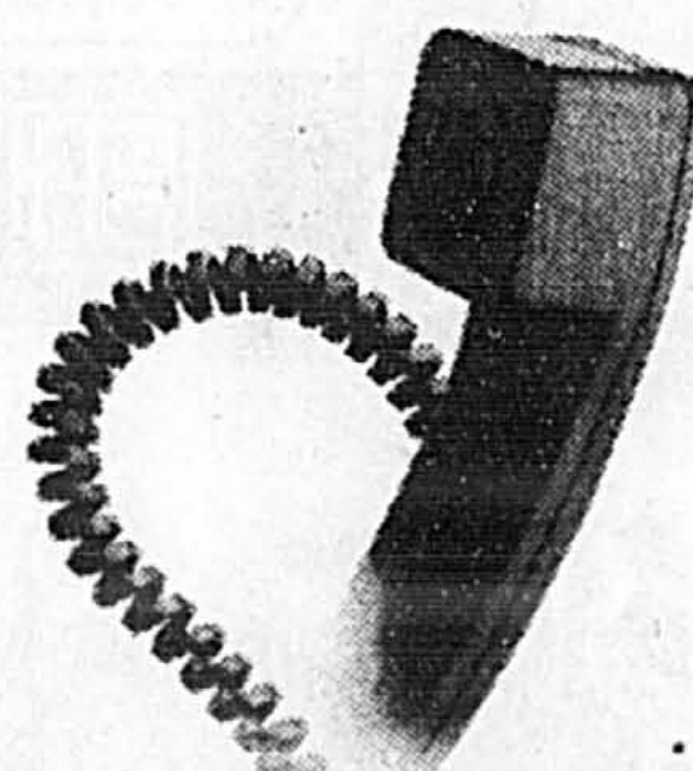
4 Questions d'affaires Réponses d'affaires

- 5 choix de chroniques disponibles

5 Produits et services de Bell

6 Services de La Presse

- Service des abonnements: 1
- Annonces classées: 2
- Publicité: 3
- Rédaction: 4
- Information sur les concours: 5
- Renseignements généraux: 6



* Dans la zone d'appel locale seulement.

La Presse